



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 30 – Février 2023

Balance des paiements et *remittances* en AEOI

Editorial

Bonjour à toutes et tous,

Ce numéro de notre lettre mensuelle est consacré aux balances des paiements de nos pays à travers le prisme particulier des transferts de la diaspora. Pour beaucoup de pays qui ont des problèmes d'accès aux devises fortes étrangères, les transferts de la diaspora sont devenus vitaux en termes d'approvisionnement des réserves et du marché en devises fortes et d'équilibre de la balance des paiements. Dans un contexte général de déficit commercial, l'apport des transferts des diasporas vient atténuer les déficits des comptes courants. Ainsi en est-il du Kenya, de l'Ouganda, ou de l'Éthiopie pays où les transferts ont connu ces dernières années des hausses spectaculaires. Pour certains pays les plus pauvres (Burundi, Soudan du sud, Somalie, Érythrée par exemple) ces transferts sont vitaux. En Somalie, on évalue les transferts de la diaspora à 25 % du PIB du pays. Je vous invite à prendre connaissance des cartes et graphiques : ils parlent pour eux-mêmes.

S'agissant de l'actualité de notre région, on mentionnera la visite du ministre délégué au commerce extérieur, à l'attractivité et aux Français de l'étranger, M. Olivier Becht, les 21 et 22 février au Kenya et le 23 février en Tanzanie. Ces visites étaient liées à la tenue à Nairobi et Dar es Salaam de Business Forums Européens, au cours desquels la France a été à l'honneur. En effet, le ministre a pu dans les deux pays participer aux sessions d'ouverture des Forums, comme le représentant de rang le plus élevé d'un Etat membre de l'UE. Il était accompagné de délégations d'entreprises du MEDEF et de Business France au Kenya et de Business France en Tanzanie, faisant de la France l'Etat membre avec la participation la plus élevée d'entreprises. La visite du ministre Becht au Kenya a permis de faire avancer plusieurs de nos projets emblématiques et de consolider, s'il en était besoin, notre relation bilatérale. Ainsi, après la visite du président kényan Ruto à Paris le 24 janvier, le ministre a pu rencontrer à deux reprises le président Ruto durant sa visite, signe de l'intérêt que la France et le Kenya attachent à cette relation. Plusieurs accords ont été signés : trois conventions de financement de Proparco, et deux Lettres d'intention dans le domaine des sports et de l'agriculture, prometteuses de coopérations nouvelles entre nos deux pays dans ces domaines. Cette visite, précédant le discours du président de la République sur notre nouvelle politique africaine dans le domaine économique, était une bonne illustration de ce nouveau lien que la France veut créer avec l'Afrique : des partenaires égaux.

Je remercie les services économiques de la région qui ont contribué à cette nouvelle Lettre économique régionale : Addis-Abeba, Dar es Salaam, Kampala, Khartoum et Tananarive, ainsi que les VIA de Kigali et Port-Louis, avec un merci spécial à l'équipe du pôle macroéconomique du SER de Nairobi qui a coordonné cet exercice.

Bonne lecture à toutes et tous.

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique régional



Sommaire

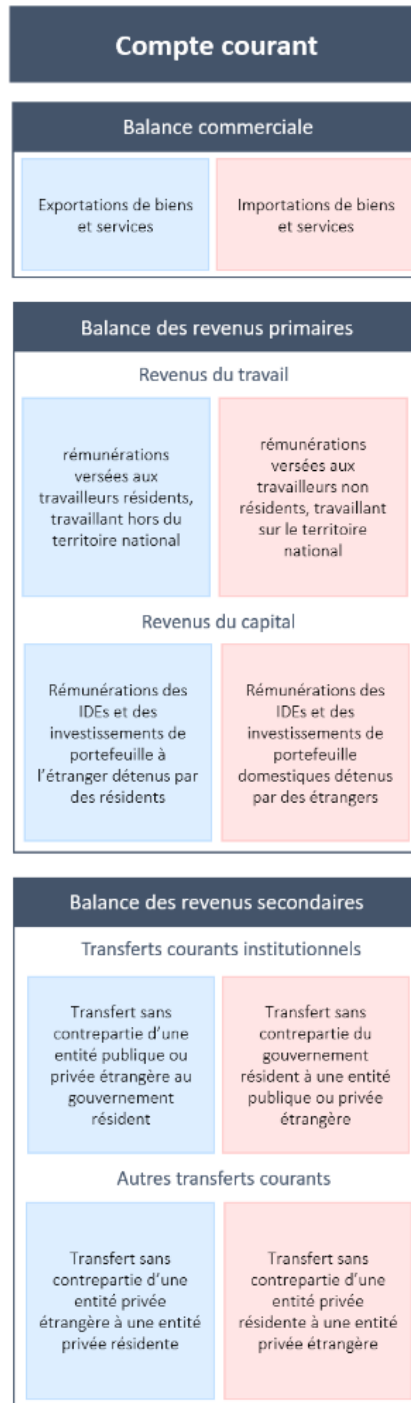
Table des matières

Editorial	1
Glossaire	3
Graphiques du mois.....	5
Perspectives régionales.....	6
Communauté d’Afrique de l’Est – Burundi.....	11
Communauté d’Afrique de l’Est – Kenya.....	15
Communauté d’Afrique de l’Est – Ouganda.....	19
Communauté d’Afrique de l’Est – Rwanda.....	24
Communauté d’Afrique de l’Est – Soudan du Sud.....	28
Communauté d’Afrique de l’Est – Tanzanie.....	32
Indicateurs régionaux : Communauté d’Afrique de l’Est.....	36
Corne de l’Afrique – Djibouti.....	37
Corne de l’Afrique – Erythrée.....	41
Corne de l’Afrique – Ethiopie.....	43
Corne de l’Afrique – Somalie.....	47
Corne de l’Afrique – Soudan.....	50
Indicateurs régionaux : Corne de l’Afrique.....	54
Océan Indien – Comores.....	55
Océan Indien – Madagascar.....	59
Océan Indien – Maurice.....	63
Océan Indien – Seychelles.....	67
Indicateurs régionaux : Océan Indien.....	71
CONTACTS.....	72

Glossaire

Infographie de la balance des paiements (1/2) – Compte courant

Le compte courant représente les importations et les exportations de biens et de services d'un pays, les paiements effectués aux investisseurs étrangers et les transferts



Rémunérations des travailleurs non-résidents, frontaliers, coopérants

La balance des revenus secondaires, aussi dénommée « transferts courants », inclue toutes les opérations par lesquelles un agent économique fournit un bien, un service ou une somme d'argent à un autre agent sans contrepartie

Dividendes (actions), Coupons (obligations)

Les transferts des administrations publiques comprennent notamment :

- Transferts entre un gouvernement et une organisation internationale (OAD)
- Dons de nourriture, de vêtements, d'aide médicale, etc. dans le cadre d'efforts de secours après une catastrophe naturelle
- Dons de certains équipements militaires
- Impôts courants sur le revenu et le patrimoine, et autres transferts tels que les cotisations de sécurité sociale

Les autres transferts comprennent notamment :

- transferts de fonds de la diaspora
- Contributions à des organisations caritatives, religieuses, scientifiques et culturelles

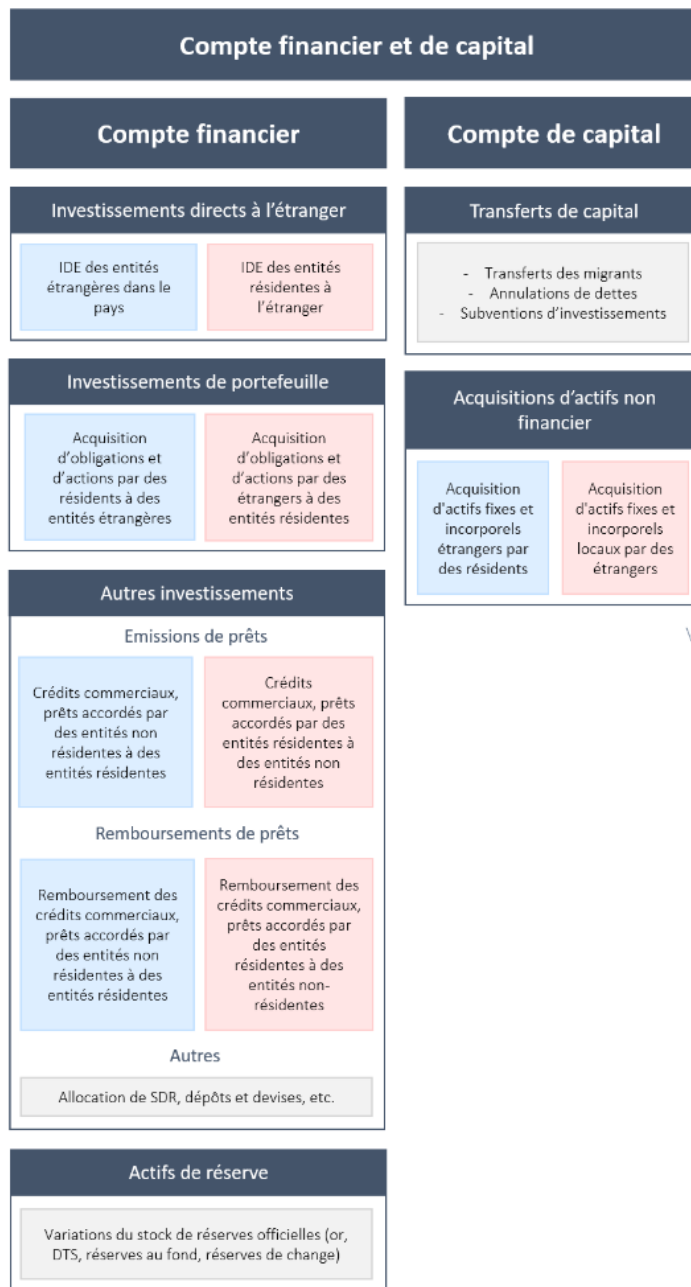
Infographie de la balance des paiements (2/2) – Compte financier et de capital

Le compte financier représente la somme nette des flux financiers entre un pays et le reste du monde

- Investissements de long terme
- prise de participation supérieure à 10 % du capital social
- Investissements illiquides

- Investissements de court terme
- Aucun contrôle sur l'entité commerciale par l'investisseur
- Possibilité de liquidé la position rapidement

Prêts du FMI, de banques de développement, de banques commerciales, etc.



Les transferts en capital représentent les transferts de propriété d'actifs fixes et non corporels ainsi que les annulations, sans contrepartie, de créances

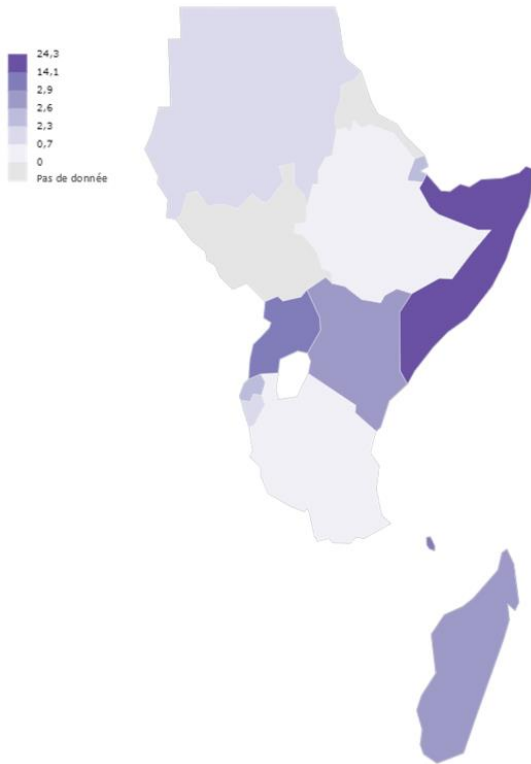
Les transferts des migrants font référence aux transferts de patrimoine qui résultent de la migration d'individus d'une économie à une autre.

La subvention d'investissement est une aide financière destinée à financer des investissements matériels (ex: achat d'un véhicule)

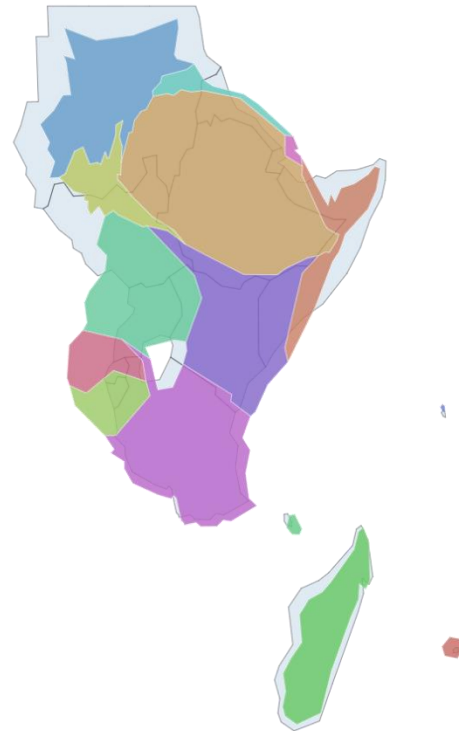
Les actifs fixes tels que les terrains, les ressources naturelles et les actifs incorporels tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques, les franchises, etc.

Graphiques du mois

Remittances reçues par les différentes économies d'AEOI (% PIB)



Carte en anamorphose de l'AEOI : remittances et taille de la population



Sources : Banque mondiale, Magrit

Les envois de fonds de la diaspora, ou *remittances*, sont d'une importance capitale pour les économies de la région. Outre l'équilibre de leur balance des paiements, ces derniers contribuent à lutter contre l'incidence de la pauvreté, à financer le développement du secteur privé et à alimenter le stock de réserves des pays bénéficiaires. Conscient du rôle crucial joué par les remittances, de nombreux pays ont mis en œuvre des stratégies politiques visant à accroître ces dernières. Malgré leurs nombreux bénéfices, il convient de rappeler que ces remittances résultent de l'exode du capital humain des pays de la région, pourtant indispensable à leur développement économique.

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

Des déficits courants structurels grandement atténués par les envois de fonds de la diaspora et les dons des bailleurs

La majeure partie des pays d'AEIOI enregistrent des déficits courants structurels en raison notamment d'un fort différentiel de valeur ajoutée entre leurs exportations et leurs importations. Pour assurer l'équilibre de leur balance des paiements, ces derniers sont grandement dépendants des transferts internationaux et plus particulièrement des envois de fonds de la diaspora qui ont observé une croissance significative sur la dernière décennie (+95 %). Conscient du rôle crucial joué par ces derniers dans le développement de leur économie (lutte contre la pauvreté, financement du secteur privé, source de réserve, stabilisation du cycle économique, développement du capital humain, etc.), de nombreux pays ont mis en œuvre des stratégies politiques visant à accroître les remittances.

Des déficits courants causés par un différentiel de valeur ajoutée dans les produits échangés et une dépendance aux matières premières importées

A l'exception de Djibouti, de l'Erythrée et du Soudan du Sud, les pays d'AEIOI enregistrent des déficits courants structurels. Sur la période 2010 - 2019, le déficit courant de la région AEIOI a avoisiné -4,9 % du PIB. Sur cette période, les Seychelles et le Burundi ont enregistré les déficits courants les plus élevés de la zone, respectivement -16,0 % et -13,9 % de leur PIB en moyenne, tandis que l'Erythrée et Djibouti dégageaient des excédents respectifs de 12,3 % et 7,4 %.

Les déficits courants de la région s'expliquent principalement par des déséquilibres de leur balance commerciale. Les pays de l'AEIOI tendent à exporter des matières premières brutes (denrées agricoles, pétrole), les rendant, d'une part, dépendants de la volatilité des prix internationaux, et d'autre part, importateurs nets de produits à plus forte valeur ajoutée (cf Lettres mensuelles de juin 2021 et septembre 2022). Des vulnérabilités exacerbées par la récente dégradation de la conjoncture économique mondiale, imputable à la crise sanitaire et à la guerre en Ukraine. En 2020, les déficits courants des pays de la zone se sont creusés à -6,0 % du PIB en moyenne, sans amélioration prévue en 2023 selon le FMI (-6,1 %). **Concernant la balance des services agrégée des pays de l'AEIOI, cette dernière est structurellement excédentaire** (1,9 Mds USD en moyenne sur la décennie 2010) tirée à la hausse par le **tourisme**. En raison de la fermeture des frontières pendant la crise sanitaire et la perturbation des chaînes de valeur, le solde commercial des services est néanmoins passé en territoire déficitaire en 2020 (-2,4 Mds USD, contre +3,7 Mds USD en 2019). Une dégradation significative qui se résorbe progressivement à mesure que le tourisme international reprend des couleurs (-1,6 Mds USD en 2021). **Au déficit de la balance commerciale s'ajoute le déficit de la balance des revenus primaires¹**, s'établissant à -3,9 Mds USD en moyenne chaque année entre 2010 et 2019.

Pour atténuer l'impact de leur solde commercial et de revenus primaires structurellement déficitaires, les pays de la région peuvent compter sur leur balance des revenus secondaires, et plus particulièrement **les dons institutionnels et les envois de fonds de leur diaspora**. Entre 2010 et 2019, les gouvernements et ménages de l'AEIOI recevaient respectivement 4,42 Mds USD de dons et 4,37 Mds USD de *remittances* en moyenne chaque année.

Les envois de fonds de la diaspora, pilier des économies est-africaines

Les envois de fonds de la diaspora - ou remittances - reçus par les pays de la région AEIOI ont augmenté de manière significative au cours de la dernière décennie, passant de 4,4 Mds USD en 2010 à 8,6 Mds USD

¹ La balance des revenus recense les transactions effectuées entre résidents et non-résidents concernant la rémunération des facteurs de production (travail, capital...).

en 2020. Sur le plan géographique, au niveau régional, la majeure partie de ces *remittances* sont envoyées depuis les **Etats-Unis** (33 %), le **Royaume-Uni** (8,8 %) et la **France** (5,7 %)².

Les envois de fonds de la diaspora sont d'une importance capitale pour les pays de la région. En premier lieu, ils ont un impact significatif sur **l'incidence de la pauvreté** et la **sécurité alimentaire**. A titre d'illustration, en Somalie, la proportion de ménages bénéficiaires de *remittances* et vivant sous le seuil de pauvreté est de 58 %, contre 71 % pour les ménages non-bénéficiaires. Ensuite, de par leur caractère anticyclique, ils offrent un **filet de protection sociale** aux bénéficiaires et contribuent à **stabiliser le cycle économique**³. Les envois de fonds de la diaspora ont, par exemple, augmenté dans la plupart des pays de la région pendant la crise de Covid-19, notamment au Rwanda (+7,7 % entre 2019 et 2020), au Kenya (+9,5 %), en Somalie (+10,1 %) et à Madagascar (+21,5 %). Les envois de fonds sont d'autant plus importants qu'ils se révèlent être une **source de devises plus stable et durable** que d'autres apports de capitaux, tels que les IDEs, la dette publique ou l'aide publique au développement. Les *remittances* sont aussi un **moyen de financement de l'économie**. Nombre de pays de la région étant caractérisés par des systèmes bancaires peu développés et des marchés des capitaux balbutiants voire inexistants, les transferts de fonds de la diaspora s'inscrivent comme un vecteur important de **financement du secteur privé**. Outre le capital physique, ces *remittances* contribuent au **développement du capital humain**. Si elles sont en premier lieu utilisées pour assurer la subsistance des ménages bénéficiaires, une part notable est généralement allouée aux dépenses d'éducation. Ces envois de fonds de la diaspora sont aussi susceptibles d'améliorer **l'inclusion financière** des pays bénéficiaires. Ces flux de revenus contribuent en effet à augmenter la demande de services financiers dans les institutions financières pour stocker de manière sécurisée ces derniers. Aussi, les *remittances* contribuent à augmenter la solvabilité des ménages et la probabilité pour ces derniers d'obtenir des prêts auprès d'institutions financières. Enfin, ils sont une source de réserves importante. En 2021, les *remittances* nettes reçues en AEOI se sont élevées à 11,2 Mds USD. Un montant comparable aux dotations des bailleurs multilatéraux (15 Mds USD) et bien supérieur aux flux nets d'IDEs (6,4 Mds USD).

La révolution numérique et l'essor des services de *mobile money* ont joué un rôle clé dans le développement des envois de fonds en AEOI, et ce pour trois raisons : (i) les services de *mobile banking* offrent des frais de transfert inférieurs à ceux des acteurs traditionnels et font baisser les coûts de ces derniers en faisant marcher la concurrence ; (ii) ils ne nécessitent pas de compte bancaire ; (iii) les bénéficiaires n'ont pas besoin de se déplacer à un guichet pour récupérer la somme envoyée. Si ce point peut paraître anecdotique, une étude du Guardian de 2015⁴ réalisée au Burundi dévoilait qu'il n'était pas rare que les populations soient contraintes de dépenser plus de 20 USD en frais de transport pour retirer 100 USD. Les services de *mobile money* représentent donc un gain financier significatif pour les ménages des zones rurales isolées. Sans surprise, les pays qui bénéficiaient d'une forte couverture de la téléphonie mobile à l'émergence des services de *mobile money* ont bénéficié d'une augmentation significative des envois de fonds de la diaspora.

Une part importante des *remittances* sont transférées de manière informelle⁵. Concernant les pays de l'AEOI, plusieurs facteurs expliquent cette prédominance. **Premièrement, l'existence de taux de change**

² Estimation du SER de Nairobi sur la base des dernières informations disponibles : Kenya (2021), Ethiopie (2020), Ouganda (2020), Djibouti (2018), Burundi (2017), Rwanda (2016), Madagascar (2012), Somalie (2011).

³ Si les bénéficiaires sont nombreux, l'impact des *remittances* sur la croissance des pays bénéficiaires est sujet à débat parmi la communauté scientifique. Ces derniers peuvent en effet générer une hausse de la demande sur les biens échangeables, supérieure à la capacité de production locale, qui entraînerait une hausse des importations et des pressions inflationnistes domestiques. L'appréciation du taux de change réel – découlant de (i) l'appréciation du change nominal, consécutive à la hausse des envois de devises de la diaspora et leur conversion en monnaie locale, et (ii) les pressions inflationnistes découlant de la surchauffe de la capacité de production locale – réduirait alors la compétitivité des industries nationales sur les marchés étrangers par des exportations plus coûteuses dégradant *de facto* la balance courante et la croissance économique (OCDE, 2006). En somme, l'impact des *remittances* sur la croissance dépend de la structure des économies bénéficiaires et de la manière dont elles sont utilisées par les ménages. D'après une étude publiée en 2020, entre 2000 et 2014, les *remittances* en AEOI sembleraient néanmoins avoir eu un effet positif sur la croissance économique des pays de la région.

⁴ [Sending cash home: mobile money is a gamechanger | Alix Murphy | The Guardian](#)

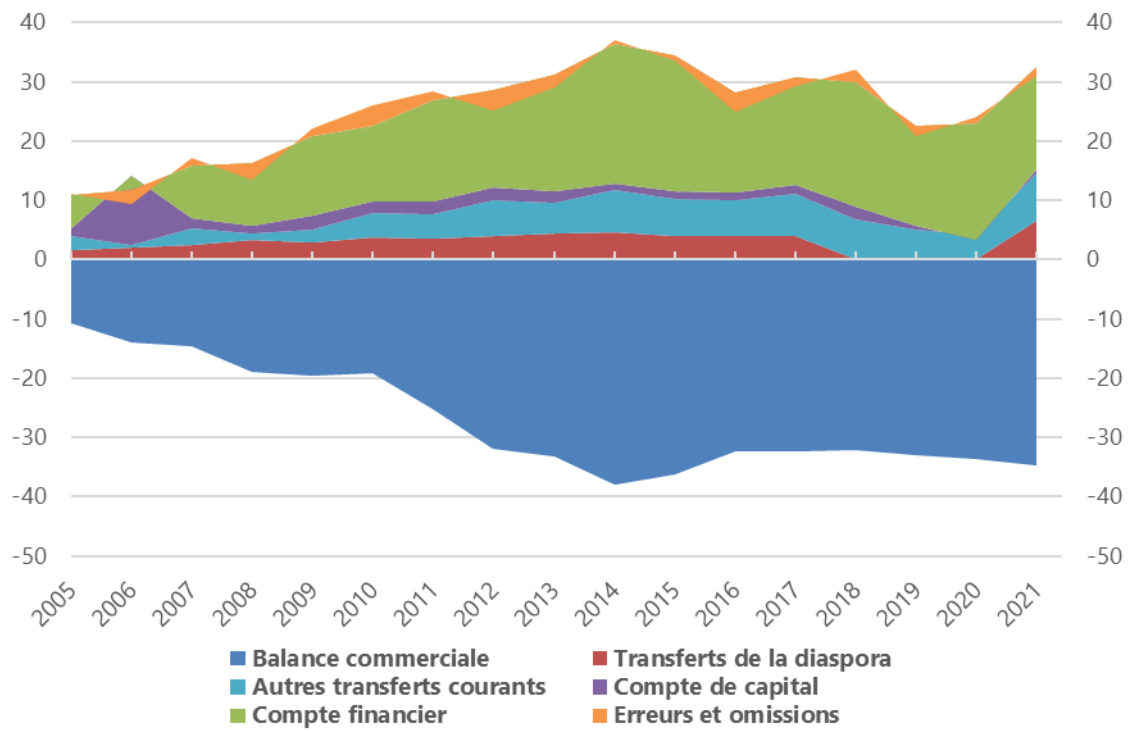
⁵ En 2003, au niveau mondial, la Banque mondiale estimait que les transferts informels représentaient entre 35 % et 250 % des flux enregistrés.

parallèles dans plusieurs pays de la zone, notamment au Soudan, en Erythrée, en Ethiopie et au Burundi. Sachant que les transferts formels en devises étrangères sont généralement convertis en devise locale au taux de change officiel, la tentation pour la diaspora d'envoyer des fonds de manière informelle et de les faire ensuite convertir au taux de change parallèle est grande, en raison du gain de pouvoir d'achat local ainsi conféré au destinataire. **Deuxièmement, le coût important des transferts formels.** En 2021, d'après les estimations de la Banque mondiale, le coût moyen des transferts en AEOI est de 8,6 %, nettement supérieur à la moyenne mondiale (6,7 %), à l'objectif fixé par les pays du G8 (5 %) et l'objectif recommandé par les Objectifs de développement durable (3 %). Ce coût élevé a un impact significatif sur le volume de *remittances* envoyés. Dans un rapport de 2016, la Banque mondiale estimait qu'une réduction des frais de 2 à 5 % pourrait augmenter les flux de transferts de 50 à 70 %. Des disparités importantes existent entre les pays de la région. Tandis que l'Ouganda (10,2 %) et le Rwanda (9,9 %) affichent les coûts de transfert des plus élevés, les Comores (4,6 %) et l'Ethiopie (6,7 %) affichent les coûts les plus faibles. **Troisièmement, le statut d'immigration des membres de la diaspora.** Les migrants en situation irrégulière dans leur pays d'accueil ne sont pas en mesure d'envoyer de l'argent par les canaux formels pour la simple raison qu'ils ne disposent pas d'identification officielle, indispensable à l'accès aux services financiers formels. A titre d'exemple, la plupart des membres de la diaspora éthiopienne résidant au Moyen-Orient ou en Afrique sont contraints de procéder à des transferts informels en raison de leur statut d'immigration. **Cette prédominance des envois informels présente un coût important pour les pays concernés puisqu'elle prive les autorités d'une rentrée de devises considérable et d'éventuelles recettes fiscales.**

Le soutien de la diaspora aux économies de la région AEOI ne se limite pas aux *remittances*. Si ces dernières sont en effet privilégiées dans les pays à la gouvernance fragile, pour la simple raison que ces fonds sont envoyés directement aux ménages sans possibilité d'être gaspillés par les gouvernements, des pays comme le Rwanda et la Tanzanie sont parvenus à capter et flécher les fonds de la diaspora pour le développement économique local par le biais de fonds d'investissement et d'instruments financiers (*Diaspora bonds*). Autre modèle de contribution plus contestable, l'Erythrée, qui prélève une « *Diaspora tax* » auprès de ses ressortissants à l'étranger. Une contribution forcée, collectée avec des méthodes relevant de l'intimidation et du chantage, qui participe néanmoins de manière significative à la survie du modèle économique local.

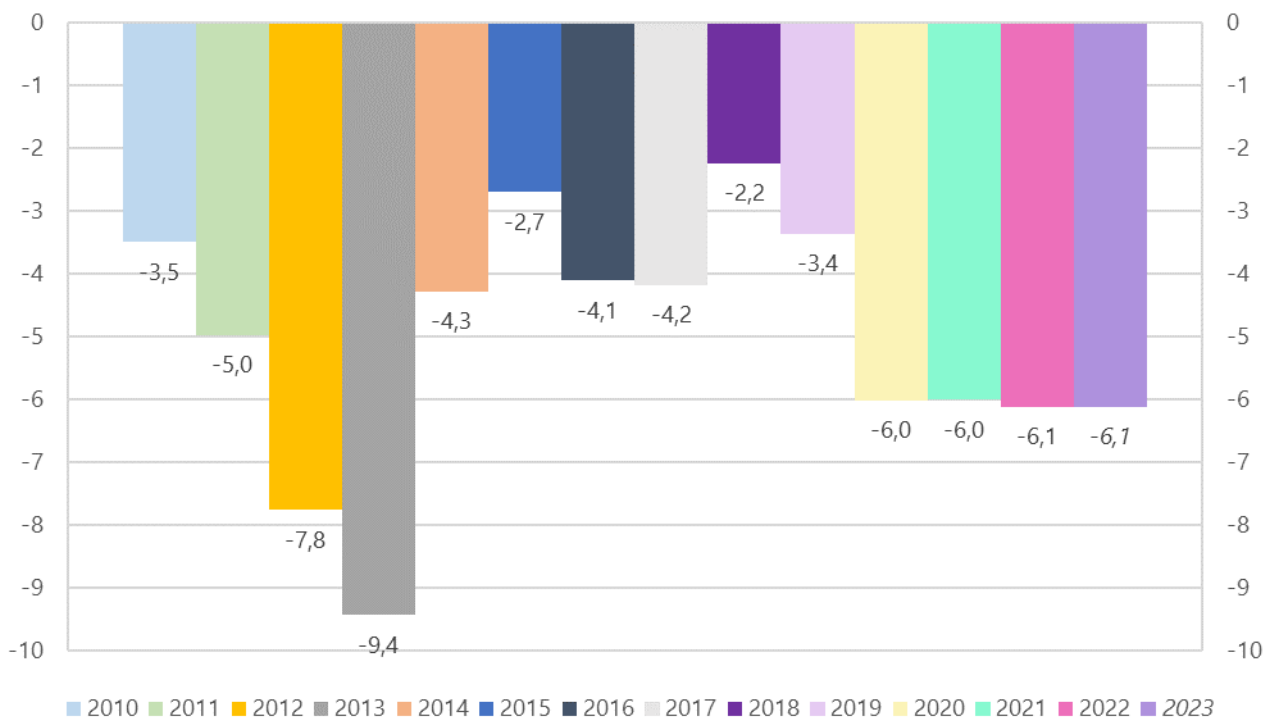
Conscient de l'importance des contributions de la diaspora, de nombreux pays ont mis en œuvre des stratégies politiques visant à accroître ces dernières. C'est notamment le cas du Kenya qui, outre la création d'un ministère de la Diaspora, mise sur des investissements importants dans le capital humain afin d'augmenter le nombre de Kenyans qualifiés travaillant à l'étranger et ainsi les envois de fonds de ces derniers à leur pays d'origine. Cette stratégie induit néanmoins une fuite des cerveaux vers l'étranger qui pourrait s'avérer préjudiciable pour le développement économique du pays à long terme.

Graphique 1 : Evolution de la balance des paiements de l'AEOI (Mds USD)



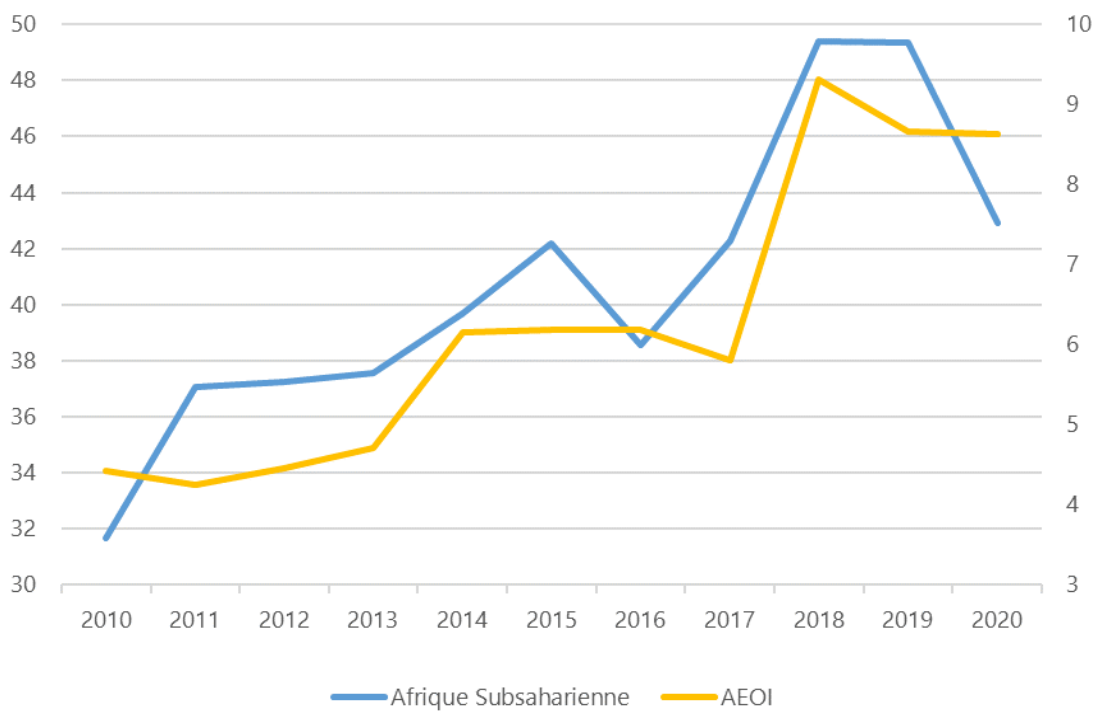
Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Balance courante de l'AEOI (% du PIB)



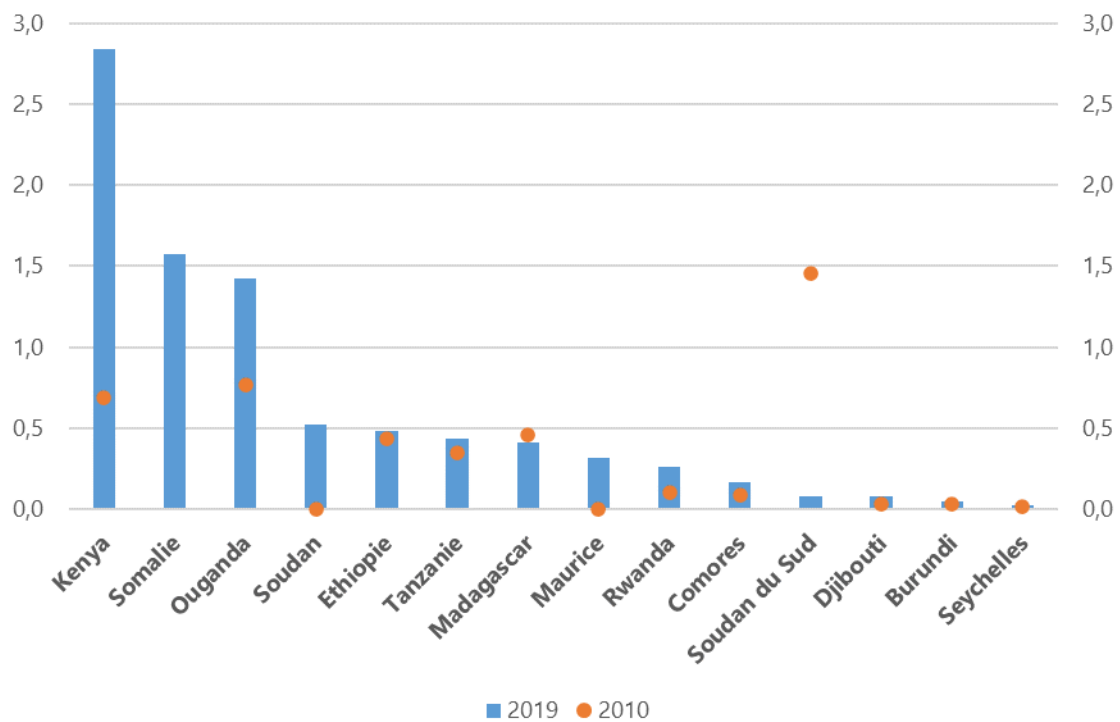
Source : FMI, WEO Octobre 2022

Graphique 3 : Evolution des *remittances* reçues en AEOI et en Afrique subsaharienne (Mds USD)



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement

Graphique 4 : Comparaison des *remittances* reçues dans les pays de l'AEOI entre 2010 et 2019 (Mds USD)



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



Les remittances au Burundi, indispensables mais sous exploitées

Le solde de la balance courante du Burundi est structurellement déficitaire. La faute à un différentiel de valeur ajoutée entre ses importations et ses exportations ainsi qu'au dérèglement climatique affectant la productivité de son secteur agricole. Pour assurer le financement de son déficit courant, le Burundi peut compter sur le soutien de bailleurs internationaux depuis la levée des sanctions. Un soutien néanmoins insuffisant qui contraint le pays à mettre à profit ses réserves de change pour financer son déficit courant (2,1 mois d'importations couverts par les réserves en 2022). Dans ce contexte, les envois de fonds de la diaspora jouent un rôle crucial dans l'équilibre de la balance des paiements. Pour autant, le potentiel de ces derniers est sous exploité en raison (i) du coût élevé des transferts attribuable au manque de compétition sur le marché des transferts de fonds et (ii) d'un taux de change officiel surévalué incitant la diaspora à envoyer des fonds de manière informelle pour tirer parti du taux de change parallèle.

Un déficit courant structurellement déficitaire

La balance commerciale du Burundi est structurellement déficitaire (-0,6 Md USD en moyenne entre 2010 et 2019, soit -23,3 % du PIB). **Parmi les principales causes : (i) le déficit de la balance des biens** (-0,5 Md USD en moyenne, soit -18,0 %) imputable (a) au différentiel de valeur ajoutée entre les importations de biens du pays (combustibles minéraux, machines et appareils mécaniques et électriques, produits pharmaceutiques, etc.) et ses exportations (café, thé, épices, minerais, tabac, etc.) et (b) au changement climatique qui accroît la fréquence et la gravité des inondations et des sécheresses ces dernières années, entraînant une baisse significative de la productivité du secteur agricole qui représente plus de la moitié des exportations du pays ; **(ii) le déficit de la balance des services** (-0,1 Md USD en moyenne, soit -5,1 % du PIB) attribuable au secteur du transport. L'impact du déficit commercial sur le solde courant est néanmoins atténué par la balance des revenus secondaires dont le solde est structurellement excédentaire (+0,3 Md USD en moyenne) tiré à la hausse par les transferts nets aux administrations publiques (+0,1 Md USD en moyenne) et dans une moindre mesure par les transferts nets de la diaspora (+0,04 Md USD en moyenne). **Sur la décennie passée, la balance courante du Burundi a ainsi observé un déficit moyen de 0,3 Md USD, soit environ -13,5 % du PIB.**

En 2022, le déficit courant du Burundi devrait se creuser à -14,4 % du PIB, selon le FMI. Un résultat imputable notamment à la balance commerciale qui, outre les raisons structurelles évoquées ci-dessus, pâtie d'une conjoncture économique mondiale défavorable (augmentation du prix des matières premières, resserrement des conditions financières internationales, ralentissement de la croissance mondiale, etc.). En 2022, le franc burundais s'est ainsi déprécié de 3,2 % face au USD (contre 2,6 % en 2021). Autre facteur responsable du creusement du déficit courant, la **baisse d'engagement des bailleurs multilatéraux sous forme de dons** (-17 % en 2022). En effet, pour financer son déficit courant, le Burundi est dépendant de l'action des bailleurs, en particulier des bailleurs multilatéraux (0,3 Md USD de dons et 0,1 Md USD de prêts en 2021) et du FMI (0,07 Md USD de prêts en 2021). Pour rappel, les pays occidentaux et l'Union Européenne avaient mis en place des sanctions à la suite de la réélection de P. Nkurunziza et suspendu tout ou partie de leur appui financier. L'élection d'Evariste Ndayishimiye en 2020 a favorisé la reprise des relations internationales et le retour des bailleurs.

Parmi les autres sources de financement, la contribution des postes IDEs (9 MUSD) et investissements de portefeuille (0,1 MUSD) est quasi nulle. **L'équilibre de la balance des paiements repose en grande partie sur les transferts courants** (0,5 Md USD), qui inclut ces dons des bailleurs, ainsi que les transferts de fonds de la diaspora (0,1 Md USD). En 2021, l'excédent de la balance des revenus secondaires a ainsi permis de réduire le déficit courant de 50 %.

Des envois de fonds vitaux mais sous exploités

Les envois de fonds de la diaspora au Burundi sont grandement corrélés à l'évolution de la situation politique et sécuritaire du pays. Plongé dans la guerre civile de 1993 à 2005, il faut attendre 2008 et l'application du cessez-le-feu entre le gouvernement burundais et les rebelles du FNL⁶ pour que les *remittances* repartent à la hausse (+24 MUSD, soit +674 % entre 2008 et 2009). L'engagement de la diaspora burundaise croît ensuite de manière constante de 2009 à 2014 à un rythme annuel moyen de 15 %⁷. Une tendance à la hausse brusquement renversée en 2015 suite à l'annonce du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Jugée anticonstitutionnelle, cette décision plonge le pays dans une nouvelle crise politique et sécuritaire. Entre 2015 et 2016, le montant des *remittances* reçues par le Burundi chute alors de 38,7 %. Si ces derniers sont depuis repartis à la hausse, ils se maintiennent néanmoins en dessous de leur niveau pré-crise (45,6 MUSD en 2020 contre 56,2 MUSD en 2014). **Sur le plan géographique, la répartition des envois de fonds de la diaspora burundaise reflète l'exode des populations civiles** lors de la guerre civile de 1993 à 2005 et la crise politique de 2015. La Tanzanie (54,9 % des *remittances* en 2017 – 48,6 % des réfugiés) et le Rwanda (13,7 % des *remittances* – 19,3 % des réfugiés) arrivent ainsi largement en tête suivis par l'Ouganda (4,2 % des *remittances*), le Canada (4,2 %) et la République Démocratique du Congo (3,9 %).

En comparaison des autres pays de la région, les envois de fonds de la diaspora burundaise sont cependant modestes. En 2016, selon un rapport de la Banque mondiale, les Burundais résidant à l'étranger ont envoyé en moyenne 140 USD à leur pays d'origine. Un montant bien inférieur aux Tanzaniens (1 448 USD) et aux Kenyans (1 593 USD) résidants à l'étranger. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer cette différence : **(i) le coût relativement élevé des transferts** imputable, notamment, au faible développement du *mobile banking* au Burundi. Pour transférer de l'argent, la plupart des membres de la diaspora burundaise font appel à *Western Union*. Outre de plus faibles coûts de transferts en comparaison des acteurs traditionnels, le *mobile banking* permet aussi de réduire les coûts de transfert indirects comme les frais de transports⁸ ; **(ii) la part des transferts informels** probablement significative en raison des coûts de transferts de fonds élevés mais aussi d'un taux de change officiel surévalué. Le marché des changes du Burundi est en effet caractérisé par de fortes restrictions qui ont conduit à l'essor d'un marché parallèle important où la monnaie se négocie actuellement à une prime de près de 60 %. **Les autorités ont annoncé leur volonté de procéder à une unification des taux de change, mais face au risque de dépréciation, tardent à le faire.**

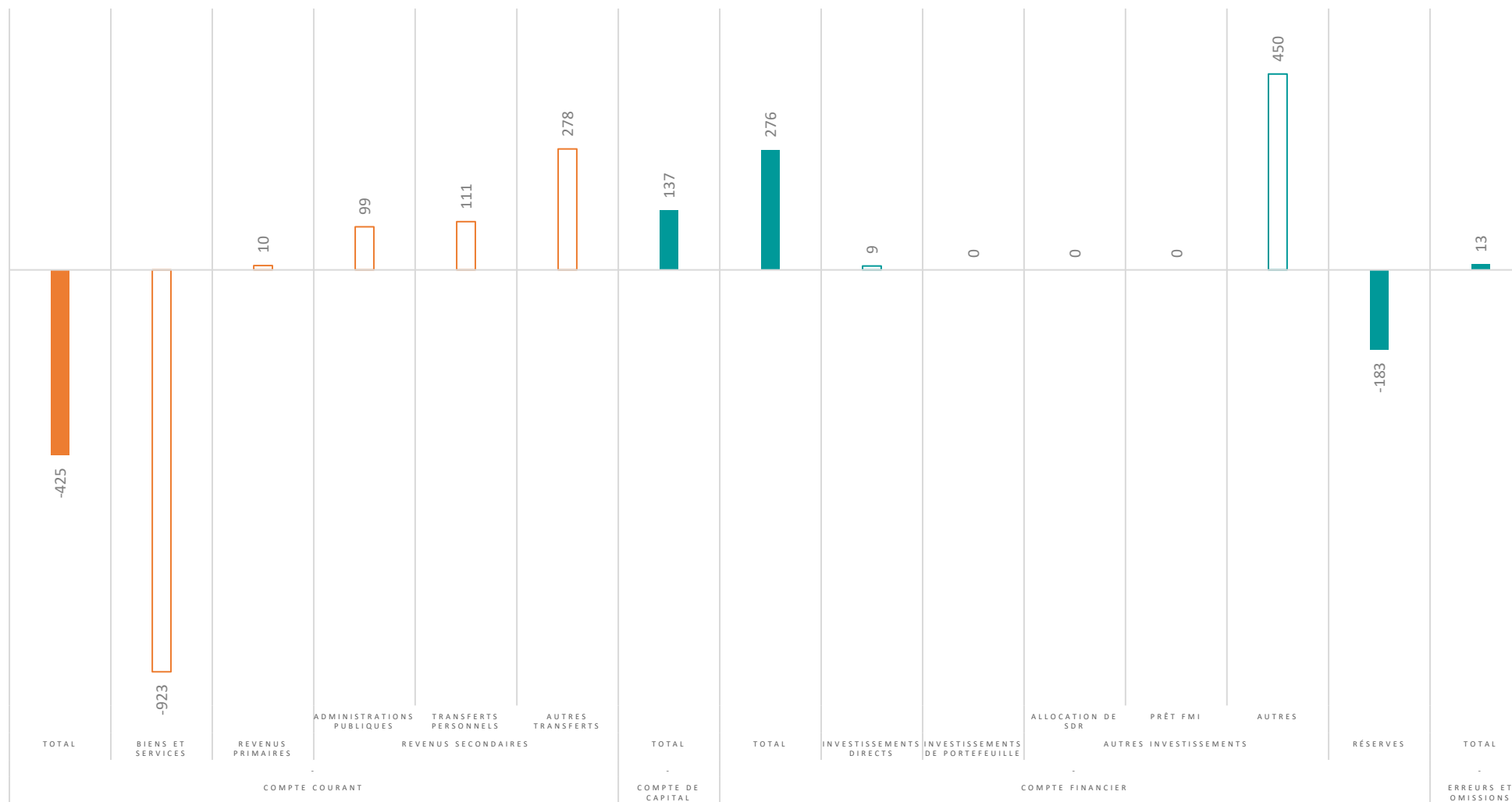
Ces envois de devises sont vitaux pour le Burundi, autant au niveau micro pour la subsistance des foyers bénéficiaires (60 % des dépenses du quotidiens sont couvertes par les *remittances*), **qu'au niveau macro pour l'équilibre de la balance des paiements.** Outre leur rôle dans la réduction du déficit courant, ces transferts de fonds sont une **source importante de réserves de devises étrangères.** Une source d'autant plus vitale que le stock de réserves du Burundi est faible (2,1 mois d'importation en 2022 et 1,9 anticipé en 2023).

⁶ Forces Nationales de Libération

⁷ Source : Banque mondiale

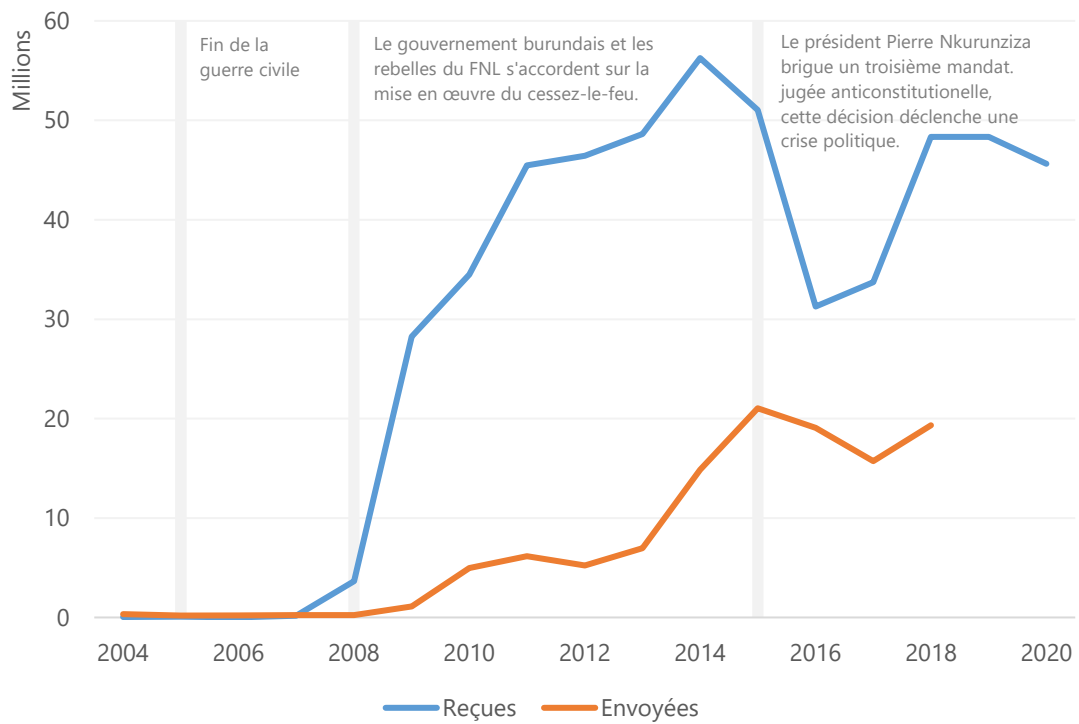
⁸ [Sending cash home: mobile money is a gamechanger | Alix Murphy | The Guardian : il n'est pas rare que les populations soient contraintes de dépenser plus de 20 USD en frais de transport pour retirer 100 USD](#)

Graphique 1 : Balance des paiements du Burundi (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* au Burundi (MUSD)



Source : Banque mondiale

Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Les remittances, pilier majeur de l'équilibre de la balance des paiements Kenyane

Le solde de la balance courante Kenyane est structurellement déficitaire en raison d'un différentiel significatif de valeur ajoutée entre ses exportations et ses importations de biens. Si l'action des bailleurs est indispensable au financement du déficit courant du pays, l'équilibre de la balance des paiements repose en premier lieu sur les envois de fonds de la diaspora. Conscient du rôle stratégique de ces derniers, le président William Ruto a annoncé son ambition de doubler le montant des remittances de 3,8 Mds USD (2021) à 8,1 Mds USD, sans néanmoins préciser d'horizon temporel dans la réalisation de cet objectif.

Un déficit courant structurel causé par la faible valeur ajoutée des produits exportés

La balance commerciale du Kenya est structurellement déficitaire (-8,4 Mds USD en moyenne depuis 2010). En cause, la **structure des échanges de biens marquée par un différentiel significatif de valeur ajoutée entre les exportations** (café, thé, épices, fleurs) **et les importations** (combustibles minéraux, machines et appareils mécaniques et électriques). Pour cette raison, depuis 2010, le déficit annuel moyen de la balance des biens du Kenya avoisine 10 Mds USD. Ce positionnement des exportations de produits à faible valeur ajoutée est d'autant plus problématique qu'il accroît **l'exposition du pays aux aléas conjoncturels**, tels que les aléas climatiques et les chocs externes (crise sanitaire, guerre en Ukraine, etc.), tandis que ses importations, en particulier les hydrocarbures, l'exposent à la **volatilité des prix internationaux**. Pour atténuer le déficit de sa balance des biens, le Kenya peut néanmoins compter sur sa **balance des services dont le solde est structurellement excédentaire** (+1,7 Md USD en moyenne depuis 2010), grâce au tourisme.

En 2022, le déficit du compte courant devrait se creuser à -5,7 % du PIB selon le FMI. Un résultat imputable à la balance des biens qui, outre les raisons structurelles évoquées ci-dessus, pâtie des perturbations du commerce mondial et de la dégradation des termes de l'échange. L'impact du solde commercial sur le solde courant devrait néanmoins être atténué par la reprise du tourisme et la forte croissance des envois de fonds de la diaspora (+10,4 % en g.a. entre janvier et septembre 2022). Conséquence du creusement du déficit courant et des difficultés de financement de ce dernier imputable en grande partie au resserrement de la politique monétaire américaine, le stock de réserves du Kenya devrait se dégrader à son plus bas niveau depuis 7 ans en 2022 et passer légèrement en dessous de la barre symbolique des 4 mois d'importation (3,7) selon le FMI.

Pour financer son solde courant structurellement déficitaire, **le Kenya est grandement dépendant de l'action des bailleurs**, en particulier du FMI (0,7 Md MUSD de prêts en 2021) et des bailleurs multilatéraux (2,3 Mds USD de prêts et dons en 2021). **En 2021, l'action de ces derniers a ainsi permis de combler environ 50 % des besoins de financement du pays.** Parmi les autres sources de financement, la contribution des postes IDEs (53 MUSD) et investissements de portefeuille (225 MUSD) est anecdotique.

Les transferts courants (6,1 Mds USD), aussi dénommé revenus secondaires, et plus particulièrement les **transferts de fonds de la diaspora** (3,8 Mds USD), jouent aussi un **rôle majeur dans l'équilibre de la balance des paiements kenyan.** En 2021, les *remittances* ont permis de réduire le déficit courant de 30 %. Un impact significatif qui a placé ces dernières au cœur de la stratégie du gouvernement de William Ruto pour assurer la soutenabilité du déficit courant du pays.

Remittances et capital humain : la stratégie vertueuse du Président Ruto

Les transferts de fonds de la diaspora ont augmenté de manière exponentielle au cours de la dernière décennie, passant de 573,6 MUSD en 2010 à 4 027,9 MUSD en 2022. Fait notable, la crise du coronavirus n'a pas eu d'impact significatif sur le montant de ces derniers. Les *remittances* ont d'ailleurs augmenté entre 2019 et 2020 (+21,2 %) tirée à la hausse par les envois en provenance d'Amérique du Nord (+36 %). **Sur le plan géographique, les remittances envoyées au Kenya proviennent principalement d'Amérique du Nord**⁹

⁹ Majoritairement des Etats-Unis (95,6 % des transferts reçus en provenance d'Amérique du Nord en 2021).

(49,3 % en moyenne sur la dernière décennie), et **d'Europe**¹⁰ (28,4 %). En termes d'évolution, les transferts de fonds en provenance d'Amérique du Nord sont ceux qui ont le plus fortement augmenté, passant de 308,1 MUSD en 2010 (48,0 % des fonds totaux reçus au Kenya) à 2 412,6 MUSD en 2022 (59,9 %). Une tendance à la hausse plus modérée pour les *remittances* en provenance d'Europe, notamment en raison du recul observé lors de la crise sanitaire (536,8 MUSD en 2020, contre 663,0 MUSD en 2019). Avec la reprise post-covid, ces dernières sont néanmoins reparties à la hausse pour atteindre 733,5 MUSD en 2022 (18,2 % des *remittances* totales). **Outre l'Amérique du Nord et l'Europe, la péninsule arabique joue aussi un rôle important.** En 2022, les transferts de fonds en provenance des pays du Golfe ont atteint 420,1 MUSD (11,4 %). Une contribution en nette augmentation en comparaison de 2021 (+25 %) portée par la hausse des prix du pétrole et l'amélioration en conséquence des perspectives économiques de la région.

Cette croissance globale des envois de fonds a été facilitée par l'essor du *mobile money*, permettant aux familles d'envoyer des fonds à moindre coût à leur pays d'origine. Selon une enquête de la CBK¹¹, les coûts d'envoi via des fournisseurs de services (*mobile money*, banques, entreprises de transfert d'argent) seraient de l'ordre de 4-5 % de la valeur transférée, contre 30 % pour les entreprises de services postaux (G4S, Posta Kenya, DHL, etc.).

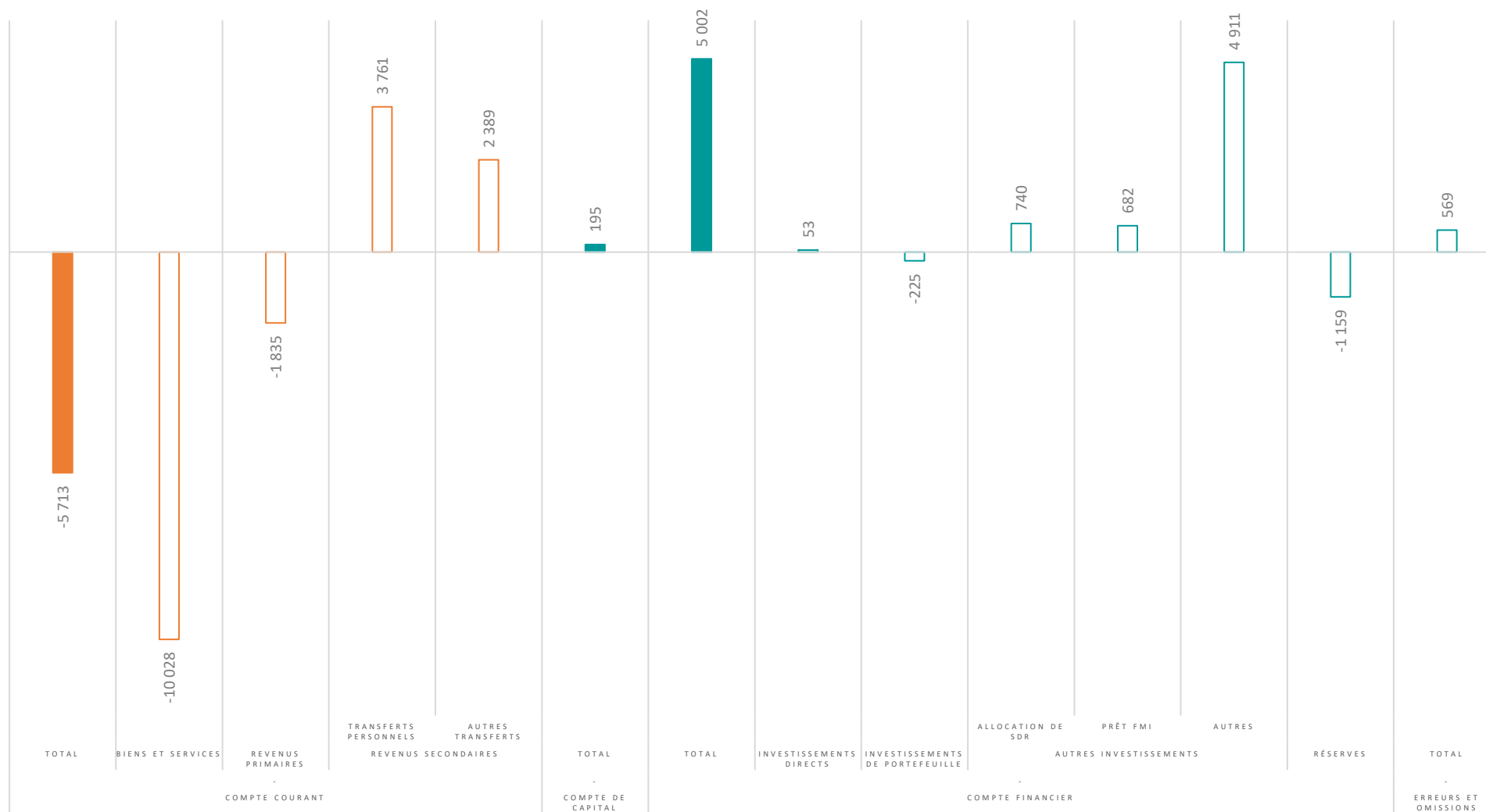
Comme en témoigne la création du ministère de la Diaspora, ces envois de devises sont d'une **haute importance pour le Kenya**. Outre leur rôle prépondérant dans **l'équilibre de la balance des paiements**, ils constituent une des **sources principales d'alimentation du stock de réserves de devises étrangères du pays**. Conscient de l'intérêt stratégique que présente ces *remittances*, la nouvelle administration a récemment dévoilé son ambition de tripler la collecte à 1 000 Mds KES, soit environ 8,1 Mds USD. Pour ce faire, la stratégie du Président Ruto mise sur un investissement important dans le capital humain afin d'augmenter le nombre de Kenyans qualifiés travaillant à l'étranger et ainsi les envois de fonds de ces derniers à leur pays d'origine. Toujours selon la CBK, **une partie non négligeable des revenus de transfert seraient utilisés par les familles kenyanes pour les dépenses éducation** (8 % des *remittances*). Il y aurait donc un cercle vertueux entre la hausse des envois de la diaspora et la hausse du capital humain. Parmi les autres principaux postes d'allocation des *remittances* : les investissements en immobilier (26 %), les remboursements de prêts hypothécaires (15 %) et les achats de nourriture et de biens ménagers (16 %).

Cette stratégie présente néanmoins deux potentielles limites. D'une part, les envois tendent à diminuer avec la durée passée à l'étranger, pour diverses raisons, tels que le délitement des liens entre le pays d'origine et le pays de résidence, le vieillissement des personnes à l'étranger... D'autre part, elle constitue une fuite des cerveaux vers l'étranger. Si cette stratégie permet de réduire à moyen terme le déficit courant du pays, et donc les besoins de financement, elle ne saurait se substituer à une véritable stratégie de renforcement des exportations pour rééquilibrer la balance courante. Une réalité que n'ignore pas le nouveau président qui a affiché son ambition de diversifier l'économie kenyane, de renforcer l'industrialisation et de monter en gamme les produits destinés à l'exportation.

¹⁰ Majoritairement du Royaume-Uni (47,1 % des transferts reçus en provenance d'Europe en 2021) et d'Allemagne (17,2 %).

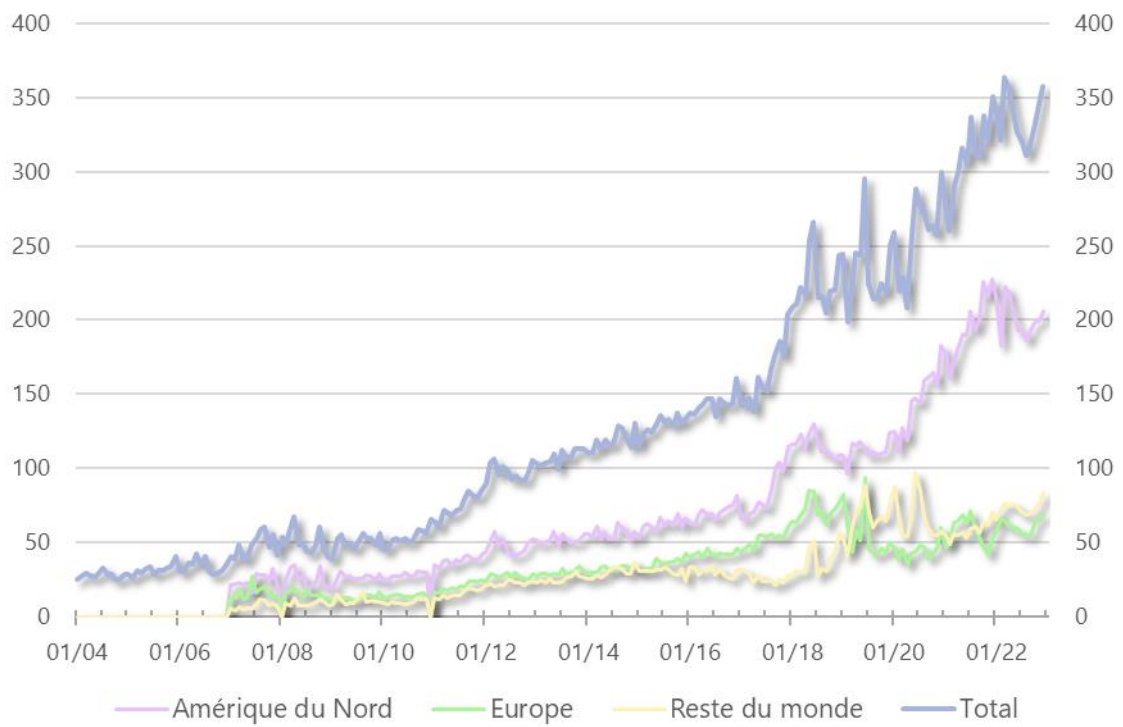
¹¹ Source : *Diaspora Remittances Survey*, Décembre 2021, *Central Bank of Kenya*

Graphique 1 : Balance des paiements du Kenya (MUSD) – 2021



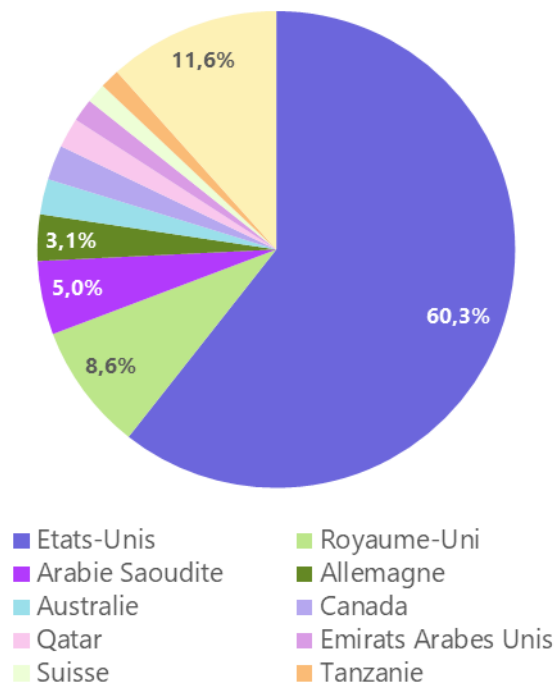
Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* au Kenya (MUSD)



Source : Central Bank of Kenya

Graphique 3 : Décomposition des *remittances* (en % du total en 2021)



Source : Central Bank of Kenya

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda

Par le SE de Kampala



Un déficit commercial structurel atténué par les remittances

La balance courante ougandaise est structurellement déficitaire, en raison notamment d'un différentiel important de valeur ajoutée entre les importations et les exportations de biens. En dépit de la part croissante des recettes touristiques, la balance des services est également structurellement déficitaire. Une situation qui s'explique par l'enclavement du pays et le coût élevé du fret sur les marchandises importées. Dans ce contexte, au même titre que les prêts d'aide au développement, les transferts de fonds de la diaspora jouent un rôle notable dans la réduction du déficit courant et l'équilibre de la balance des paiements.

Un déficit courant structurel lié à la structure des échanges et l'enclavement du pays

La balance courante de l'Ouganda est structurellement déficitaire (-2,2 Mds USD en moyenne annuelle sur la période 2012 - 2022, soit -2 % PIB), **réflétant les déséquilibres persistants de la balance des biens** (- 2,4 Mds USD), **des services** (-0,7 Md USD) **et des revenus primaires** (-0,7 Md USD). Le déficit commercial s'explique par la structure des échanges commerciaux, marqué par un différentiel important de valeur ajoutée entre les importations et les exportations de biens. Outre l'or¹², les exportations ougandaises sont dominées par les matières premières agricoles (48,5 % du total des exportations, alors que les produits agricoles transformés n'en représentent que 5,2 %). *A contrario*, l'Ouganda importe en majorité des produits industriels tels que les machines-outils, équipements et véhicules (25,3 %), les produits pétroliers raffinés (19,5 %) et les produits chimiques (11,5 %). **En dépit de la part croissante des recettes touristiques** (+10,6 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2020), **la balance des services reste déficitaire sur la décennie passée**. En raison de l'enclavement du pays, le secteur des transports (notamment le fret sur les marchandises importées) constitue la première cause du déficit de la balance des services. **En raison du positionnement du pays en matière de commerce extérieur et de son enclavement, la balance commerciale est particulièrement vulnérable aux chocs externes** (prix des matières premières sur les marchés mondiaux, perturbation des chaînes logistiques mondiales, etc.) **et aux aléas internes** (aléas climatiques, crise Ebola, etc.). Pour atténuer l'impact du solde de la balance commerciale et des revenus primaires (déficit lié au rapatriement des revenus générés par les investissements étrangers) sur le compte courant, le pays peut néanmoins compter sur sa balance des revenus secondaires, en particulier les transferts nets de fonds de la diaspora (1,2 Md USD). **Le déficit du compte courant est principalement financé par les flux nets d'IDEs** (0,95 Md USD) **et la dette extérieure** (décaissements nets de 1 Md USD sur la période 2012 à 2021, dont 21 % au titre de l'aide budgétaire et 79 % pour les financements de projets)¹³.

Sur l'exercice fiscal 2021/22, malgré la baisse des importations (-14,2 %), **le déficit commercial s'est creusé** pour atteindre -3,3 Mds USD (+8,4 %), **principalement en raison de l'arrêt des ventes d'or** (du 3^{ème} trimestre 2021 au 3^{ème} trimestre 2022), décidé par les exportateurs protestant contre la décision du gouvernement d'imposer une taxe de 200 USD par kilogramme d'or exporté. Ainsi, les importations du minerai brut (27,9 % des importations en 2020/21) et les exportations d'or raffiné (42,6 % des exportations), ont baissé de 88,3 % et 100 % respectivement, impactant sensiblement la balance commerciale. Cette dégradation de la balance commerciale a cependant été atténuée par la reprise du tourisme (+28 %) et l'augmentation des transferts courants nets (+1,5 %). **En somme, par rapport à l'exercice fiscal 2020/21, le déficit du compte courant s'est amélioré à -3,6 Mds USD, en baisse de 6,4%.**

A moyen terme, La reprise des ventes d'or consécutive à l'accord du gouvernement de ramener à 100 USD la taxe par kg d'or exporté et la hausse des IDEs, en lien avec le projet d'exploitation des réserves pétrolières du

¹² Les exportations d'or ont explosé depuis 2018, devenant le premier poste d'exportation, consécutivement à l'entrée en service de la raffinerie *African Gold Refinery*. Cela s'est traduit par une hausse sensible des importations d'or brut et des exportations d'or raffiné, ce qui cependant génère un excédent commercial limité.

¹³ Source : *Bank of Uganda*

lac Albert et les recettes pétrolières à venir, sont des **facteurs qui devraient améliorer le solde courant de l'Ouganda**.

Les remittances, une source importante de financement

Les remittances ont connu une hausse spectaculaire au cours des deux dernières décennies, avec un plus haut atteint à 1,4 Md USD en 2018/2019 (contre 201,2 MUSD en 2000/01), soit une hausse de +82 % sur la dernière décennie et de +581 % sur les vingt dernières années. Affectés par la crise sanitaire, ces derniers ont chuté de 25,5 % en 2020 (contre +7 % en moyenne annuelle de 2010 à 2019). La timide reprise observée en 2021 (+2 %) ne s'est pas poursuivie en 2022 (-1,8 %), probablement en raison de la dégradation de la conjoncture économique internationale imputable à la guerre en Ukraine.

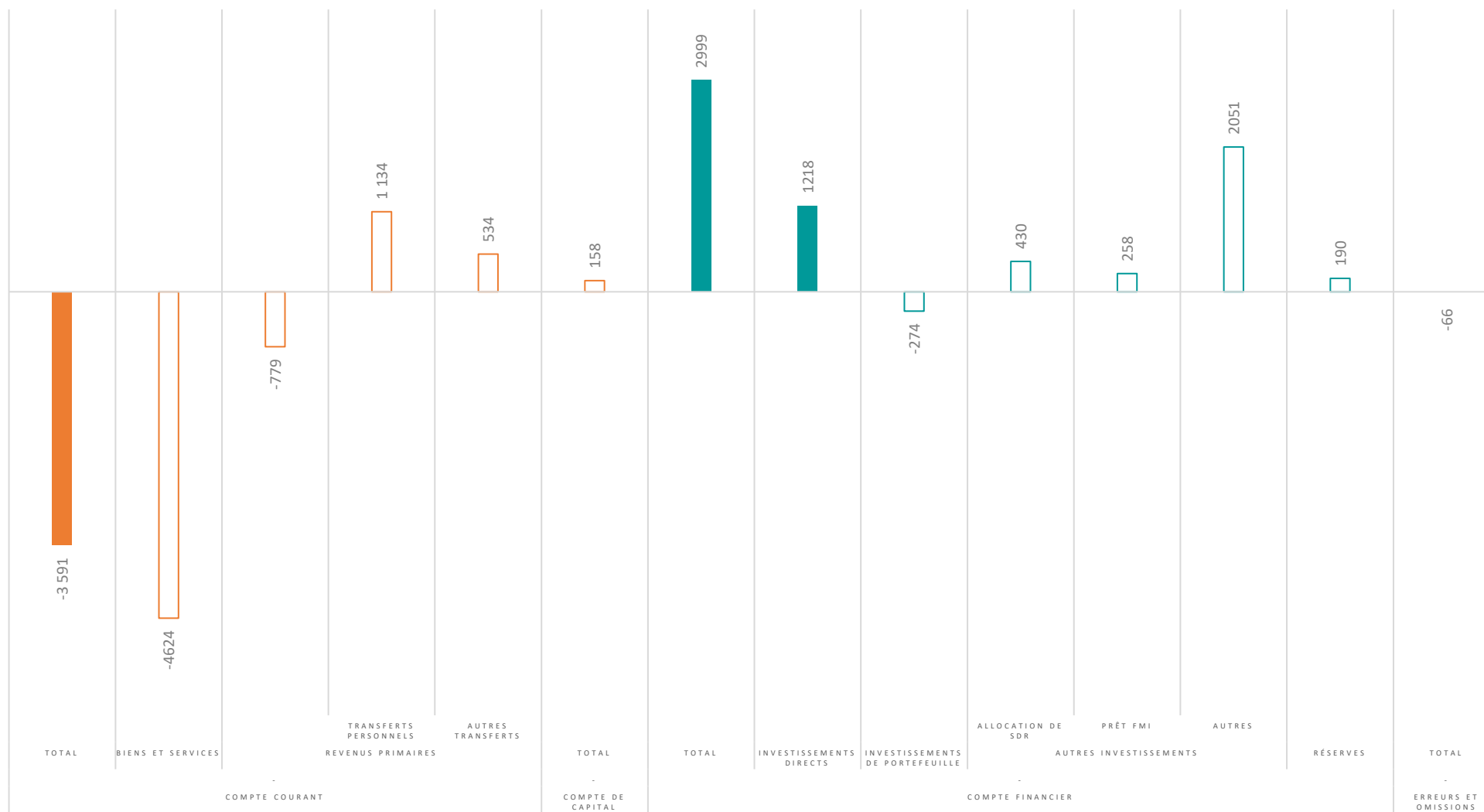
Sur le plan géographique, d'après une étude de la Banque centrale de 2018, **les remittances envoyées en Ouganda proviennent du Moyen-Orient** (28,9 %) notamment des Emirats Arabes Unis, **d'Europe** (26,5 %), avec en tête le Royaume-Uni, d'Amérique du Nord (21,2 %), avec en tête les Etats-Unis, et d'Afrique (20,9 %), avec en tête le Soudan du Sud. Dans le détail, ces transferts (1 337,8 MUSD) étaient pour 72 % constitués d'espèces et pour 28 % de biens en nature (vêtements et articles chaussants, produits alimentaires, équipement et articles ménagers, équipement de transport et communication, etc.).

Au niveau macroéconomique, ces transferts de fonds privés représentent une source de devises importante qui atténuent le déficit courant et contribuent à soutenir l'activité et le financement du secteur privé. Sur la période 2012 - 2021, ces transferts ont avoisiné 1,1 Md USD en moyenne par an, soit 3,4 % du PIB, classant l'Ouganda parmi les dix premiers pays bénéficiaires en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, comparés aux autres sources de financement, ces derniers représentent sur cette même période 116,9 % des IDEs, 830,4 % des dons perçus au titre de l'APD et 129,3 % des décaissements nets des prêts d'APD. **Au niveau microéconomique, les remittances sont des ressources pour les ménages récipiendaires leur permettant de faire face à leurs besoins quotidiens, de développer une activité économique et de constituer un patrimoine.** En 2018, 68,5 % de ces transferts étaient alloués à des dépenses de consommation et 29,2 % à des dépenses d'investissement. Concernant les dépenses de consommation, les dépenses générales des ménages arrivent en tête (37,5 %), suivies de l'éducation (18,2 %) et de la santé (8,8 %). Côté investissement, les activités génératrices de revenus arrivent en tête (39,0 %) suivi par la construction/réhabilitation d'immeuble (38 %), le foncier (11,1 %) et le financement d'activité agricole (12 %).

Parallèlement à l'émergence de services financiers numériques, et plus particulièrement du *mobile money*, on observe une **augmentation importante du volume d'opérations transitant par des canaux formels**, dont la part par rapport aux transferts totaux est passé de 73,7 % en 2009 à 89,8 % en 2018. Autre illustration éloquente, le *mobile money* représente désormais 20,4 % des transactions contre zéro en 2009 (cf. graphique 4). Si le *mobile money* a contribué à l'accroissement de l'accessibilité, le coût moyen des transferts de fonds en Ouganda reste élevé, à 8,7 %.

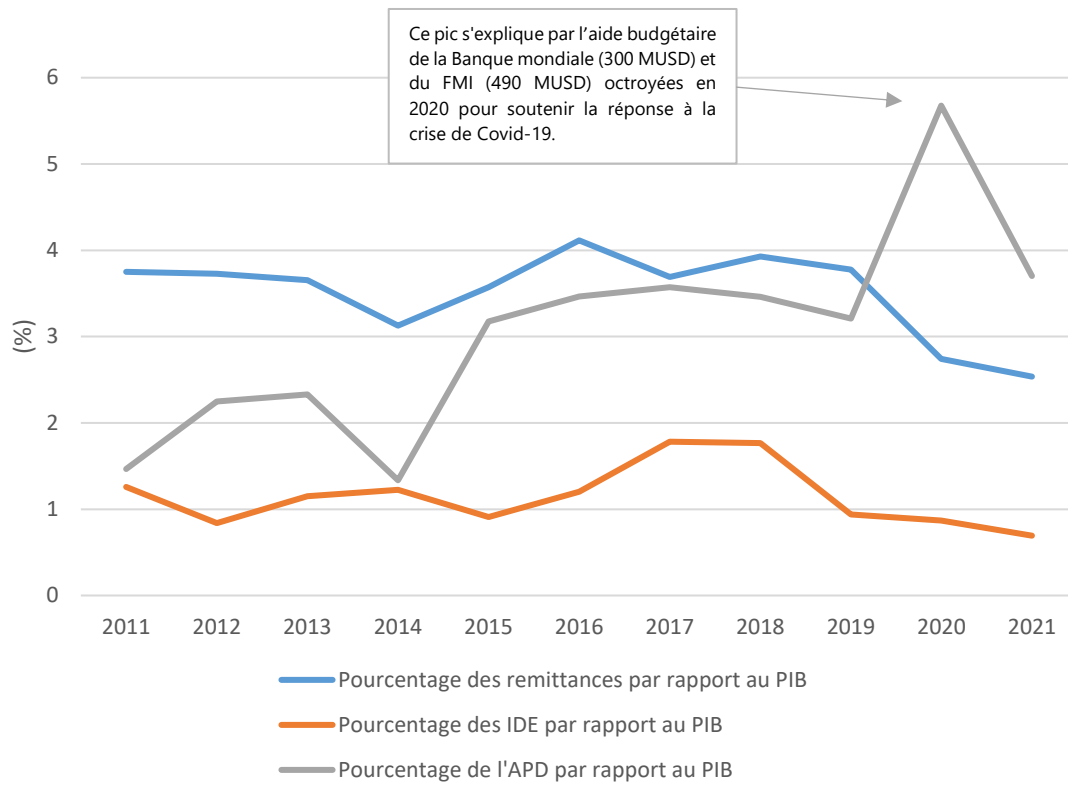
Parmi les autres questions qui se posent, on peut citer le défi que constitue l'exode d'une partie de la population active ougandaise et l'insuffisante réglementation, encadrant cette activité en Ouganda ou dans les pays de destination, notamment au regard des droits du travail et des droits humains. **Cela pourrait avoir des répercussions sur les envois de fonds de la diaspora.** Par exemple, l'accord bilatéral passé avec l'Arabie Saoudite en 2017 (qui favorisait entre autres l'émigration des travailleurs ougandais dans le royaume), a été en décembre 2022 suspendu par le gouvernement Ougandais, en raison d'allégations portant sur des cas de non-respect de droits fondamentaux par le pays d'accueil (confiscation de passeports, absences de paiements, torture de travailleurs ougandais, etc.), bloquant *de facto* les départs vers l'Arabie Saoudite. Pour rappel, sur 85 000 travailleurs ougandais ayant immigré au Moyen-Orient en 2022, 77 000 étaient à destination de l'Arabie Saoudite. De nouvelles négociations seraient en cours entre les deux pays. Cependant, si ces difficultés venaient à perdurer, les flux nets de *remittances* pourraient donc s'en trouver affectés.

Graphique 1 : Balance des paiements de l'Ouganda (MUSD) – 2021



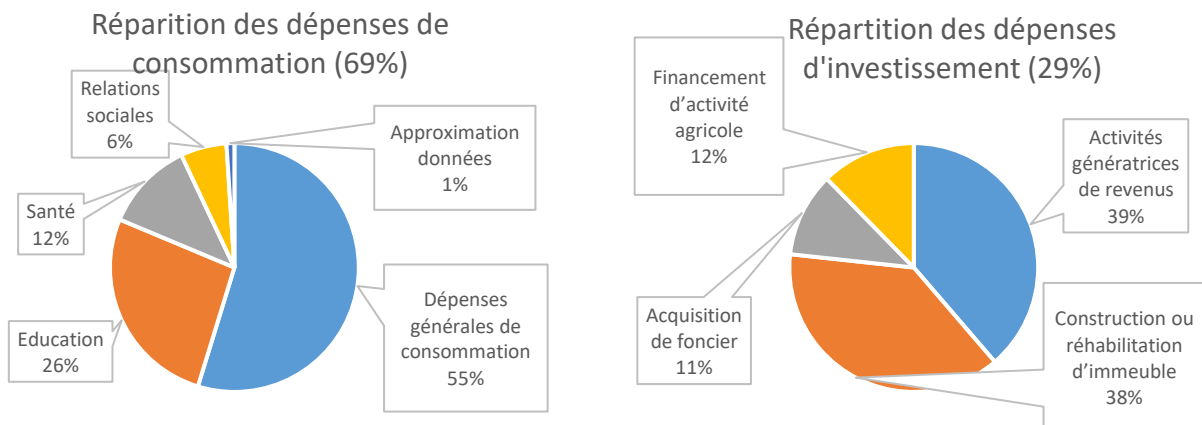
Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances*, des IDE et de l'APD en Ouganda (% du PIB)



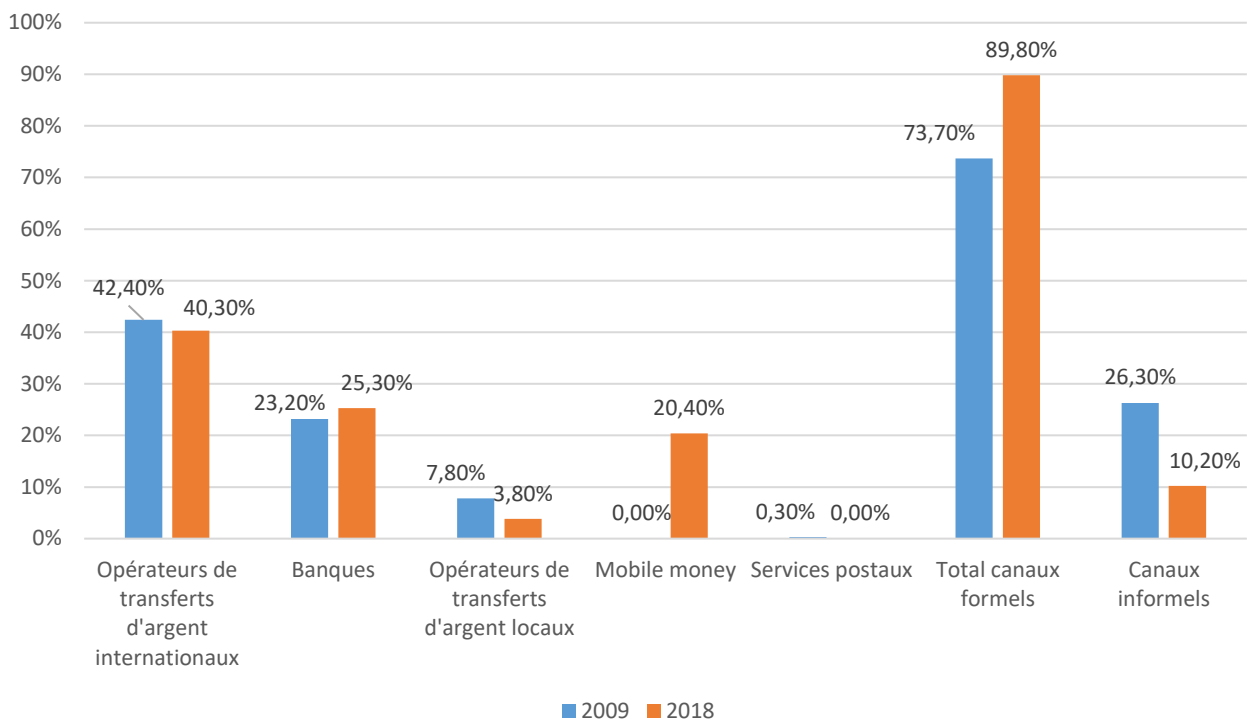
Source : Bank of Uganda

Graphique 3 : Utilisation des *remittances* par les ménages récipiendaires ougandais en 2018



Source : Bank of Uganda

Graphique 4 : Evolution des modes de transferts entre 2009 et 2018



Source : Bank of Uganda

Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda

Par le SER de Nairobi



Les remittances atténuent un déficit courant élevé

La balance commerciale du Rwanda est structurellement déficitaire en raison de son enclavement et de son faible niveau productif. Cette situation contraint le pays à dépendre des envois de fonds de la diaspora et des dons des bailleurs pour assurer l'équilibre de sa balance des paiements. Outre les remittances, la diaspora contribue de manière active au développement économique local par le biais de plusieurs fonds d'investissement.

Un déficit courant structurellement déficitaire

La balance commerciale du Rwanda est structurellement déficitaire (-1,4 Mds USD en moyenne depuis 2010). Parmi les principales causes : la faible productivité de son secteur agricole, qui contraint le pays à importer une partie de ses denrées alimentaires et la faiblesse du capital humain qui pénalise le développement du secteur privé et contraint le pays à importer des produits à forte valeur ajoutée (combustibles minéraux, machines et appareils mécaniques et électriques, etc.) et exporter des produits à faible valeur ajoutée (métaux et pierres précieuses, minerais, café, thé, etc.). **L'impact du déficit commercial sur le solde courant est néanmoins atténué par la balance des revenus secondaires dont le solde est structurellement excédentaire tiré à la hausse par les transferts nets aux administrations publiques** (+0,4 Mds USD en moyenne depuis 2010) **et les transferts nets de la diaspora** (+0,2 Mds USD en moyenne depuis 2010). Sur la décennie passée, la balance courante du Rwanda observe ainsi un déficit moyen de 0,9 Mds USD.

En 2022, le déficit courant rwandais devrait se creuser à -10,5 % du PIB selon le FMI. Un résultat imputable à la balance commerciale qui, outre les raisons structurelles évoquées ci-dessus, pâtie d'une conjoncture économique mondiale défavorable : (i) dégradation des termes de l'échange imputable à la guerre en Ukraine ; (ii) dépréciation du franc rwandais imputable (a) au resserrement de la politique monétaire de la Fed et (b) au climat d'incertitude économique mondiale (dépréciation de 4,8 % face au USD en 2021 et de 4,6 % en 2022) ; (iii) ralentissement de la croissance mondiale pesant sur la demande extérieure. **Cette dégradation significative du déficit commercial est néanmoins atténuée par la forte croissance des envois de fonds de la diaspora** (+20,0 % en 2022¹⁴) **et des dons des bailleurs multilatéraux** (+18,0 %).

Pour financer son déficit courant, le Rwanda est grandement dépendant de l'action des bailleurs multilatéraux (1,47 Mds USD de prêts et 0,89 Mds USD de dons en 2021-2022). À titre de comparaison, les postes IDEs et investissements de portefeuille contribuent à hauteur de 0,2 Mds USD nets chacun. **Les transferts courants** (0,76 Mds USD) **et plus particulièrement les transferts de fonds de la diaspora** (0,34 Mds USD nets - 0,47 Mds USD reçus - 0,13 Mds USD envoyés) **jouent aussi un rôle important dans l'équilibre de la balance des paiements du Rwanda.** En 2021, le flux net de *remittances* a permis de réduire le déficit courant de 17%.

Conséquence du creusement du déficit courant et des difficultés de financement de ce dernier, le stock de réserves du Rwanda devrait se dégrader légèrement en 2022 tout en se maintenant au-dessus de la barre symbolique des 4 mois d'importation (4,7 en 2022 contre 5,1 en 2021) selon le FMI.

Une progression continue des remittances, facteur de croissance économique et de développement

Les transferts de fonds de la diaspora, ou remittances, ont plus que triplé ces dernières années, passant, en net, de 106,6 MUSD en 2016-2017 à 391 MUSD en 2021 et sont estimés à 469 MUSD en 2022¹⁵. Les afflux de fonds de la diaspora sont importants depuis les années 2000 et s'expliquent par l'histoire du pays, marqué par le génocide perpétré contre les Tutsi et la diaspora qu'il a engendré ainsi que par la croissance économique rapide de ces 30 dernières années.¹⁶ **Fait notable, la crise du coronavirus n'a pas eu d'impact négatif sur le montant de ces derniers.** Au contraire, la diaspora a accentué ses envois de fonds pour soutenir

¹⁴ [Rwanda: Remittances to Rwanda Hit U.S.\\$469 Million in 2022 - Report - allAfrica.com](#)

¹⁵ *World Bank report on global remittances inflows and outflows.* Novembre 2022

¹⁶ [Edward KADOZI, Remittance inflows and economic growth in Rwanda, 2019](#)

économiquement leurs proches vivants au Rwanda. Ainsi, les *remittances* ont augmenté, en moyenne, entre 2019 et 2021 (+50 %) et représenteraient en 2020 3,9 % du PIB rwandais contre 1,7 % en 2010.¹⁷ Le Rwanda se situe ainsi au-dessus de la moyenne des pays à faible revenu (2,7 %), et notamment de l'Ouganda (2,3 %), du Burundi (1,4 %) et de la Tanzanie (0,8 %). **Cette croissance globale des envois de fonds a été facilitée par l'essor du *mobile money***, permettant aux familles d'envoyer des fonds à faible coût. Le Rwanda compte par ailleurs 97 *foreign currency dealers & remittances* et 8 *remittance companies*.

Sur le plan géographique, les *remittances* envoyées au Rwanda proviennent principalement de la région des grands lacs.¹⁸ Les premiers contributeurs en 2016 sont en effet des acteurs régionaux : la République démocratique du Congo (58,7 MUSD, 33,9 %), l'Ouganda (32,4 MUSD, 18,7 %), le Burundi (12,5 MUSD, 7,2 %), la Tanzanie (12,5 MUSD, 7,2 %) et le Congo-Brazzaville (10,7 MUSD, 6,2 %). La France est le 6^e contributeur mais le 1^{er} contributeur non africain (7 MUSD, 4,0 %), devant le Canada (5,1 MUSD, 3,0 %) et la Belgique (4,6 MUSD, 2,7 %).

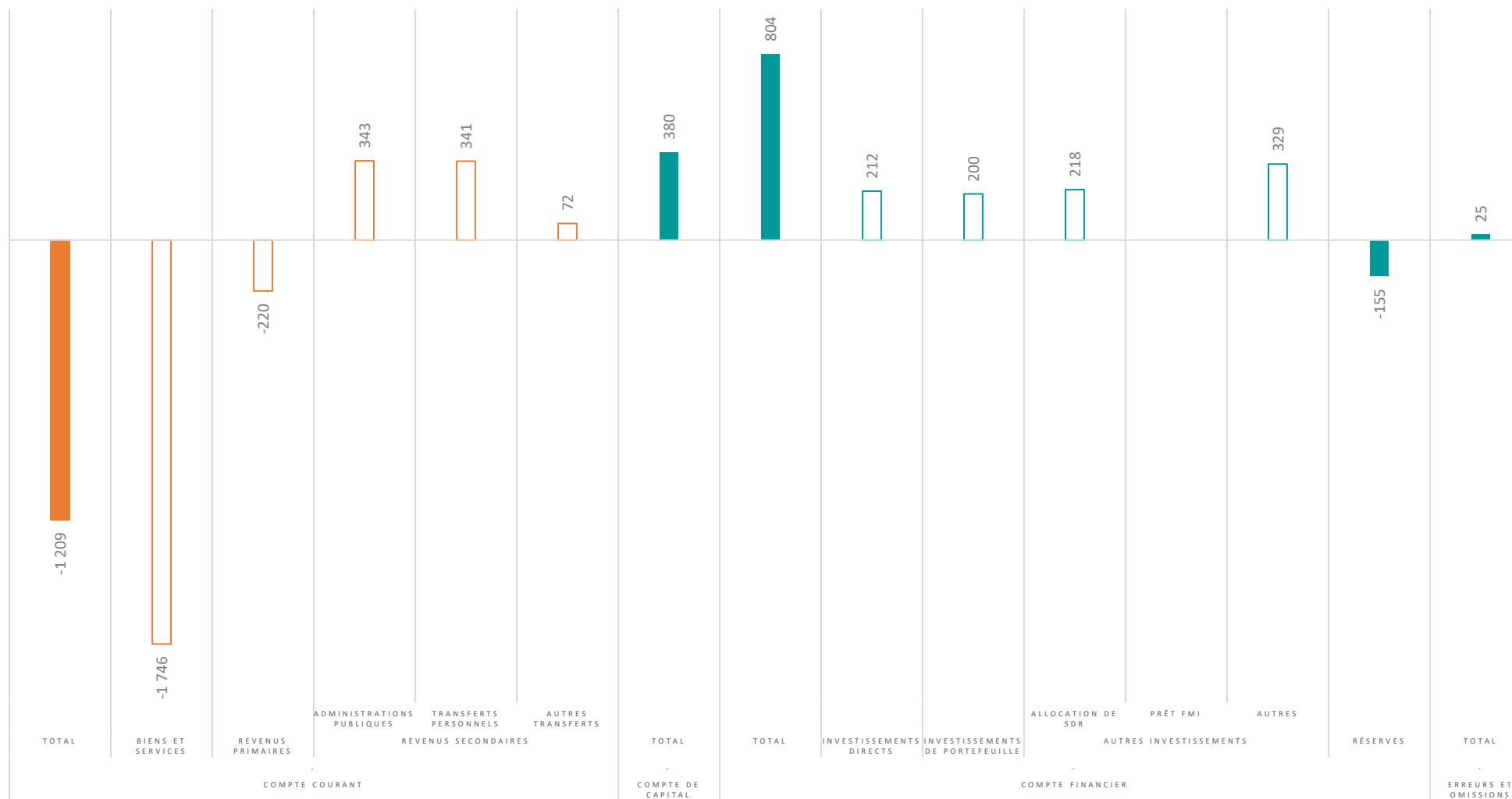
Outre les *remittances*, la diaspora contribue de manière active au développement économique local par le biais de plusieurs fonds d'investissement. C'est notamment le cas de l'*Agaciro Development Fund*, créé en 2011, et du fonds d'investissement du Rwanda Diaspora Global Network (RDGN), implanté en 2014. En 2019, la BNR et le Rwanda development board (RDB) ont par ailleurs lancé en partenariat avec l'*African foundation for development* (AFFORD) le *RemitPlus Diaspora Bond* dans l'objectif de lever 10 MUSD auprès de la diaspora rwandaise et d'autres investisseurs pour construire 400 logements abordables à Kigali. Les diverses politiques publiques visant à attirer les investissements et renforcer la stabilité économique et politique du pays ont favorisé l'engagement de la diaspora rwandaise.

La contribution de la diaspora rwandaise à l'économie locale, sous forme de transferts directs ou de contributions à des fonds d'investissement, participent ainsi du stock de réserves de devises étrangères du pays, de l'équilibre de la balance des paiements, de la lutte contre la pauvreté et du financement de l'économie. Plus globalement, les *remittances* auraient un effet positif sur la croissance rwandaise (Kadozi, 2019) favorisé par les réformes structurelles macroéconomiques et de gouvernance ainsi que les investissements en capital humain. En effet, le bon fonctionnement des pouvoirs publics rwandais aurait favorisé la transformation des envois de fonds de la diaspora en investissements productifs pour le pays.

¹⁷ The World Bank Data, Personal remittances, received (% of GDP) Rwanda, 2020

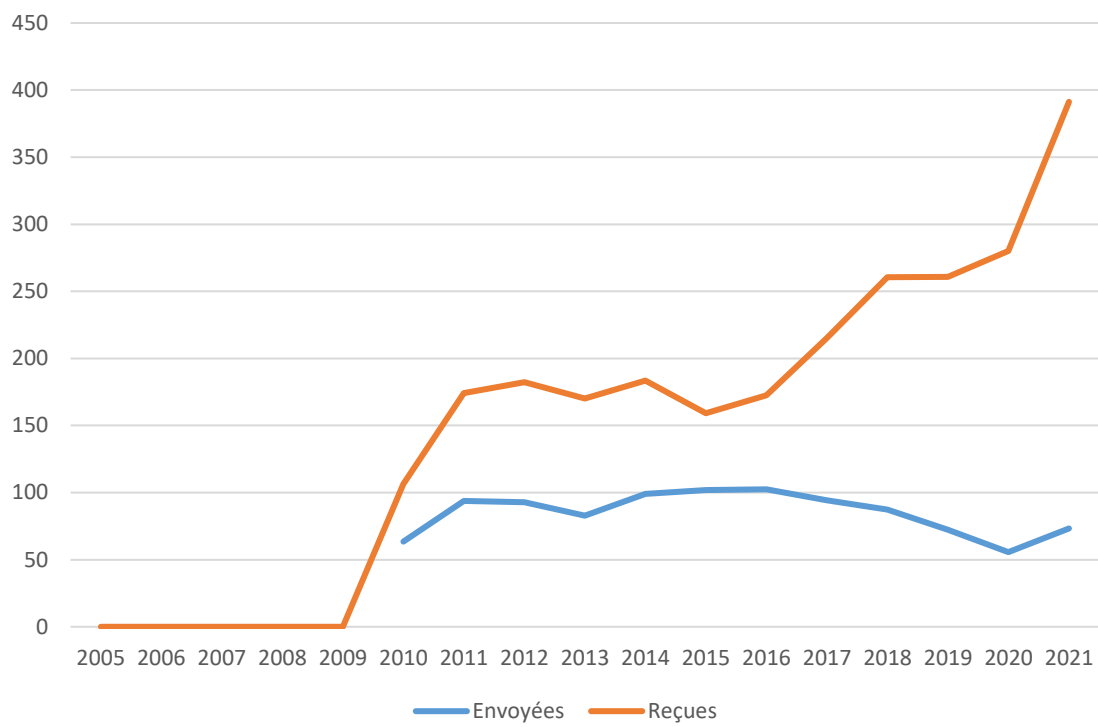
¹⁸ <https://countryeconomy.com/demography/migration/remittance/rwanda>

Graphique 1 : Balance des paiements du Rwanda (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* au Rwanda (MUSD)



Source : Banque mondiale

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud

Par le SE de Kampala



Les remittances, composante essentielle de l'économie sud soudanaise

La balance des paiements du Soudan du sud est marquée par un solde courant structurellement déficitaire, financé par la dette externe et, selon les années, le prélèvement sur les réserves. L'excédent commercial de la balance des biens, permis par les exportations de pétrole, est contrebalancé par le déficit de la balance des services, imputable principalement aux frais de transports du brut sur les oléoducs du Soudan. Le déficit courant est partiellement atténué par les transferts de fonds entrants des travailleurs Sud-Soudanais émigrés, qui constituent une composante essentielle de l'économie du pays.

Un déficit courant structurel et erratique, lié à la volatilité des prix du pétrole

Le solde courant Sud-Soudanais est déficitaire depuis 2014 (-432,2 MUSD en moyenne entre 2014 et 2021). Une situation grandement imputable à la balance commerciale Sud-Soudanaise, plombée par le déficit de la balance des services. La balance des biens est principalement composée d'exportations de pétrole brut et d'importations de pétrole raffiné. Malgré son excédent structurel (hors 2014), cette dernière ne parvient pas à compenser la balance des services, dont l'important déficit est creusé par les importations de transport de passagers (405,1 MUSD en moyenne chaque année entre 2014 et 2021, contre 7,5 MUSD d'exportations), et celles des 'Autres transports, incluant les services postaux et de livraison' (744,1 MUSD en moyenne entre 2014 et 2021). Cela s'explique notamment par les frais de transfert de pétrole dans le cadre de l'accord TFA¹⁹ à son voisin Soudanais depuis 2019. **Avant la crise sanitaire, le déficit de la balance commerciale (biens et services) tendait à se réduire**, passant de -1 467,3 MUSD en 2014²⁰ à -251,9 MUSD en 2019. Après le creusement du déficit pendant la pandémie de Covid-19 (-1 900,9 MUSD en 2020), le solde commercial a été excédentaire en 2021 (615,3 MUSD), tiré par l'excédent exceptionnel de la balance des biens (2 357,6 MUSD) expliqué principalement par les cours élevés du pétrole.

Outre la balance commerciale, la balance des revenus primaires contribue elle aussi au creusement du solde courant. Le solde de la balance des revenus primaires est déficitaire, les flux nets des revenus du capital étant négatifs (-298,5 MUSD en moyenne entre 2014 et 2019) en raison du rapatriement des revenus liés aux investissements étrangers. **Du côté des revenus secondaires, les entrées sont structurellement supérieures**, avec 1 175,2 MUSD en moyenne entre 2014 et 2021, contre 837,8 MUSD en moyenne de revenus secondaires sortant, principalement composés des transferts courants du gouvernement Sud-Soudanais à des entités étrangères. Dans le détail, les transferts courants institutionnels vers le gouvernement Sud-Soudanais ont eu tendance à reculer, avant de remonter pendant les années Covid-19. **Concernant les transferts de fond de la diaspora, ces derniers sont importants. Entre 2015 et 2018**, le pays a reçu en moyenne 0,9 Md USD chaque année²¹.

Le déficit courant est financé par la dette externe contractée par la banque centrale, l'Etat et le secteur privé et selon les années les réserves.

¹⁹ Au titre du *Transitional Financial Agreement* signé en 2012 entre Khartoum et Djouba, le Soudan du Sud doit payer 26 USD par baril transporté par le Greater Nile Pipeline (GNP) et exploité par Petrolines for Crude Oil Ltd et 24,1 USD par baril passant par le Petrodar Pipeline et exploité par la Bashayer Pipeline Company. Ces frais comprennent les coûts réels de transport du pétrole brut et une redevance de 15 USD correspondant aux 3 Mds USD de compensation qu'il a été convenu de verser à Khartoum pour la perte des revenus provenant des puits de pétrole situés sur le territoire du Sud-Soudan. Cet accord a été prolongé en 2016, puis en décembre 2019 pour une période de trois ans courant jusqu'en mars 2022. Les négociations sur les conditions d'utilisation par le Sud-Soudan des oléoducs soudanais étant en cours, les transferts vers le Soudan se poursuivent sur la même base, générant potentiellement des excédents par rapport à la valeur des frais de transit pétrolier réellement dus (générant donc une créance de Djouba sur Khartoum)

²⁰ Sources : FMI. Première donnée disponible.

²¹ Dernières données disponibles.

Les remittances, composante essentielle de l'économie sud soudanaise

Les transferts de fonds présentent de nombreux bénéfices pour le Sud soudan. Ils constituent une source importante de financement, ils contribuent à réduire l'incidence et la gravité de la pauvreté et participent de la stabilisation du cycle économique de par leur caractère contracyclique. Les flux nets de *remittances* représentaient en moyenne 887 MUSD entre 2015 et 2018 (oscillant entre 457 MUSD et 1,09 Md USD sur ces quatre années). Selon une étude publiée en 2021 par l'Organisation internationale pour les migrations²², les remittances représentaient en 2019 6,7 % du PIB. Selon cette même étude, les transferts de fonds ont connu une forte hausse entre 2013 et 2016, années de fortes turbulences sur le plan politique marquées par une dégradation sévère des conditions de vie de la population locale.

Les transferts de fonds sont principalement utilisés au Sud-Soudan pour les besoins de la vie quotidienne (81 % des personnes sondées), **les frais d'éducation** (70 %) **et les dépenses médicales** (59 %). Les principaux canaux de transferts de fonds sont les opérateurs de transferts de fonds (48 % des personnes interrogées)²³, les banques (26 %) et les services de mobile money (19 %). Parmi les opérateurs de transferts de fonds, *Dahabshill* arrive en tête devant World Remit et Western unions.

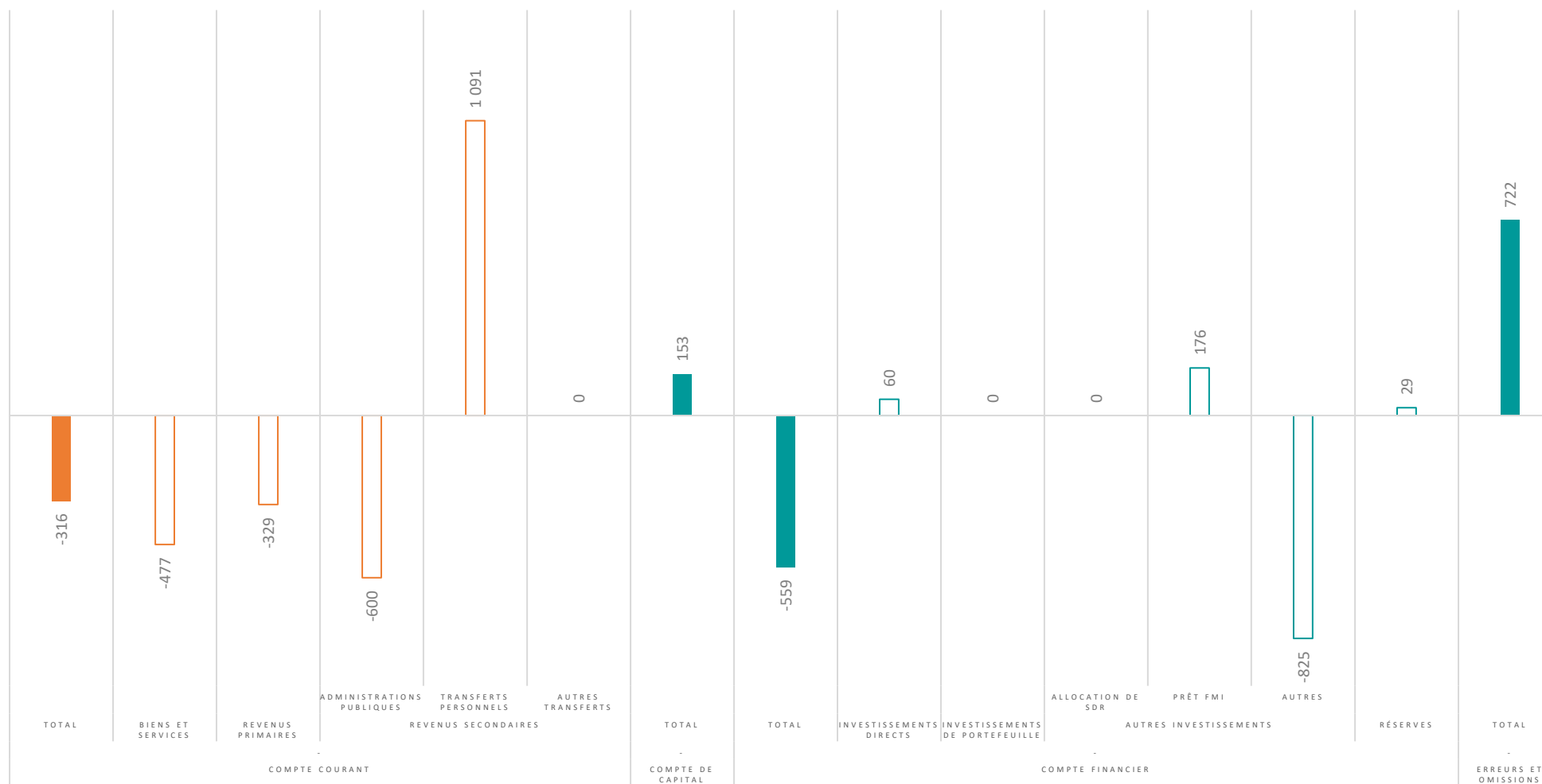
Les transferts de fonds au Soudan du Sud se caractérisent par la prévalence des transferts informels, en particulier dans les zones rurales. Une situation imputable notamment à (i) l'existence d'un taux de change parallèle dont le premium avoisinait 100 % en 2020 et (ii) les coûts importants associés aux transferts formels. Pour rappel, les coûts de transfert au Sud Soudan sont parmi les plus élevés au monde et peuvent atteindre 19,8 % en fonction de l'origine du transfert.

Le développement du mobile money, et de facto des remittances, s'est vu pénalisé par l'impact de l'instabilité politique sur le secteur des télécommunications local. Né en 2011, ce dernier se contracte à partir de 2013 (baisse des investissements, baisse de la couverture réseaux, etc.) faisant du secteur des télécommunications sud soudanais l'un des moins développés au monde.

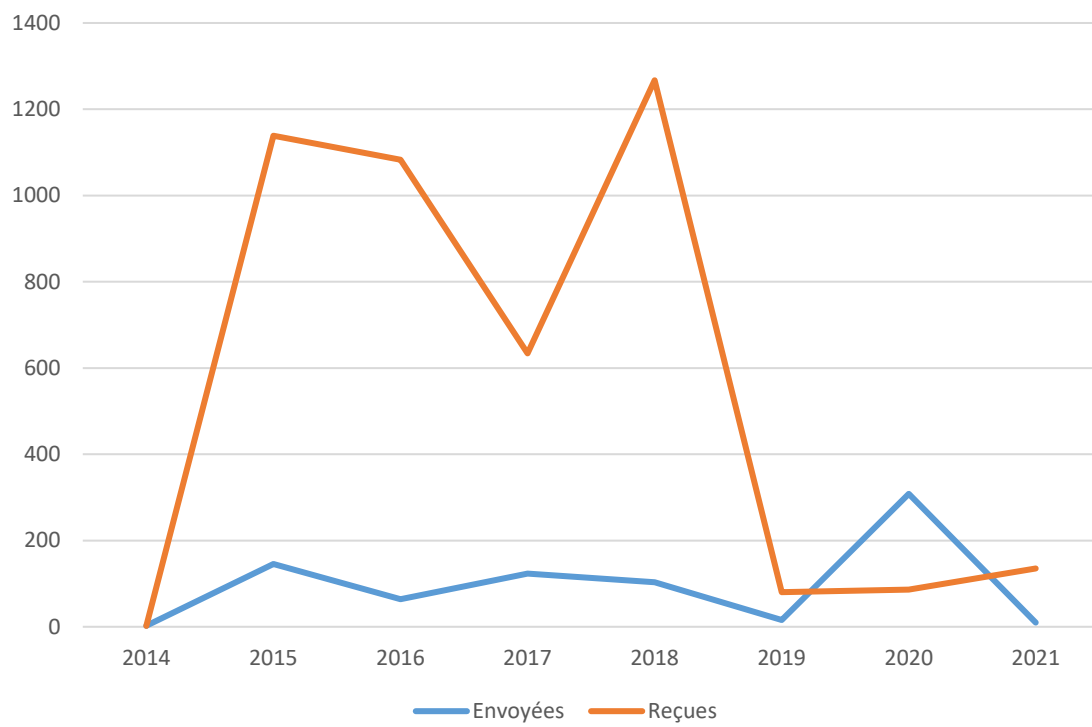
²² Remittances and diaspora engagement in South Sudan - A policy research with a focus on the South Sudanese community in Australia

²³ Ces opérateurs sont formels (c'est-à-dire qu'ils disposent d'une autorisation de la banque centrale) et informels

Graphique 1 : Balance des paiements du Soudan du Sud (MUSD) – 2018



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* au Soudan du Sud (MUSD)

Source : Banque mondiale

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar es Salam



Vers une augmentation des remittances dans le pays

Le solde de la balance courante tanzanienne est structurellement déficitaire (-3,2 Mds USD en moyenne depuis 2010) en raison d'un différentiel significatif de valeur ajoutée entre ses exportations et ses importations de biens. Pour rééquilibrer sa balance commerciale, la Tanzanie peut néanmoins compter sur sa balance des services dont le solde est structurellement excédentaire (1,1 Md USD en moyenne depuis 2010) et qui devrait se consolider grâce à la reprise du tourisme, à l'amélioration des relations bilatérales du pays et au souhait de la présidente Samia Suluhu Hassan de modifier la politique étrangère actuelle, adoptée il y a 20 ans, afin de créer un environnement propice à la diaspora tanzanienne.

Un déficit courant structurel causé par la faible valeur ajoutée des produits exportés

La balance commerciale de la Tanzanie est structurellement déficitaire (-3,2 Mds USD en moyenne depuis 2010). Ce déficit s'explique principalement par une facture d'importation élevée et par la structure des échanges de biens, marquée par un différentiel significatif de valeur ajoutée entre les exportations et les importations. S'agissant des biens, **les exportations tanzaniennes restent majoritairement dominées par des produits à faible valeur ajoutée**, issus des secteurs agricole et minier et dont la valeur fluctue sur les marchés internationaux. Les principaux produits exportés sont l'or (30 % des ventes totales de biens et services), les produits horticoles (légumineuses, oignons et ail majoritairement), les noix de cajou, le tabac, le coton, le sisal et le café. **Les importations tanzaniennes présentent le profil inverse des exportations** : les produits transformés prédominent. Elles sont essentiellement concentrées dans 3 secteurs représentant plus de 40 % du total importé : les produits pétroliers, les machines et équipements électroniques et les matériaux de construction. La composition des exportations tanzaniennes est d'autant plus problématique qu'elle accroît la vulnérabilité du pays aux aléas conjoncturels tels que les aléas climatiques et les chocs externes (crise sanitaire, guerre en Ukraine, etc.) ; la structure des importations, en particulier les hydrocarbures, l'expose à la volatilité des prix internationaux. **Pour rééquilibrer la balance commerciale, la Tanzanie peut néanmoins compter sur sa balance des services dont le solde est structurellement excédentaire (+1,1 Md USD en moyenne depuis 2010)**, grâce au tourisme et à l'amélioration des relations bilatérales du pays.

En 2022, la situation économique tanzanienne est restée fiable, malgré les défis posés par les prix élevés des matières premières, les conditions financières serrées, la forte inflation chez les partenaires commerciaux et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la résurgence du COVID-19 et la guerre en Ukraine. En raison de l'augmentation des importations et notamment des produits pétroliers, le déficit du compte courant s'est creusé à 3,4 Mds USD en FY2021/22 (soit 4,6 % du PIB), contre 1,8 Md USD en FY2020/2021 (soit 2,7 % du PIB). Le stock de réserves officielles de change a chuté à 5,2 Mds USD fin décembre 2022, contre 6,4 Mds USD pour la même période en 2021. Néanmoins, les réserves sont restées adéquates, couvrant 4,7 mois d'importations, conformément à la recommandation du FMI.

L'impact du solde commercial sur le solde courant devrait néanmoins être atténué par la reprise du tourisme. La Banque de Tanzanie (BoT) a récemment affirmé que le pays avait pu rétablir la majeure partie de ses recettes notamment grâce au choix des touristes de privilégier le report de leurs séjours prévus en 2020 plutôt que l'annulation. Ainsi, l'année 2022 a bénéficié à la fois de ces nombreux reports mais aussi de la reprise progressive du secteur ; le montant des recettes du tourisme a atteint 2,6 Mds USD en 2022 soit un montant supérieur de 1,4 % à celui enregistré avant la pandémie. En particulier, le secteur de l'hôtellerie, essentiel pour générer des recettes en devises, a contribué à environ 53,6 % des recettes totales de services du pays qui se sont élevées à 4,8 Mds USD en 2022.

A long terme, le pays mise sur son décollage industriel pour diversifier et augmenter la compétitivité de ses exportations au niveau régional et international. La transformation industrielle de la Tanzanie est d'ailleurs l'un des principaux objectifs du plan quinquennal de développement 2021/22-2025/26 (FYDP III). Dans un contexte de perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et de pénuries générées par la crise

sanitaire Covid-19 puis par la guerre en Ukraine, le gouvernement a ciblé le secteur minier et l'agriculture (notamment la production locale d'huile alimentaire, sucre...) pour initier cette transition. Le pays souhaite se doter rapidement de capacités accrues de transformation agro-alimentaire (y compris pêche) pour introduire de la valeur ajoutée à ses produits d'exportation tout en continuant d'assurer sa sécurité alimentaire.

Depuis la nomination de la présidente Samia Suluhu Hassan le 19 mars 2021, la Tanzanie confirme son retour auprès des bailleurs internationaux dont elle s'était éloignée. En effet, pour financer son solde courant structurellement déficitaire, la Tanzanie est grandement dépendante de l'action des bailleurs, en particulier du FMI (*Extended Credit Facility* (ECF) d'une valeur de 1,1 Md USD en juillet 2022). Malgré les tensions entre les autorités tanzaniennes et les bailleurs, les flux d'APD se sont maintenus à un niveau relativement constant (autour de 2,5 Mds USD) depuis 2014. On note que l'année 2022 a connu un rebond des flux (2,4 Mds USD contre 1,8 Md USD en 2021), principalement alimentés par la Banque mondiale (24 % des financements bailleurs sur la période 2019-2021).

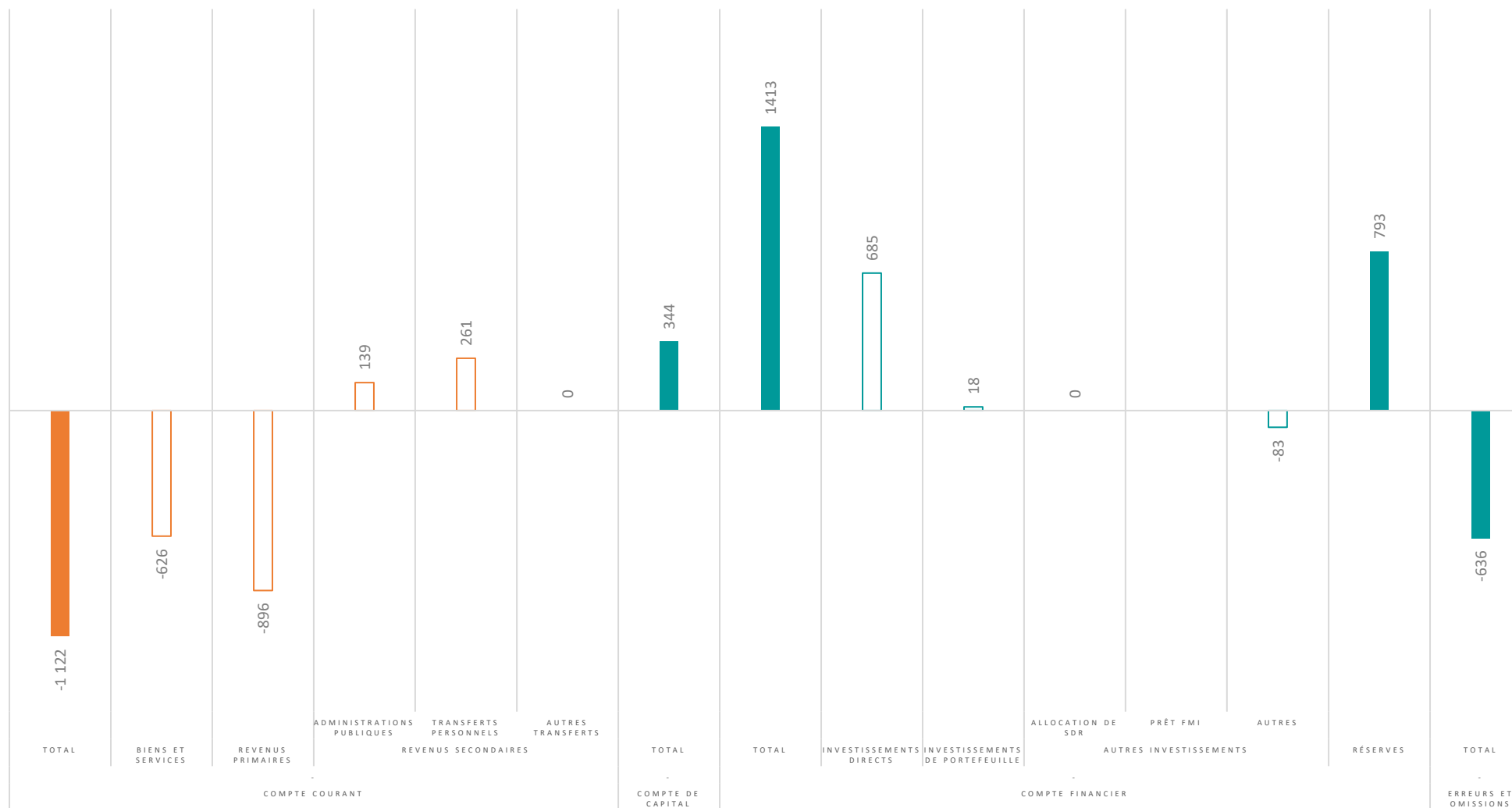
L'augmentation des *remittances*, souhaitée par le gouvernement

Selon la Banque mondiale, les *remittances* reçues par la Tanzanie ont crû de manière notable sur la décennie passée passant de 344 MUSD en 2010 à 433 MUSD en 2019, soit une croissance de 8,6 % par an, en moyenne. Elles auraient ensuite diminué à 400 MUSD en 2020 selon le ministère des affaires étrangères avant de remonter en 2021 à 570 MUSD. La plupart des envois de fonds en Tanzanie proviennent des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, du Kenya, de l'Ouganda, du Burundi, de l'Afrique du Sud, du Malawi et de l'Australie. **Le pays se maintient néanmoins derrière les autres membres de la CAE en matière de *remittances***, en particulier le Kenya et l'Ouganda, **en raison d'un développement plus tardif des services de *mobile money***. La relative faiblesse des transferts peut aussi s'expliquer par la faiblesse de l'appareil statistique local, qui peine à correctement enregistrer les *remittances* de la diaspora.

Le marché du *mobile money* en Tanzanie est en plein essor. En 2019, *WorldRemit* s'est associé à *Vodacom Tanzania* pour permettre à 16 M de clients *Vodacom Tanzania* de recevoir leurs transferts de fonds directement sur leurs comptes *m-pesa*. Dès lors, les Tanzaniens des zones rurales ou urbaines ont pu bénéficier des services de transfert de fonds et recevoir de l'argent directement sur leur téléphone sans avoir besoin d'un compte bancaire ou d'une connexion Internet. Selon le Rapport de la *Tanzania Communication Regulatory Authority* (TCRA) pour le T4 2022, **40,9 M de comptes de transfert d'argent mobile ont été enregistrés en décembre dernier** (contre 35,2 M en janvier 2022), **soit une croissance de 16,2 % sur l'année.** En 2022, le nombre de transactions mobiles a augmenté en volume (+2,8 %), tout comme en valeur (+3,4 %) passant de 58,7 Mds USD en 2021 à 60,2 Mds SD en 2022. *Vodacom Tanzania* continue de dominer le marché avec 15,9 M de comptes, soit une part de marché de 39 %, suivi de *Tigo* (10,9 M de comptes et 27 % du marché), *Airtel* (9,1 M de comptes, 22 % du marché), *Halotel* (9 %) et *TTCL* (3 %).

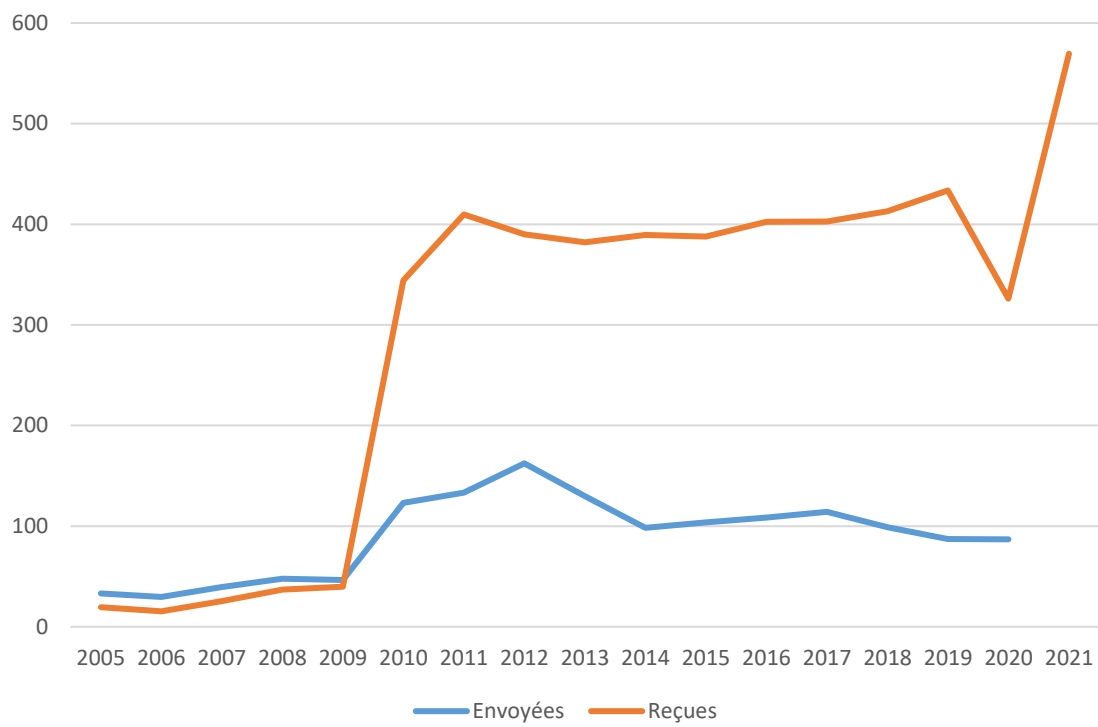
Outre les *remittances*, la diaspora tanzanienne a également investi 1,7 MUSD dans les programmes de placements collectifs de capitaux (e.g *UTT-Amis*) ainsi que 1,2 MUSD dans des biens immobiliers. Conscientes de l'intérêt stratégique de ces investissements, les autorités ont affiché leur volonté de créer un environnement plus propice à la contribution de la diaspora au développement politique, socio-économique et culturel du pays.

Graphique 1 : Balance des paiements de la Tanzanie (MUSD) – 2020



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* en Tanzanie (MUSD)



Source : Banque mondiale

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	12,6	53,0	45,9	13,5	10,7	63,6
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	2,6	2,1	3,3	2,4	-0,6	3,2
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	169	128	144	52	180	87
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	3,7	114,9	48,4	12,1	4,8	76,6
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	292,6	2255,5	1105,6	912,7	327,9	1245,0
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,3	5,3	4,4	6,0	6,5	4,5
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	17,3	7,4	6,4	9,5	17,6	4,0
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-7,3	-7,0	-5,5	-6,4	3,0	-3,1
<i>Dette publique (%PIB) FMI 2022</i>	66,4	69,4	52,2	68,1	52,3	39,5
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI 2021</i>	18,9	30,8	30,1	48,4	-	28,8
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-26,1	-11,6	-10,7	-12,3	-12,0	-5,2
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	9,6	174,5	59,7	32,2	3,6	71,3
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	1,5	142,7	24,8	6,2	0,2	35,8
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-14,9	-5,9	-8,0	-12,6	8,6	-4,4
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	1,6	3,1	2,8	2,7	1,3	0,5
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	0,9	4,8	4,1	5,6	0,5	5,4
Développement						
<i>IDH BM 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	72,8	37,1	41,0	56,6	76,5	49,4
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Notation Dette Souveraine						
<i>S&P</i>	-	B	B+	B+(-)	-	-
<i>Moody's</i>	-	B2(-)	B1(-)	B2(-)	-	B2(+)
<i>Fitch</i>	-	B+(-)	B+	B+(-)	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur*</i>	5,93	8,75	10,00	6,50	-	5,00

*Dernière donnée disponible

❖ Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis Abeba



Contribution encore marginale des remittances dans l'équilibre de la balance des paiements djiboutienne

Conséquence d'une conjoncture économique mondiale moins porteuse sur une économie fortement ouverte, le solde de la balance courante djiboutienne se détériore en 2021, tendance qui se confirmerait en 2022 selon le FMI. Djibouti reste vulnérable aux chocs externes ayant notamment entraîné une hausse du coût des importations ainsi qu'une perturbation des activités issues de la rente djiboutienne (portuaires et de réexportation). La contribution des remittances à l'équilibre de la balance des paiements, semble faible et difficilement mesurable en l'état (peu de données précises, consolidées et actualisées sont disponibles) et constitue en tout état de cause un enjeu économique très secondaire pour les autorités. Le gouvernement djiboutien inclut toutefois la diaspora dans le plan de développement du pays.

Un compte courant détérioré en 2021, reflétant l'exposition du pays aux chocs externes

Après un solde excédentaire durant trois années (+450,8 MUSD en moyenne entre 2018 et 2020), **le compte courant djiboutien accuse un déficit de -22,0 MUSD en 2021, représentant 0,7 % du PIB du pays.** En cause, la balance commerciale, excédentaire en 2020 (+264 MUSD), est redevenue déficitaire en 2021 (-71,0 MUSD) sous l'effet d'une forte augmentation des importations de biens (+56 %) et, dans une moindre mesure, de services (+19 %), sans compensation suffisante au niveau des exportations de biens (+46 %) et services (+12 %). **Cette fluctuation de la balance commerciale est le reflet de la forte exposition de Djibouti aux chocs externes** (crise sanitaire, conflit en Ethiopie, guerre en Ukraine notamment) compte tenu de sa dépendance aux recettes de sa rente portuaire (ports par lesquels transitent 80 % des importations éthiopiennes) et de sa forte vulnérabilité à la volatilité des prix internationaux, notamment ceux des hydrocarbures (qui représentent 7 % de ses importations en 2021). Notons que l'activité de réexportation vers l'Ethiopie permet à Djibouti d'équilibrer voire de gonfler artificiellement son excédent commercial. En effet, si le solde commercial djiboutien apparaît positif entre 2018 et 2020, il demeure largement négatif une fois les réexportations exclues sur la même période (Banque mondiale, 2022).

En 2022, le déficit du compte courant devrait suivre la tendance haussière observée en 2021 et atteindre -5,0 % du PIB, selon le FMI. Au cours des premiers mois de l'année, la croissance des importations, notamment des hydrocarbures (hausse de 30 % en g.a. à fin juin 2022), a dépassé celle des exportations, confirmant la détérioration de la balance commerciale. Cette dernière devrait contribuer à la dégradation du compte courant en venant s'ajouter à la détérioration du solde de la balance des revenus - causée notamment par l'augmentation du service de la dette publique (x3 en 2022 selon la Banque mondiale). Le stock de réserves de Djibouti reste stable en 2022 (3,9 mois d'importation contre 4,5 en 2021) selon le FMI. A noter que ce dernier avait transféré à Djibouti en août 2021 une allocation de DTS (équivalent à 40 MUSD) pour éviter une mise sous tension du compte financier.

S'agissant des transferts courants et plus particulièrement des transferts de fonds de la diaspora, le FMI ne publie pas de données sur les volumes reçus. Néanmoins, le solde entre transferts de fonds personnels reçus et envoyés serait égal à 11 MUSD en 2021, soit une contribution minimale à l'équilibre de la balance des paiements djiboutienne (en comparaison, le solde des IDE représentait 168 MUSD en 2021). Une différence existe entre les chiffres publiés par le FMI sur les transferts de fonds personnels dans le cadre de la balance des paiements et les chiffres de la Banque mondiale sur les *remittances*²⁴ : en 2020, cette dernière rapportait un volume de 64 MUSD de *remittances* envoyées en direction de Djibouti.

²⁴ Ces derniers chiffres se basent sur des estimations de la Banque mondiale, ce qui peut expliquer les divergences constatées avec les chiffres du FMI

Faiblesse structurelle des remittances malgré un appel du gouvernement à la diaspora pour contribuer au développement économique du pays

Selon les estimations de la Banque mondiale, le montant des remittances reçues par Djibouti a doublé au cours de la dernière décennie (de 32 MUSD en 2010 à 64 MUSD en 2020). L'absence de données consolidées et actualisées sur le sujet rend difficile la détermination précise de l'origine géographique des remittances. Les principaux pays émetteurs²⁵ de ces transferts seraient, en premier lieu, les pays européens : France (53,6 % en 2017), Suède (2,4 %), Pays-Bas, Belgique (1,0 %), et Italie (0,8 %), l'Éthiopie (16,6 %), la Lybie (8,5 %), le Canada (5,0 %), le Kenya (3,5 %), l'Égypte (3,2 %), l'Algérie (1,9 %), et l'Australie (1,1 %)²⁶.

La quasi-totalité de ces remittances (plus de 99 %) passerait par les bureaux de transfert de fonds (Western Union, Money Gram, et Dahabshil notamment). Ce monopole est permis par un maillage optimal du territoire par ces derniers (en particulier pour Dahabshil) ainsi que la pratique de coûts relativement inférieurs à ceux du secteur bancaire (le taux de bancarisation est de 25 % en 2021 à Djibouti). Des circuits informels sont aussi utilisés par certains migrants pour effectuer les transferts ; les facteurs économiques, culturels, historiques et comportementaux ainsi que la rapidité du transfert pouvant expliquer le choix de ces circuits.

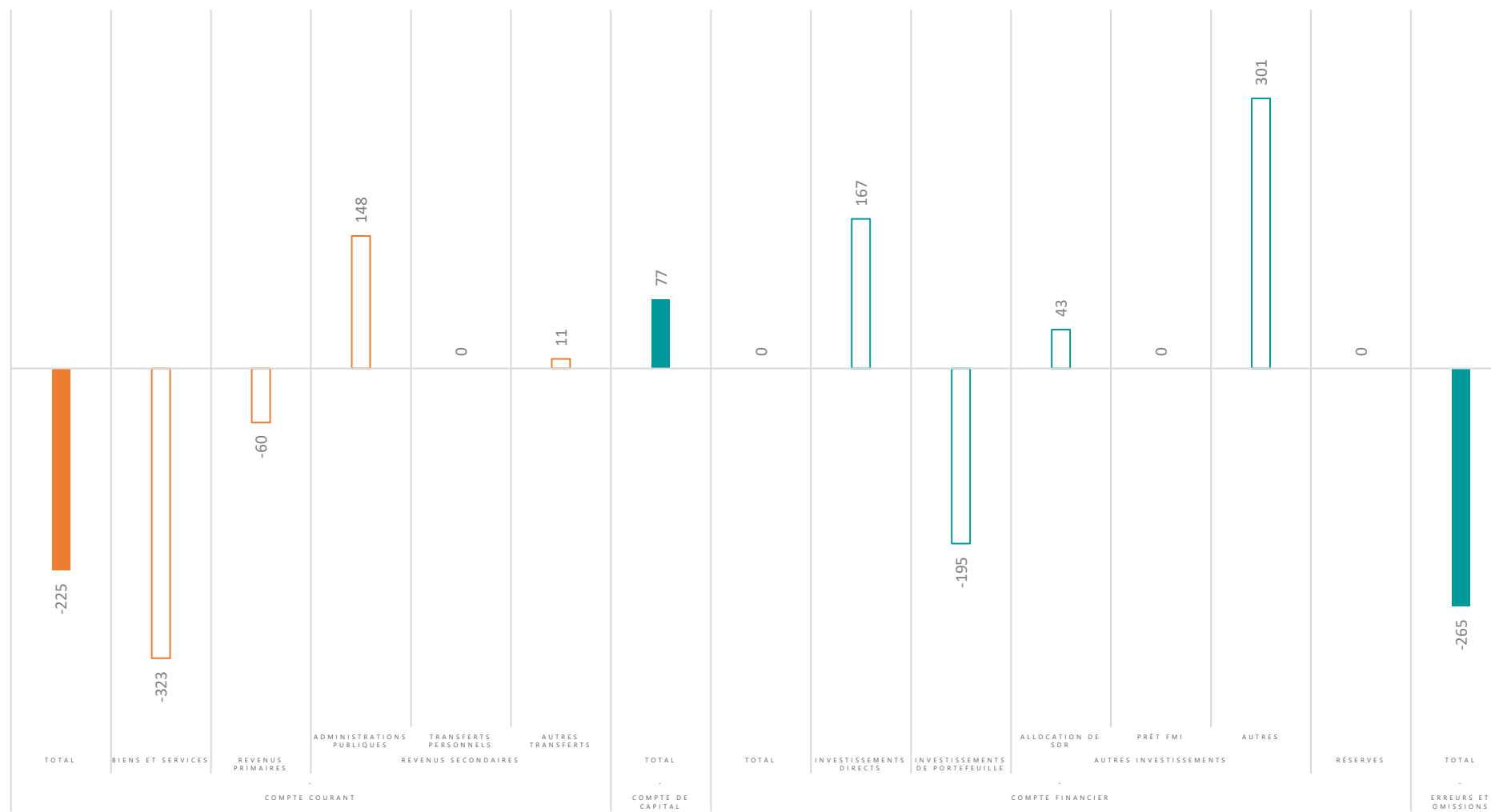
Les transferts de la diaspora couvriraient des montants moyens allant de 300 USD à 400 USD envoyés mensuellement. Le pic des transactions serait atteint pendant les périodes de fêtes et notamment pour le mois de Ramadan (montant moyen de 1200 USD). Comme dans la plupart des pays africains, les transferts de fonds seraient destinés essentiellement, mais pas uniquement, aux dépenses courantes des ménages (scolarité, loyers, électricité, consommation, etc.).

Afin d'accroître l'engagement de la diaspora dans le développement du pays, le gouvernement a établi une stratégie nationale sur la période 2021-2025. Une assistance technique a également été financée par l'ACP-EU Migration Action pour la production d'une étude sur le renforcement des capacités sur les mécanismes de transfert de fonds de la diaspora. L'association *Global Diaspora Djibouti*, créée en 2014 mais opérationnelle depuis 2018 a, quant à elle, pour ambition de promouvoir les initiatives portées par la diaspora, notamment sur le territoire.

²⁵ EL ELJ Moez, *Renforcer les capacités sur les mécanismes de transfert de fonds vers un investissement productif de la Diaspora Djiboutienne*, 2018.

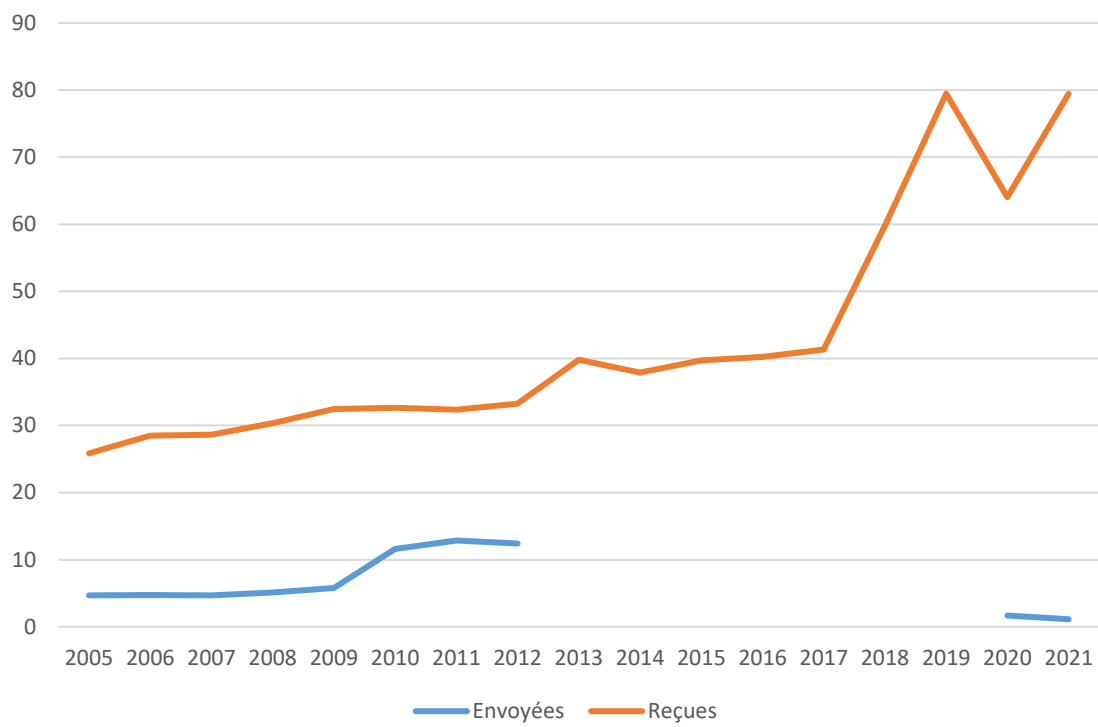
²⁶ En 2017, la Banque mondiale estimait que le nombre de migrants djiboutiens était égal à 18 082, un chiffre contesté par l'association *Global Djibouti Diaspora* qui évalue la diaspora djiboutienne à 50 000 personnes. Cette diaspora résiderait principalement en France (37 %), en Éthiopie (22 %), au Canada (8,5 %), en Libye (8 %), en Belgique (7 %), au Kenya (4 %) et en Égypte (3 %).

Graphique 1 : Balance des paiements de Djibouti (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* à Djibouti (MUSD)



Source : Banque mondiale

❖ Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis Abeba



Les transferts de devises des émigrés, pilier principal de la balance des paiements érythréenne

Afin de pérenniser ses ressources en devises, le gouvernement érythréen a imposé depuis son indépendance une « diaspora tax » à la diaspora érythréenne. Pilier essentiel de l'économie, cet impôt a représenté en moyenne 14 % du PIB au cours de la période 2010-2019, renforçant ainsi le compte courant et les recettes publiques. En conséquence, l'Érythrée, qui n'emprunte plus auprès des acteurs internationaux, bénéficie d'importants transferts de la diaspora qui contribuent au maintien d'un excédent de la balance courante.

Un compte courant excédentaire grâce à la hausse de la demande de métaux dans le monde

Avec 670 MUSD d'exportations et 330 MUSD d'importations en 2021²⁷, l'Érythrée affiche un solde commercial positif. Les exportations sont principalement portées par le secteur minier : zinc (280 MUSD ; 42 %), cuivre (212 MUSD ; 32 %), or (167 MUSD ; 25 %) qui représente en tout 98 % des exportations érythréennes. Très contrôlées par l'État, les importations sont quant à elles principalement constituées de machineries (55 MUSD ; 16,6 %) et de céréales (29 MUSD ; 8,7 %) majoritairement en provenance des États-Unis, des Émirats-Arabis Unis et d'Italie. Avec la mise en exploitation des mines, les exportations ont fortement progressé depuis 2012, conduisant à un solde commercial excédentaire depuis 2014 (alors que celui-ci est déficitaire en moyenne décennale à -31,3 MUSD). Pour financer ce déficit courant, le pays a pu compter sur : (i) les IDE dans le secteur minier ; (ii) les transferts de la diaspora ; (iii) les transferts courants institutionnels alimentés par l'impôt de 2,0 % prélevé sur les revenus des travailleurs érythréens à l'étranger (avec des méthodes relevant de l'intimidation et du chantage comme dénoncé par plusieurs pays européens) ; (iv) les recettes issues des activités de contrebande ou de trafic d'êtres humains.

Selon la Banque Africaine de Développement, l'excédent du compte courant de l'Érythrée devrait se stabiliser à 13,5 % du PIB en 2022 et à 13,3 % en 2023 (contre 13,5 % du PIB en 2021 et 11,4 % en 2020). Concernant les réserves de changes, l'allocation de DTS de 21,51 MUSD (0,9 % du PIB et 2,2 % des réserves internationales), enregistrée à la Banque centrale, devrait renforcer le stock de ces dernières. **Pour rappel, les réserves de changes étaient estimées 4,0 mois d'importation en 2020.**

Transferts de la diaspora : pilier de l'économie érythréenne

Afin de pérenniser ses ressources en devises, le gouvernement érythréen a imposé une « diaspora tax » à la diaspora érythréenne. Cet impôt représente un pilier essentiel de l'économie et a représenté en moyenne 14 % du PIB au cours de la période 2010-2019, renforçant ainsi le compte courant et les recettes publiques. Établi en 1995, le système par lequel des devises sont envoyées depuis l'étranger pour le paiement de la taxe de 2 % est appelé *Himbol Financial Services*. Le personnel de l'ambassade d'Érythrée à l'étranger perçoit la taxe et la transfère au système *Himbol* en Érythrée. Le paiement de cette taxe confère des droits politiques et économiques, notamment le droit d'obtenir des terres à des fins commerciales ou résidentielles. Le non-paiement de cette taxe peut entraîner le refus des services consulaires érythréens et la sanction de parents en Érythrée. Certains pays ont lancé une enquête sur cette taxe dont un groupe de parlementaires britanniques qui considère qu'elle avait servi à financer le conflit en Éthiopie.

Les autres envois de fonds vers l'Érythrée sont majoritairement effectués via des canaux informels. Les envois se font lors de visites d'amis, parents ou personnes de confiance vers l'Érythrée. Une fois que l'argent est reçu en Érythrée, il est ensuite échangé au taux de change parallèle. À titre d'exemple, alors que le taux de change officiel offre environ 15 Nakfa pour 1 USD américain, le marché informel peut offrir entre 30 et 60 Nakfa. Outre l'existence d'un taux de change parallèle, trois autres facteurs contribuent à la prévalence des transferts informels. En premier lieu, la levée en 2013 de l'obligation de déclarer toute possession de devises à l'entrée et

²⁷ Source : ITC Trade Map, 2021

à la sortie de l'Érythrée (la déclaration n'est désormais requise que lors de l'entrée ou de la sortie de montants dépassant 10 000 USD). Deuxième facteur, la pénurie générale d'opérateurs de transfert d'argent (MTO), en particulier dans les zones rurales. Enfin, la supervision des MTO par les autorités qui contraint les transferts de fonds formels à être automatiquement convertis en devise locale au taux de change officiel.

Les transferts de la diaspora sont largement utilisés pour des dépenses ménagères (loyers, nourriture, vêtements, médicaments). La forte proportion des envois de fonds consacrés à la consommation démontre à quel point la migration et les envois de fonds font partie de la stratégie des familles pour échapper à la pauvreté et améliorer leur niveau de vie. En Érythrée, les salaires restent bas, le coût de la vie est souvent élevé (en particulier les biens importés) et la plupart des Érythréens n'ont pas accès à l'assurance ou au crédit (en particulier les femmes), et sont donc très vulnérables aux chocs de revenu.

Outre la subsistance des ménages bénéficiaires, les envois de fonds sont aussi utilisés pour soutenir la construction de logements et l'aide à l'émigration. Cette dernière, motivée par la conscription forcée et l'expropriation des terres, est en effet particulièrement coûteuse, notamment en raison de son caractère illégal dans la majorité des cas. **Selon le gouvernement érythréen, l'émigration ne représenterait « que » 12 % de la population érythréenne (607 900 émigrants sur une population totale de 3,6 M) en 2019, la majorité partant pour l'Éthiopie (217 472), le Soudan (188 411), l'Europe (83 600), les États-Unis (35 745) et la Suède (28 947).** Néanmoins, d'autres sources indiquent que « la majorité » des érythréens vivraient en dehors du pays.

❖ Corne de l'Afrique – Ethiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Les remittances, une source de revenus stable et importante pour financer le déficit courant éthiopien

Le solde de la balance courante éthiopienne est structurellement déficitaire en raison d'un solde commercial négatif et fortement dépendant des marchés internationaux. Le niveau d'IDE demeurant limité, l'Ethiopie dépend largement des envois de fonds de la diaspora et de l'aide des bailleurs pour financer son déficit commercial. Les remittances s'avèrent être une source de revenus et de devises étrangères – dont le pays manque cruellement – stable et importante. Les contraintes liées au marché des changes – monnaie locale non convertible, pénurie de devises, fortes restrictions à l'utilisation des devises étrangères et aux échanges – et la faible inclusion financière du pays ne permettent néanmoins pas de tirer le plein bénéfice de ces ressources essentielles, en partie captées par le marché parallèle des changes qui offre un niveau de rémunération près de deux fois supérieur au marché officiel.

Un déficit courant structurel tiré par l'important déficit de la balance commerciale

La balance commerciale de l'Ethiopie est structurellement déficitaire (-9,3 Mds USD en moyenne depuis 2010). En cause, la forte dépendance de l'Ethiopie aux marchés internationaux, les importations éthiopiennes étant dominées par le carburant (18,6 % en FY2021/22), les engrais (7,5 %) et les produits alimentaires (7,3 %) alors que les exportations du pays sont prédominées par le café (34,9 %), suivi de l'or et des fleurs (13,3 % chacun). La structure des échanges commerciaux éthiopiens est ainsi très dépendante des prix des matières premières et des chocs conjoncturels (sécheresse, guerre civile, impact de la guerre en Ukraine, etc).

Pour l'année fiscale 2021/22, le déficit courant du pays s'établit à 4,3 % du PIB selon le FMI (3,8 % selon la Banque centrale), après 3,2 % en FY2020/21, (2,9 % selon la Banque centrale) en raison d'une dégradation du déficit de la balance commerciale des biens (-14,0 Mds USD sur l'année fiscale 2021/22 selon la Banque centrale contre (- 10,7 Mds USD) sur FY2020/21). La balance des services serait, quant à elle, excédentaire selon les données nationales (639,2 MUSD en FY2021/22 contre 13,2 MUSD en FY2020/21), tirée par les bons résultats d'*Ethiopian Airlines*, alors qu'elle serait déficitaire selon le FMI (- 1,1 Md USD en moyenne depuis 2010).

Le déficit courant est en partie compensé par les revenus secondaires (6,4 Mds USD en moyenne depuis 2010 selon le FMI), en particulier les envois nets de fonds de la diaspora, qui atteindraient 5,2 Mds USD nets en FY2021/22 selon la Banque centrale, après 4,9 Mds en FY2020/21. **L'Ethiopie dépend largement de l'aide étrangère, qui atteint 4,0 Mds USD en moyenne depuis 2010 (OCDE)**, en baisse en 2021, à 4,0 Mds USD selon l'OCDE, après 5,3 Mds USD en 2020. L'aide étrangère a connu un effondrement en raison de la guerre civile avec le Tigré (novembre 2020 – novembre 2022), particulièrement marqué sur l'année fiscale 2021/22 en raison de l'extension du conflit hors des frontières du Tigré à partir de juin 2021 et des preuves de violations des droits humains. Ainsi, selon le *think tank* Cepheus²⁸, les dons accordés au gouvernement sont tombés à 1,1 Md USD en FY2021/22, après 1,4 Md en FY2020/21, les prêts nets au gouvernement à 429 MUSD (contre 894 MUSD en FY2020/21), et les prêts nets aux entreprises publiques à - 978 MUSD (après - 849 MUSD). L'aide étrangère nette a donc atteint 544 MUSD en FY2021/22, en baisse de 83 % par rapport à la situation pré-conflit (3,2 Mds USD en FY2019/20 selon la NBE). **Autre source de financement généralement plus marginale (2,3 Mds USD en moyenne depuis 2010 selon le FMI), les IDE ont fortement augmenté en FY2020/21** en raison notamment de la vente de la première licence télécom privée du pays à Safaricom (850 MUSD). Les IDE atteignaient donc 4,3 Mds USD en 2020/21 selon le FMI, contre 2,4 Mds l'année précédente. Selon la Banque centrale, ces flux ont atteint 4,0 Mds USD en 2020/21 et ont diminué à 3,3 Mds USD en 2021/22.

²⁸ Données retraitées de la NBE, du MoF et du FMI.

En raison de ces évolutions et de la politique de change (cf [Lettre mensuelle de décembre 2022](#)), **le niveau de réserves a atteint un plus bas en FY2021/22, à 1,5 Md USD officiellement, représentant 3 semaines d'importations de biens et services.**

Les remittances, une source importante de revenus en partie captée par le marché parallèle

Les transferts de fonds de la diaspora, ou *remittances*, représentent une source de financement et d'entrée de devises importante en forte augmentation sur la dernière décennie, passant de 1,9 Md USD en FY2010/11 à 5,2 Mds USD en FY2021/22. Selon la Banque centrale, les entrées nettes représentent 3,9 Mds USD en moyenne depuis 2010. La pandémie de Covid-19 a eu un impact momentané sur le montant de ces transferts, qui ont connu une baisse de 19 % entre FY2018/19 et FY2019/20, mais ont vite repris leur hausse en FY2020/21 (+15 %) et FY2021/22 (+6 %).

Selon la Banque centrale, en 2020, les Etats-Unis étaient le premier pays d'envois de fonds vers l'Éthiopie, estimés à 387 MUSD (15,3 %), suivis des Emirats arabes unis (282 MUSD, 11,1 %), de Djibouti (186 MUSD, 7,3 %), de l'Arabie saoudite (138 MUSD, 5,4 %) et du Royaume-Uni (86 MUSD, 3,4 %). La part des *remittances* s'échangeant via des canaux non officiels est élevée, les estimations s'étalant de 29 % (NBE) à 78 % (OIM) du total. **Les transferts formels sont envoyés principalement via des opérateurs de transfert d'argent (MTO) pour un coût moyen de 6,7 % selon la Banque mondiale, soit en deçà du coût moyen au niveau régional (8,6 % en moyenne en AEOI).**

Selon la Banque mondiale²⁹, en 2019, environ 10 % des ménages éthiopiens auraient reçu des transferts sur les 12 derniers mois, pour un montant médian équivalent à 100 USD et 14,5 % des ménages éthiopiens citent les *remittances* comme source supplémentaire de revenus, 22 % des ménages urbains et 11 % des ménages ruraux. Des disparités existent entre régions : au sein de la région Somali, 23,6 % des ménages seraient bénéficiaires de ces transferts, contre seulement 8,4 % dans le *Benishangul-Gumuz*.

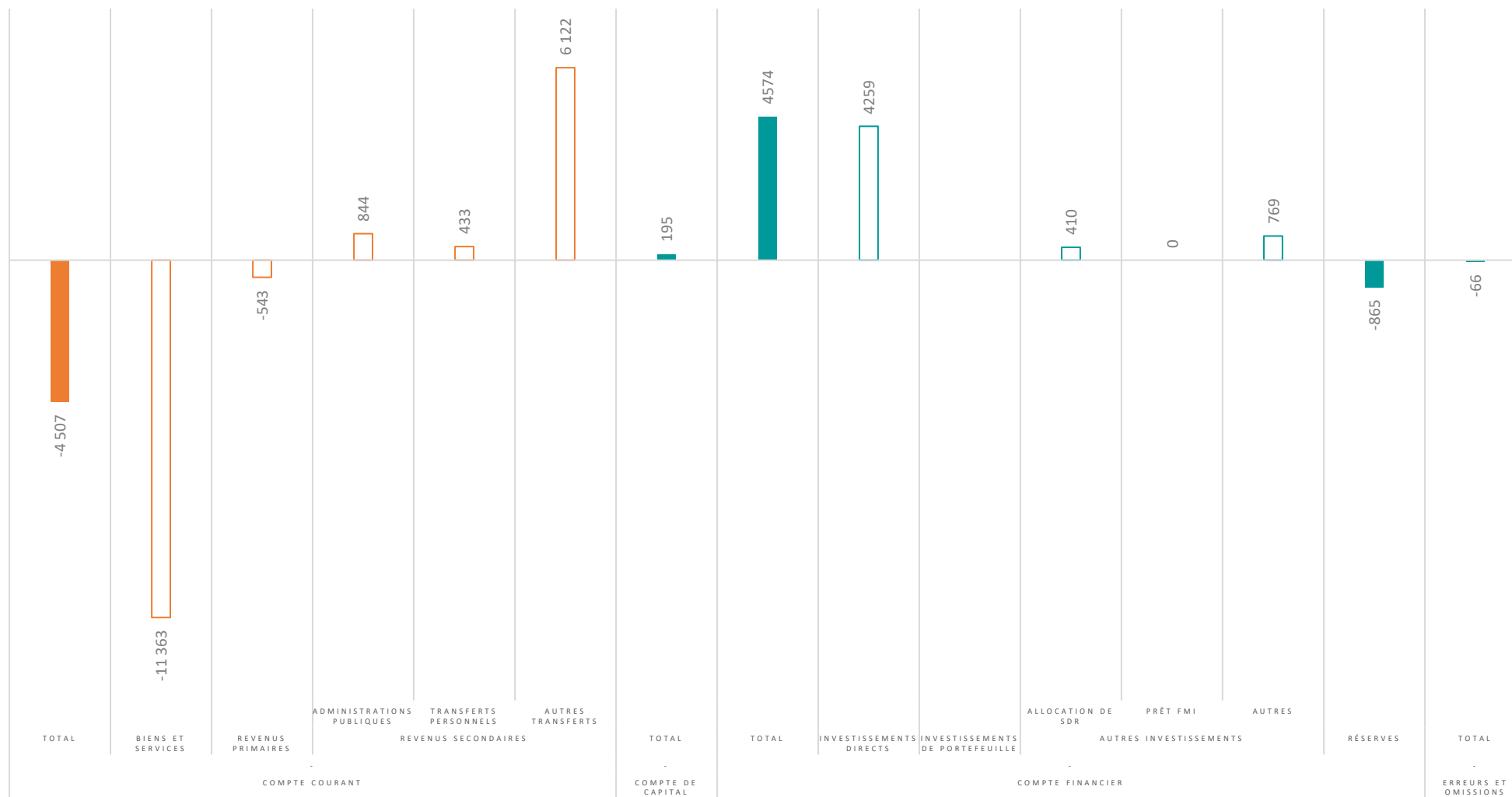
Les systèmes de paiement ne favorisent pas ces échanges et sont caractérisés par la prévalence des échanges en liquide. Le taux d'inclusion financière est faible, avec un taux de détention de compte bancaire de seulement 35 % de la population adulte en 2017. Le développement du *mobile money* est très récent et limité, la directive sur l'agrément et l'autorisation des émetteurs d'instruments de paiement n'ayant été promulguée qu'en 2020. Les banques, institutions de microfinances et la compagnie publique de télécommunications *Ethio Telecom* depuis 2021 proposent des services de *mobile money*, néanmoins, il n'y a pas d'interopérabilité de paiement de compte à compte entre les services de *mobile money* dans le pays.

Les services financiers spécifiquement dédiés aux *remittances* sont peu développés. En novembre 2020, la NBE a promulgué une directive permettant aux résidents, aux Éthiopiens non-résidents et aux non-résidents d'origine éthiopienne d'ouvrir des comptes d'épargne en devise étrangère. Ces comptes ne sont pas très utilisés : la plus importante banque commerciale du pays (CBE) compte 15 000 clients et ses comptes sont utilisés principalement pour des activités d'import-export, très restreintes par le gouvernement (listes de produits prioritaires à l'import, nombreuses interdictions d'importation). De plus, comme pour les exportateurs, les bénéficiaires de fonds en devise étrangère sont tenus par une directive de la Banque centrale de rendre immédiatement à la NBE 70 % des montants reçus, 10 % aux banques commerciales (changés en ETB), et ne peuvent donc conserver que 20 % de ces montants en devise, ce qui favorise les transferts illégaux en liquide, sachant que le marché parallèle du change est très important et présente un *spread* de taux de change atteignant ponctuellement 100 % début 2023.

Plusieurs acteurs travaillent à l'amélioration de cet environnement financier, tel que l'UNCDF qui assiste la NBE dans l'élaboration et la mise en œuvre de réformes pour améliorer le marché des *remittances*, notamment l'utilisation des portefeuilles mobiles. L'UNCDF s'est également allié avec l'IGAD pour appuyer l'harmonisation des politiques concernant les *remittances* entre les pays membres de l'IGAD.

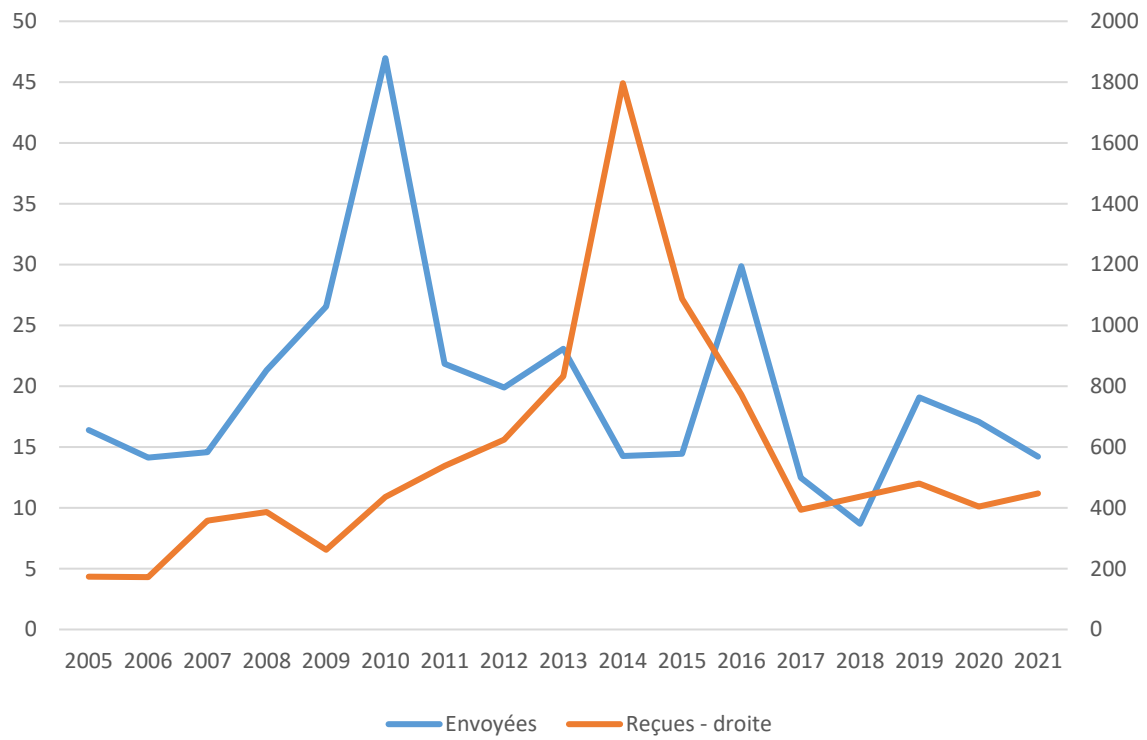
²⁹ Selon l'Étude socio-économique de la Banque mondiale menée en 2019.

Graphique 1 : Balance des paiements de l’Ethiopie (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* en Ethiopie (MUSD)



Source : Banque mondiale

Corne de l'Afrique – Somalie

Par le SER de Nairobi



Les remittances, colonne vertébrale de l'économie somalienne

Pénalisée par une faible capacité de production, qui contraint le pays à être fortement dépendant de ses importations, l'économie somalienne se caractérise par un solde courant structurellement déficitaire. Si l'action des bailleurs est indispensable au financement du déficit courant, l'équilibre de la balance des paiements repose en premier lieu sur les envois de fonds de la diaspora.

Un déficit courant structurel causé par une faible capacité de production

Le déficit de la balance courante somalienne est attribuable au déficit structurel de sa balance commerciale. Pénalisée par une faible capacité de production, imputable notamment à une instabilité politique chronique, la Somalie est grandement dépendante de ses importations, à la fois de produits de base et de produits à forte valeur ajoutée (denrées alimentaires, carburants, matériaux de construction, produits manufacturés, etc.). Du côté des exportations, le pays exporte principalement des marchandises à faible valeur ajoutée, telles que du bétail, des poissons, des bananes et du charbon de bois.

En 2022, le déficit courant de la Somalie devrait se résorber légèrement tout en restant fortement déficitaire, à -15,9 % du PIB selon le FMI, contre -17,1 % en 2021. Pâtissant d'une conjoncture économique mondiale défavorable (augmentation du prix des matières premières, resserrement des conditions financières internationales, ralentissement de la croissance mondiale, etc.), le déficit commercial devrait se creuser à 5,9 MUSD en 2022, contre 5,4 MUSD en 2021. **L'impact de la dégradation du solde commercial sur le solde courant est néanmoins compensé par l'amélioration du solde de la balance des revenus secondaires**, de 4,1 MUSD en 2021 à 4,6 MUSD en 2022, imputable à la hausse des *remittances* nettes (+10,6 %) et des dotations des bailleurs (+12,6 %).

Pour assurer l'équilibre de sa balance des paiements, la Somalie est fortement tributaire des subventions extérieures, en particulier des dotations des bailleurs et des transferts de fonds de la diaspora qui ont permis de réduire respectivement le déficit courant de 39,3 % et 38,9 % en 2021. Une situation de dépendance structurelle déjà mise en avant par la conclusion d'un rapport de 2012 du Programme de Développement des Nations Unies : « *Without this external support network, the economy would have imploded long ago* »³⁰. Parmi les bailleurs multilatéraux, la Banque mondiale arrive en tête avec environ 75 % des montants alloués en 2022.

Les remittances, colonne vertébrale de l'économie somalienne

En 2020, d'après la Banque mondiale, les remittances reçues par la Somalie se sont élevées à 1,7 Md USD. Un montant conséquent comparable aux dotations des bailleurs (2,0 Mds USD) et bien supérieur aux flux nets d'IDEs (0,5 Md USD) et aux revenus des exportations (0,9 Md USD). Le montant des *remittances* s'est ainsi élevé à **25,3 % du PIB pour la Somalie alors qu'il était par exemple** au Kenya en 2022 de seulement 3,1 % du PIB. Un montant élevé imputable en premier lieu à l'importance de la diaspora somalienne. Selon la Banque mondiale, le nombre de migrants et réfugiés somaliens aurait doublé depuis 1990 pour atteindre 2 millions en 2017 faisant de la Somalie le 4^{ème} pays d'origine des migrants au niveau mondial (UNHCR, 2017). Sur le plan géographique, la majeure partie de ces *remittances* sont envoyées **depuis les Etats-Unis. En 2011, Oxfam estimait que ces dernières représentaient environ 16,4 % des envois de fonds totaux envoyés à la Somalie, devant le Royaume-Unis (12,3 %), l'Allemagne (8,1 %) et les Pays-Bas (6,4 %).** En termes de coûts, en 2020, la Banque mondiale estime le coût moyen des transferts d'argent à 8,5 %, un montant équivalent à la moyenne régionale (8,6 %).

Les envois de fonds de la diaspora sont d'une importance capitale pour la Somalie et ce pour plusieurs raisons : (i) ils sont une source importante de revenus pour les ménages (jusqu'à 40 % des revenus totaux d'après une étude de la Banque Africaine de Développement de 2013) qui les allouent principalement aux

³⁰ En français, sans le réseau de soutien externe, l'économie aurait imploré il y a longtemps.

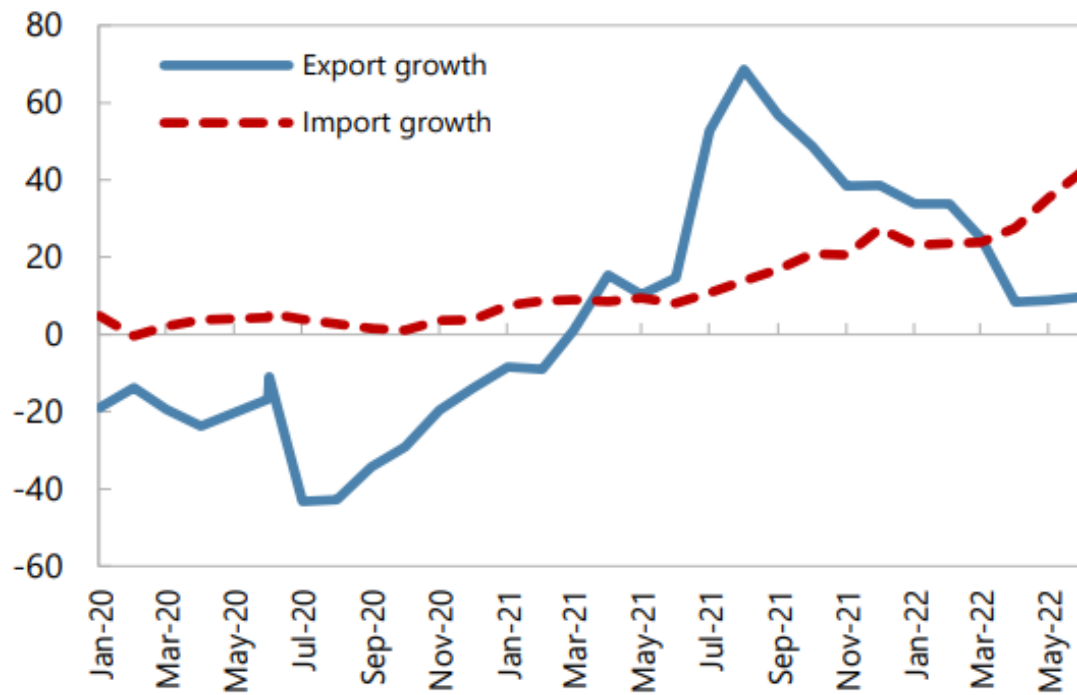
dépenses de denrées alimentaires (80 % des *remittances* reçues), loin devant les dépenses d'éducation (7 %) et de santé (3 %). **Outre leur rôle crucial en matière de sécurité alimentaire, ces *remittances* ont un impact très concret sur l'incidence de la pauvreté en Somalie.** En effet, la proportion de ménages bénéficiaires de *remittances* et vivant sous le seuil de pauvreté est de 58 %, contre 71 % pour les ménages non-bénéficiaires (Banque mondiale, 2018). Si les transferts de fonds de la diaspora contribuent à réduire l'incidence de la pauvreté, ils n'en restent pas moins fortement inégalitaires. Etant donné les coûts élevés de l'émigration, les somaliens de la diaspora appartiennent le plus souvent à des ménages à revenu moyen et supérieur. Ainsi, les envois de fonds ont tendance à revenir aux ménages à revenu élevé. A titre d'illustration, les 40 % des ménages les plus pauvres reçoivent en moyenne 6 USD par mois de transferts, contre 39 USD pour les 60 % les plus riches (Banque mondiale, 2019) ; **(ii) de par leur caractère anticyclique, ils offrent un filet de protection sociale aux bénéficiaires et contribuent à stabiliser le cycle économique.** Ces derniers ont en effet tendance à augmenter en période de conflit, sécheresse, ralentissement économique. À titre d'illustration, le montant des transferts de fonds a augmenté de 30 % pendant la crise sanitaire de Covid-19, passant de 1,6 Md USD en 2019 à 2,1 Mds USD en 2021. **Les transferts de fonds de la diaspora sont d'autant plus nécessaires qu'ils sont moins volatiles que l'aide au développement.** Pour rappel, les retards dans le déroulement des élections de 2021 avaient suspendu l'aide des bailleurs ; **(iii) ils sont un moyen de financement de l'économie.** L'économie somalienne étant caractérisée par un système bancaire balbutiant et un marché des capitaux inexistant, les transferts de fonds de la diaspora s'inscrivent comme l'un des principaux vecteurs de financement du secteur privé somalien.

En l'absence de système bancaire, **les envois de fonds se sont organisés autour du système Hawala.** Un système de transfert d'argent informel caractérisé par l'absence de transferts d'argent directs, se basant sur un réseau d'intermédiaires de confiance (souvent basé sur des liens familiaux) qui supportent le risque des transactions et s'acquittent de leurs dettes moyennant des transferts financiers ou non-financiers (envois de biens, services, transferts de propriété, etc.)³¹. Ce système repose ainsi sur la confiance des « agents Hawala » que leurs créances ainsi générées auprès de leurs contreparties seront bien acquittées à une date ultérieure.

Plusieurs entreprises de transferts de fonds se sont développées sur la base de ce système. C'est notamment le cas de *Dahabshiil* dont le modèle a depuis évolué sous l'impulsion de la révolution numérique et de la lutte contre le financement du terrorisme, qui a contraint les opérateurs à plus de transparence et moins d'informalité. S'il ne tire pas ses origines du système Hawala, World Remit est aussi un acteur important en Somalie. Aujourd'hui, les transferts de fonds de la diaspora sont portés par la forte pénétration de la téléphonie mobile imputable notamment à l'instabilité économique et politique chronique du pays qui a contraint la population à une adoption rapide des innovations numériques. **Selon un rapport de la Banque mondiale de 2017, 73 % de la population âgée de plus de 16 ans utilise ainsi des services de *mobile money*.**

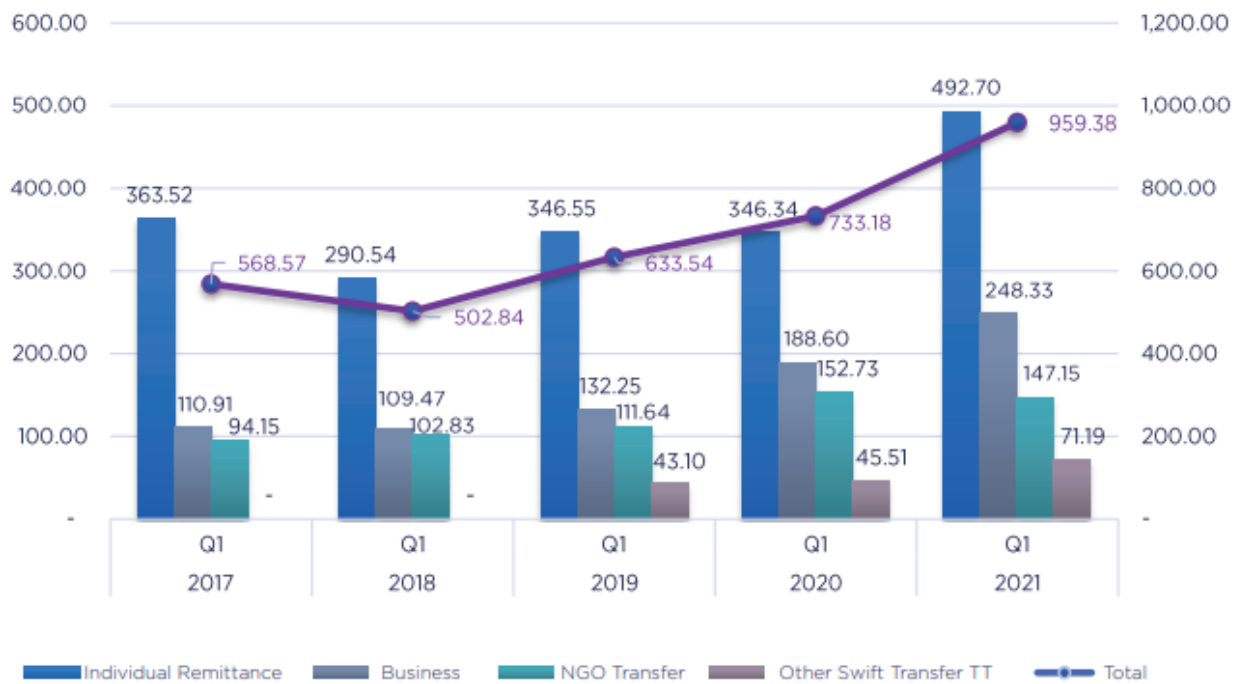
³¹ Concrètement, une transaction Hawala se déroule de la sorte : un migrant somalien souhaitant envoyer de l'argent à un proche en Somalie se rapproche d'un agent Hawala X résidant lui aussi à l'étranger et lui confie la somme à envoyer. Ce dernier contacte un autre agent Hawala Y présent dans la localité du destinataire et lui instruit de remettre les fonds au bénéficiaire. L'agent X génère ainsi une dette auprès de l'agent Y, équivalent au montant transféré, qui sera ensuite soldée par un transfert financier ou non-financier entre ces deux agents.

Graphique 1 : Croissance des exportations et importations



Source : FMI

Graphique 2 : Total des transferts entrants (MTBS & Banques)



Source : CBS, 2021

❖ Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SE de Khartoum



Les *remittances*, nouveau pilier de l'équilibre de la balance des paiements soudanaise

Le solde de la balance courante soudanaise est structurellement déficitaire en raison d'un différentiel significatif de valeur ajoutée entre ses exportations et ses importations de biens. Historiquement, l'équilibre de la balance des paiements reposait en premier lieu sur l'action des bailleurs. Cependant, depuis l'harmonisation des taux de change en février 2021 et la suspension de l'aide occidentale (hors aide humanitaire) suite au coup d'Etat du 25 octobre 2021, les envois de fonds de la diaspora sont devenus un pilier essentiel du financement du déficit courant du pays, même si contrairement à d'autres pays, les autorités soudanaises ne semblent pas accorder un intérêt suffisant permettant de mieux canaliser ces transferts.

Un déficit courant structurel causé par la faible valeur ajoutée des produits exportés

Le compte courant du Soudan est structurellement déficitaire (-4,8 Mds USD en moyenne depuis 2012, soit - 10,7 % du PIB). En cause, la structure des échanges de biens marquée par un différentiel significatif de valeur ajoutée entre les exportations (essentiellement or, animaux vivants, sésame et arachides) **et les importations** (produits pétroliers raffinés, blé, sucre, machines et équipements et produits manufacturés). Pour cette raison, depuis la sécession du Sud Soudan en 2012, le déficit annuel moyen de la balance des biens du Soudan avoisine 4,3 Mds USD. Ce positionnement des exportations de produits à faible valeur ajoutée est d'autant plus problématique qu'il accroît l'exposition du pays aux aléas conjoncturels tels que les aléas climatiques et les chocs externes (crise sanitaire, guerre en Ukraine, etc.), tandis que ses importations, en particulier les hydrocarbures et dorénavant le blé, l'exposent à la volatilité des prix internationaux. Pour atténuer le déficit de sa balance des biens, le Soudan ne peut pas compter sur sa balance des services dont le solde est tantôt positif tantôt négatif, et ce malgré des rentrées régulières (aux alentours de 1 Md USD par an) au titre des frais de transit de l'huile lourde Sud-Soudanaise.

En 2022, le déficit du compte courant devrait se résorber à -6,4 % du PIB selon le WEO d'octobre 2022 du FMI (contre -7,4 % en 2021). **Pour financer son solde courant structurellement déficitaire, le Soudan est grandement dépendant de l'action des bailleurs**, en particulier des bailleurs multilatéraux (1,2 Mds USD de dons en 2021, puisque ce pays ne peut bénéficier de prêts compte tenu de sa situation de pays très endetté). Or, depuis le coup d'Etat de fin octobre **2021, l'action de ces derniers a été suspendue, sauf pour sa composante aide humanitaire**. Compte tenu du fait que le Soudan est en cessation de paiements, aucune banque commerciale étrangère ne prête à ce pays, tandis que la contribution des postes IDEs (469 MUSD) et investissements de portefeuille (12 MUSD) est marginale. Conséquence d'un déficit chronique courant et de difficultés de financement, le stock de réserves du Soudan se maintient à moins d'un mois d'importations en janvier 2023 selon le FMI.

Les transferts courants (1,7 Md USD depuis 2012) comptabilisés comme revenus secondaires, **et plus particulièrement les transferts de fonds de la diaspora** (1,0 Md USD), **jouent aussi un rôle important dans l'équilibre de la balance des paiements soudanaise**. En 2021, la forte croissance de ces *remittances* (+252 % par rapport à 2020), s'expliquant par l'effet mécanique de l'harmonisation des taux de change - qui jusqu'à la fin février 2021 affichait un différentiel de 1 à 7 entre le taux officiel et le taux parallèle - a permis de réduire le déficit courant affiché de 35 %. Un impact significatif qui n'a cependant pas placé ces dernières au cœur de la stratégie des autorités soudanaises pour assurer la soutenabilité du déficit courant du pays.

Il convient néanmoins de signaler que **le poids des *remittances*, tout comme des revenus d'exportation sont largement sous évalués, car la majorité de leurs flux passent par des voies non officielles**. Dans le cas de l'or - principal poste générateur de devises - : les experts s'accordent sur le fait que seulement un tiers de ses exportations transitent par le canal officiel et sont donc tracées dans les statistiques nationales. De même, la très grande majorité des flux des *remittances* (jusqu'à 90 % du montant total) transitait, avant l'harmonisation des taux de change, par des canaux officieux, notamment le système de *Hawala*. Malgré cette harmonisation

du taux de change, une partie substantielle de ces *remittances* continuent sans doute à utiliser des canaux illégaux. Ces deux phénomènes expliquent en grande partie le montant important de la rubrique erreurs nettes et omissions estimées en 2021 à 1,6 Md USD.

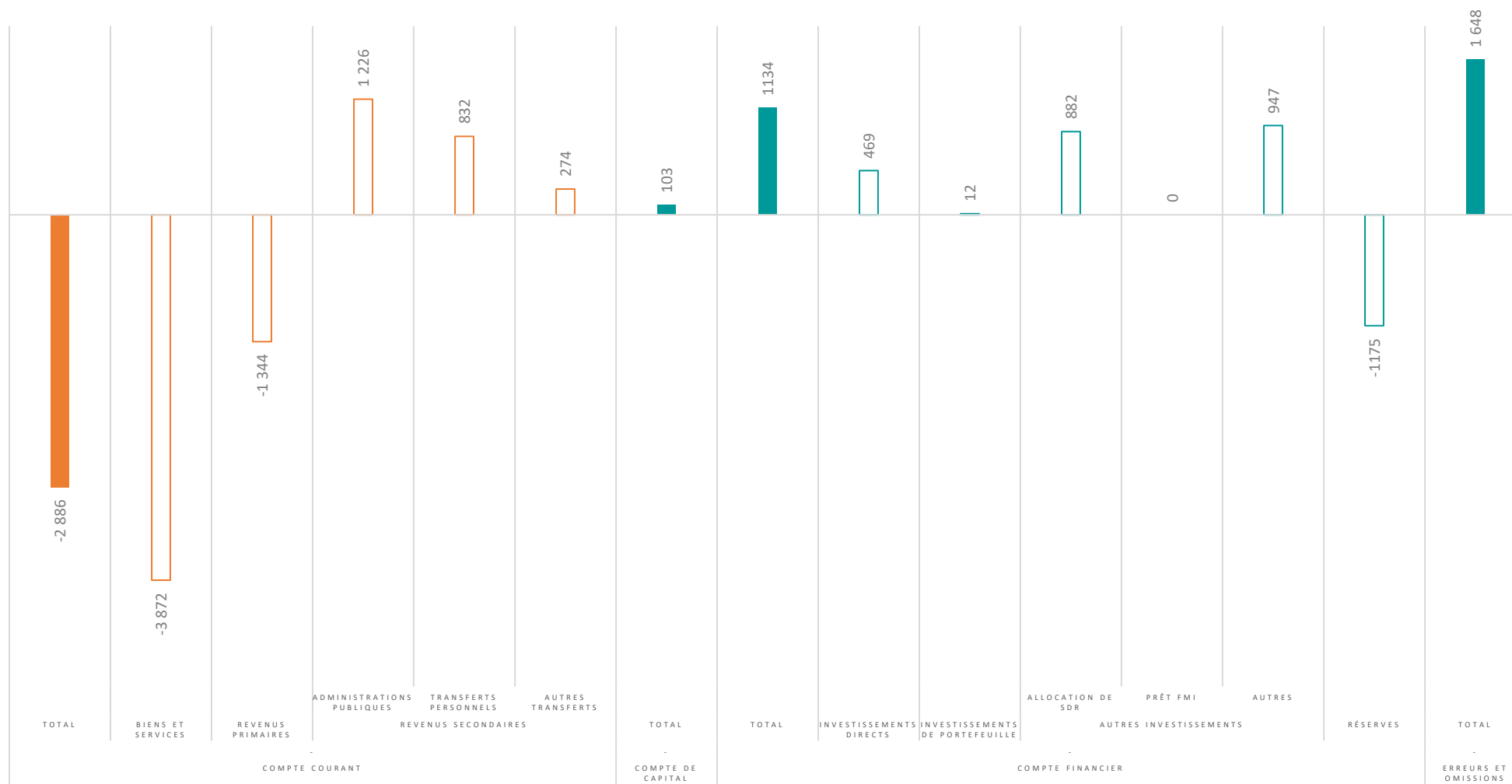
Remittances: principal filet social pour les populations défavorisées

Après une baisse continue des transferts officiels de fonds de la diaspora après la sécession du Sud Soudan, les *remittances* ont fortement augmenté en 2021, passant de 236 MUSD en 2020 à 831,6 MUSD en 2021. La crise du coronavirus, tout comme le prix bas du pétrole, ont eu en 2020 un impact significativement négatif sur le montant de ces flux (chute estimée à 500 MUSD). En effet, ces deux phénomènes ont fortement affecté l'emploi et la rémunération des centaines de milliers de migrants soudanais présents dans les pays membres du Conseil Général du Golfe.

Selon une étude du PNUD réalisée en 2020, le montant total des transferts de fonds (formels et informels) de la diaspora soudanaise s'établirait, en moyenne à environ 3 Mds USD par an, soit 8 % du PIB. La majeure partie de ces transferts était envoyée au Soudan par des canaux non officiels (essentiellement *Hawala*) dû (i) aux difficultés des opérations bancaires internationales, puisque le Soudan figurait, jusqu'à la fin 2020, sur la liste américaine des pays finançant le terrorisme, (ii) au manque de confiance dans le système bancaire soudanais et (iii) à l'existence de taux de change multiples. Entre 20 et 30 % des envois de fonds seraient consacrés à des investissements, principalement dans l'immobilier. La répartition entre les investissements et la consommation change en fonction des conditions économiques du pays : la part des investissements augmente en période d'essor économique, tandis que le soutien à la consommation devient plus important en période de récession, ce qui a été le cas ces dernières années. Il s'agit sans doute du **principal filet social des populations défavorisées**.

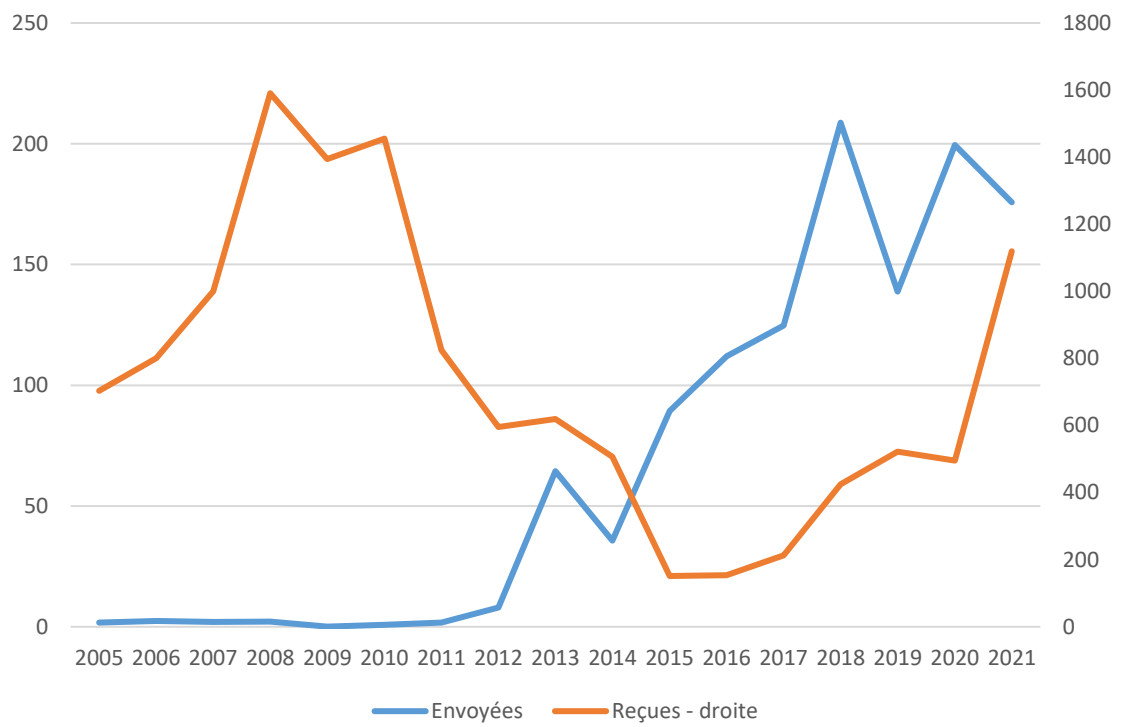
L'absence de données officielles sur le montant, l'origine géographique, et l'usage des *remittances* montrent le désintérêt relatif des autorités pour cette source de financement, qui est pourtant essentielle à la survie d'une partie de la population soudanaise, alors que le phénomène de migration continue à s'amplifier. S'il est illusoire d'espérer à court terme un retour de la population expatriée qualifiée, il est possible qu'un nouvel élan de solidarité puisse voir le jour de la part de ces expatriés –sans doute moins important que celui généré lors de la chute du régime de Béchir en 2019-, qui pourrait mettre à disposition du prochain gouvernement civil, une partie de ses compétences et de ses réseaux. Il sera sans doute opportun que ce nouveau gouvernement puisse mener une politique plus volontariste dans ce sens.

Graphique 1 : Balance des paiements du Soudan (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* au Soudan (MUSD)



Source : Banque mondiale

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	1,1	3,6	120,3	45,7	17,1
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	1,6	1,2	2,7	3,0	3,6
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	112	189	159	171	190
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	128	161	87	164	178
Macroéconomie					
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	3,7	2,4	111,2	42,8	8,4
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	3665,8	647,0	1097,6	916,0	539,0
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,6	2,6	3,8	-0,3	1,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	6,6	7,4	33,6	154,9	9,0
Finances Publiques					
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-3,8	-1,3	-3,1	-2,2	0,0
<i>Dette publique (%PIB) FMI 2022</i>	50,1	164,7	46,4	189,5	-
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI 2021</i>	-	54,0	31,8	-	-
Echanges					
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-21,7	-25,2	-12,1	-14,1	-10,1
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	85,8	5,0	321,7	52,8	15,6
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	1,3	0,6	82,3	77,6	15,2
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-4,8	12,2	-4,3	-6,4	-15,8
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	2,0	-	0,4	1,8	24,9
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	1,3	-	2,0	0,2	-
Développement					
<i>IDH BM 2020</i>	0,52	0,46	0,40	0,51	-
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	17,0	-	30,8	12,2	68,6
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,4	0,3	0,2	0,5	0,0
Notation Dette Souveraine					
<i>S&P</i>	-	-	CCC(+)	-	-
<i>Moody's</i>	-	-	Caa2(-)	-	-
<i>Fitch</i>	-	-	CCC	-	-
Politique Monétaire					
<i>Taux directeur*</i>	-	-	-	-	-

*Dernière donnée disponible

❖ Océan Indien – Comores

Par le SE de Tananarive



Des transferts issus de la diaspora qui permettent de compenser des déficits structurels et d'équilibrer la balance des paiements

Pour la première fois depuis deux décennies, le solde du compte des transactions courantes de l'Union des Comores est excédentaire (+0,5 % du PIB en 2021). Il s'agit d'un évènement notable puisque depuis 2010, le solde du compte courant est en moyenne déficitaire d'environ -3,4 % du PIB. Les transferts personnels, dont les montants représentent 20,0 % du PIB des Comores en moyenne entre 2010 et 2019, permettent d'assurer l'équilibre de la balance des paiements.

Le déficit structurel de la balance des biens et services des Comores témoigne d'un manque de compétitivité du pays, qui ralentit son potentiel de croissance

La balance commerciale est structurellement déficitaire, de l'ordre de 195 M USD par an en moyenne sur la période allant de 2010 à 2019, soit 16,4% du PIB. Ce déficit a culminé à -274,7 M USD (-22,6 % du PIB) en 2020 avant de remonter l'année suivante à -267,5 MUSD (-20,8 % du PIB). L'augmentation des importations et l'inflation généralisée lié à l'augmentation du prix du carburant expliquent ce déficit important sur les deux dernières années, malgré la reprise progressive des exportations et la réouverture des frontières. La faible diversification de ses exportations, en grande partie tournées vers les produits agricoles de rente, ne permet pas d'obtenir des taux suffisants de couverture des exportations par rapport aux importations.

Les performances exportatrices des Comores dépendent de la demande mondiale de ces produits agricoles, qui peuvent chuter en fonction de la conjoncture, comme l'illustre la crise sanitaire. En 2020, les exportations de biens ont été presque divisées par deux, passant de 40,6 MUSD à 22,1 MUSD. Malgré une reprise à la hausse en 2021 avec 35,8 MUSD, les exportations restent à un niveau inférieur comparé à la période d'avant crise. La réduction des exportations couplée à l'augmentation importante de la demande domestique (en particulier en importations de voitures et d'électroménager), a eu tendance à creuser le déficit commercial de l'archipel. La perturbation des approvisionnements, l'inflation, l'augmentation du coût lié au fret et l'explosion du prix des carburants sont autant de facteurs conjoncturels ayant augmenté la valeur des importations. En 2021, le déficit de la balance des biens s'établissait à -223,4 MUSD (-17,4 % du PIB).

La reprise du tourisme a permis de redresser partiellement le déficit de la balance des services. Fortement impacté par la crise sanitaire en 2020, la balance des services s'est légèrement améliorée en 2021, passant à -44,2 MUSD en 2021, contre -44,2 MUSD en 2020. Cette amélioration est imputable à la progression des recettes de voyages, qui ont augmenté de 4,1 pdPIB en 2021 (71,0 MUSD), et s'explique en particulier par les retours de la diaspora dans le cadre du tourisme affinitaire. Toutefois, cette tendance a été atténuée par l'accentuation du déficit des services des transports (+22,4 MUSD, +1,6 pdPIB), suite à la forte hausse des coûts de transport et en particulier du coût du fret au niveau mondial. **La balance des revenus primaires est structurellement excédentaire mais reste marginale dans l'équilibre de la balance des paiements (3,2 MUSD, 0,3 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2019). Les revenus secondaires sont structurellement excédentaires grâce aux flux important de transferts (143 MUSD/an sur la période 2010 à 2019).** Par ailleurs la période de crise en 2020-21 a eu pour effet une croissance exponentielle de ces *remittances* puisque l'excédent de la balance des transferts est d'en moyenne 262 MUSD/an sur la période.

Le compte de capital et des opérations financières s'est dégradé de manière notable, mais les faibles montants engagés le rendent marginal dans l'équilibre de la balance des paiements

Le solde du compte de capital s'est dégradé depuis 2010, passant d'un excédent de 71,3 MUSD (7,8 % du PIB) en 2010 à 30,0 MUSD (2,3 % du PIB) en 2021. De plus, le solde du compte financier reste déficitaire, malgré une légère amélioration sur la période : 34,8 MUSD (3,8 % du PIB) en 2010 à 24,2 MUSD (1,9 % du PIB) en 2021.

Le solde du compte de capital est en excédent de 30,0 MUSD en 2021, grâce au programme d'annulation de dette souveraine du FMI (2,0 MUSD) et d'autres transferts de capitaux au gouvernement (28,0 MUSD). En

revanche, cet excédent s'est contracté de 4,8 MUSD par rapport à l'année précédente en raison du repli des transferts en capital issu des partenaires au développement ainsi que du ralentissement des flux de remises de dette publique. Par ailleurs, **le déficit du compte financier s'est largement accentué en 2021**, passant de 14,1 MUSD (1,2 % du PIB) en 2020 à 24,2 MUSD (1,9 % du PIB) et ce malgré la mobilisation des bailleurs internationaux. En 2021, l'Etat a mobilisé 10 MUSD auprès du FMI, 16,5 MUSD auprès de la Banque mondiale, 435 000 USD du FADES³² et 20,6 MUSD de la Banque Africaine de Développement. Malgré l'excédent courant dégagé en 2021 (6,1 MUSD, 0,5 % du PIB), **la position extérieure nette du pays reste négative**. Les réserves de changes se sont stabilisées à l'équivalent de 9,5 mois d'importations en 2022, après une progression importante entre 2020 et 2021 (passage de 6,2 mois à 10 mois d'importations).

Les transferts issus de la diaspora contribuent de manière significative à l'équilibre de la balance des paiements

Les crises successives ont provoqué un élan de solidarité diasporique qui se ressent à travers la forte augmentation du volume des transferts. En 2021, le solde de la balance des transferts personnels a enregistré un excédent de 280,9 MUSD en 2021, soit 21,9 % du PIB, compensant totalement le déficit commercial. De plus, ces envois de la diaspora **De tels chiffres font des Comores l'un des pays dont les transferts issus de sa diaspora contribuent le plus à sa croissance économique.** Les *remittances* ont connu une croissance notable de l'ordre de 126 % entre 2016 et 2021, passant de 104 MUSD à 236 MUSD. On observe par ailleurs que la progression la plus importante observée a eu lieu lors de l'année 2020. Cette forte augmentation est corrélée à la crise de Covid-19, où la diaspora a fourni un effort de solidarité financier soutenu. Le manque de données ne nous permet pas de confirmer si cette tendance s'est poursuivie après la guerre en Ukraine et avec l'augmentation de la pression inflationniste qui en découle.

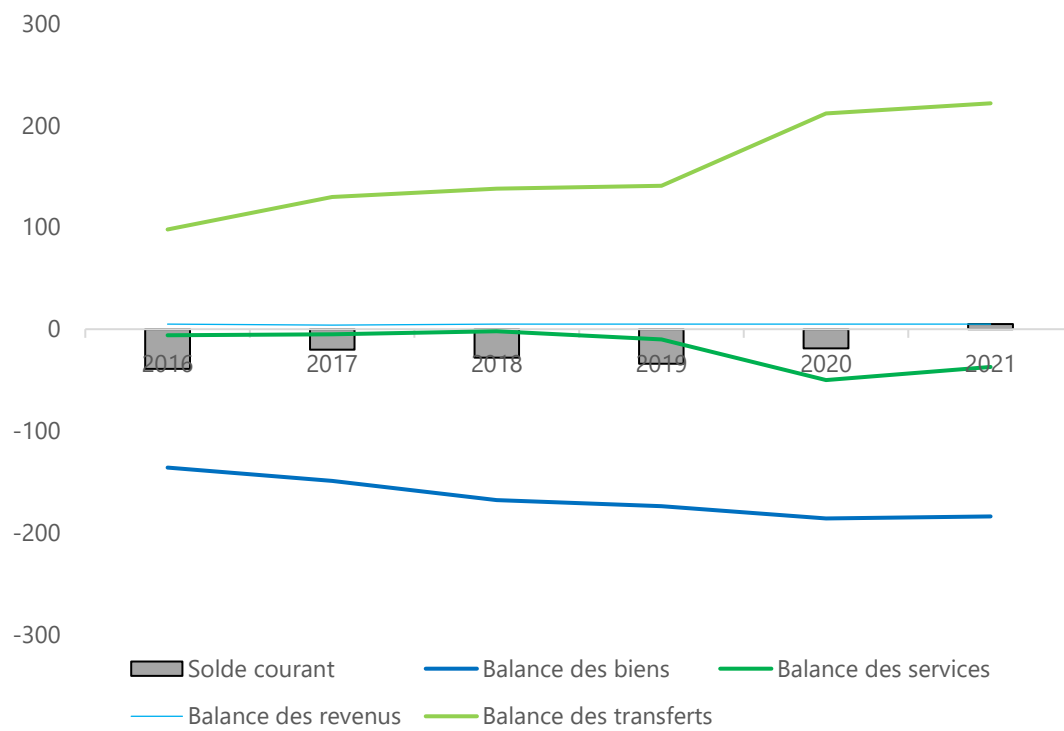
Du fait de son étroit passé commun avec la France, la plupart des *remittances* sont issues des communautés établies dans l'hexagone. On estime qu'entre 80 % et 95 % de la diaspora comorienne vivrait en France. Avec respectivement 49 % et 33 % du total des transferts, l'Ile-de-France et la PACA³³ sont les principales régions émettrices de ces *remittances*. Les destinataires sont à plus de 80 % situés en Grande Comore.

Deux sociétés de transferts se partagent le marché comorien : *Western Union* et *Money Gram*. Les coûts sont proportionnellement dégressifs en fonction du montant transféré. Ils varient entre 8 et 20 % de la somme totale à envoyer. **La progression importante du *mobile money* pourrait soutenir la croissance du volume des transferts.** Le secteur est partagé entre 4 acteurs (Huri, Wari, Holo et Mvola). Il reste néanmoins un phénomène récent et donc marginal, son impact sur les transferts est donc encore limité. Pour le moment, ces prestataires proposent des solutions d'envoi d'argent vers Madagascar, le Sénégal et la Tanzanie. Aux Comores, l'envoi de fonds constitue 6 % du total des transactions en *mobile money*, pour un montant total de 1,4 MUSD en 2021.

³² Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social

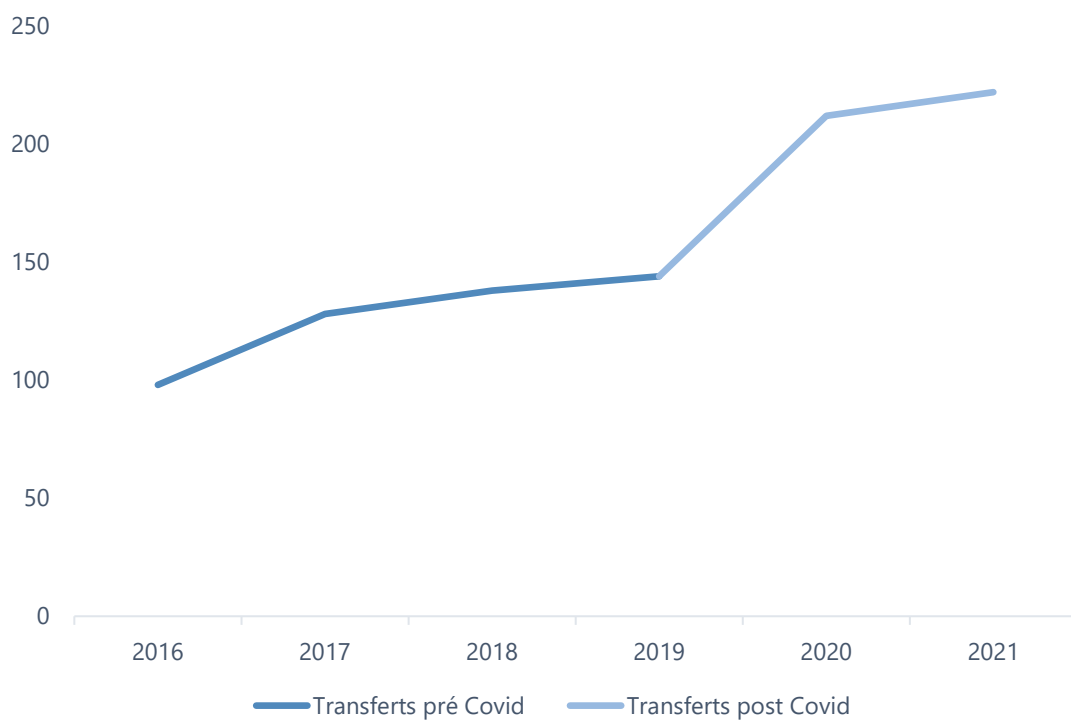
³³ Provence-Alpes-Côte d'Azur

Graphique 1 : Balance des paiements et évolution de ses composantes



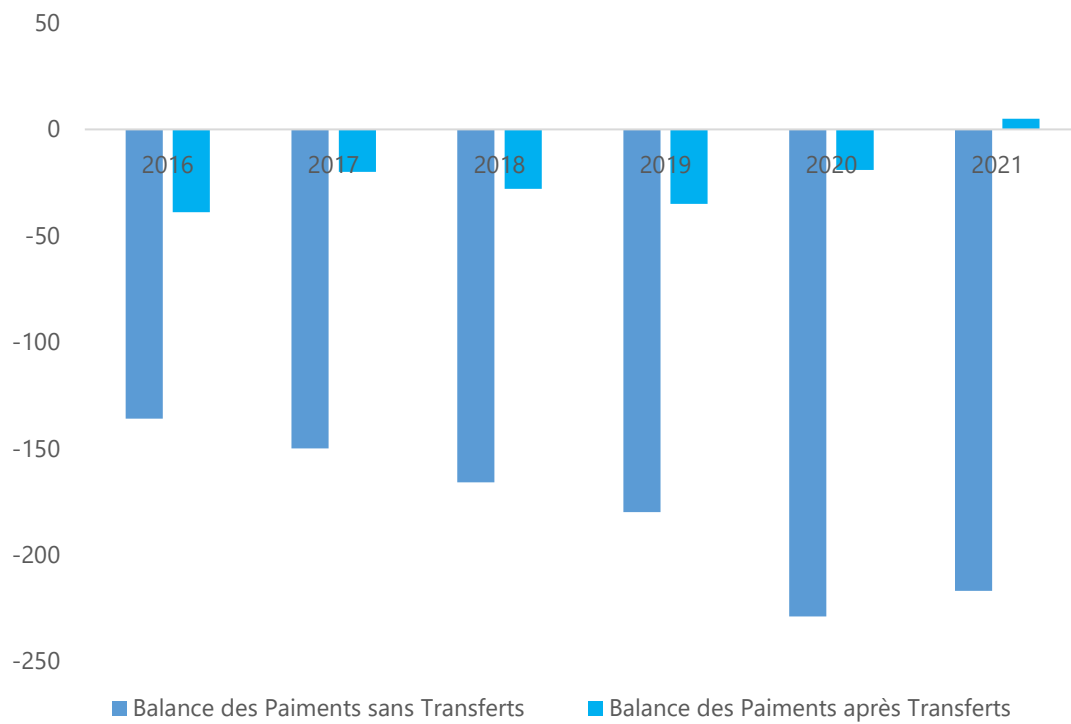
Source : Banque centrale des Comores

Graphique 2 : Evolution du volume des transferts vers les Comores



Source : Banque centrale des Comores

Graphique 3 : Evolution du solde de la balance des paiements avant et après le prise en compte de la balance des transferts



Source : Banque centrale des Comores

Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



L'équilibre de la balance des paiements malgache assuré par les transferts courants et les financements extérieurs

Madagascar connaît un déficit commercial structurel ainsi qu'un solde des revenus primaires négatif. La balance des paiements malgache s'équilibre donc grâce aux prêts internationaux et transferts courants, portés principalement par les transferts de la diaspora. L'année 2021 a été marquée par une reprise du commerce international après la crise sanitaire, bénéficiant également à Madagascar. Les dons, prêts internationaux et transferts de la diaspora ont permis de compenser en partie le déficit du compte courant, et de garder un niveau de réserves de change adéquat.

Un déficit courant structurel, malgré des transferts courants nets positifs

Le compte courant est structurellement déficitaire à hauteur de -387,0 MUSD en moyenne entre 2010 et 2019, soit -3,2 % du PIB. Cela s'explique, d'une part, par un déficit commercial structurel (-683,7 MUSD en moyenne sur la même période, soit -5,6 % du PIB), principalement imputable au différentiel de valeur ajoutée entre les produits importés et exportés. D'autre part, malgré un solde de revenus secondaires excédentaire (677,0 MUSD, soit 5,5 % du PIB), les sorties nettes de revenus primaires (-380,2 MUSD, soit -3,1 % du PIB), pèsent dans le solde courant du pays.

En 2021, le compte courant s'est établi à -732,3 MUSD en 2021, soit -5,1 % du PIB selon le FMI, surpassant largement la moyenne décennale. Il s'est creusé de 0,4 point de PIB (pdPIB) par rapport à 2020, et de -3,0 pdPIB par rapport à 2019, en raison du déficit commercial principalement, qui a atteint -10,0 % du PIB en 2021 (contre -4,3 % du PIB avant crise sanitaire). **Le déficit de la balance commerciale des biens s'est légèrement amélioré à -6,8 % du PIB en 2021 (-969,3 MUSD), contre 6,9 % en 2020 (-900,2 MUSD).** Les exportations ont atteint 19,0 % du PIB en 2021, selon le FMI³⁴ (2,7 Mds USD ; +4,0 pdPIB par rapport à 2020) grâce à la relance des activités économiques, notamment dans le secteur minier et celui de la vanille, deuxième source traditionnelle de devises du pays. Les importations de marchandises ont connu une forte hausse de 3,9 points en 2021 (3,7 Mds USD, 25,7 % du PIB). Les importations de biens intermédiaires (+1,8 pdPIB, 10,4 % du PIB), des produits alimentaires (+1 pdPIB, 4,5 % du PIB) et d'hydrocarbures (+0,6 pdPIB, 3,3 % du PIB) ont augmenté en 2021. **La balance des services, habituellement portée par le tourisme, enregistre un déficit important à -3,2 % du PIB en 2021, contre -1,8 % du PIB en 2020.** Les exportations de services n'ont pu se redresser en raison de l'absence de reprise des activités touristiques (baisse des recettes dans les secteurs du transport et de voyage pour la deuxième année consécutive, à un niveau largement inférieur au niveau pré-pandémie). Les importations de services ont connu une hausse de 0,9 point de PIB en 2021, s'établissant à 7,6 % du PIB (1,1 Md USD), grâce à une amélioration des services de transport de marchandises (+1,0 pdPIB par rapport à 2020, à 483,0 MUSD) et des services aux entreprises (+0,9 pdPIB à 206,9 MUSD).

Le solde des revenus primaires est structurellement déficitaire (-380,2 MUSD, soit -3,1 % du PIB en moyenne sur la période 2010-2019). En 2021, les revenus primaires nets se sont établis à -300,4 MUSD (-2,1 % du PIB), en dessous de la moyenne décennale ainsi que du niveau pré-pandémie (-492,4 MUSD, -3,5 % du PIB). Cette résorption provient d'une baisse plus prononcée des revenus primaires sortants qu'entrants, s'expliquant principalement par une forte diminution (31,1 %) des paiements de dividendes par les entreprises non résidentes.

A l'inverse, le solde des revenus secondaires est structurellement excédentaire (677,0 MUSD, soit 5,5 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2019), grâce aux transferts personnels nets qui représentaient 45,7 % des revenus secondaires nets sur la décennie 2010. En 2021, l'excédent de la balance des revenus secondaires a augmenté de 105,3 MUSD (+0,2 pdPIB), s'établissant à 7,0 % du PIB (995,5 MUSD). Alors que les transferts personnels nets ont diminué (-0,6 pdPIB), les autres transferts courants ont augmenté sensiblement (+1,7 pdPIB). Ces flux

³⁴ Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6^{ème} édition)

peuvent comprendre les dons aux sociétés financières et non financières ainsi que les institutions privées sans but lucratif.

Les transferts de la diaspora malgache sont peu importants au regard des besoins de financement

Les transferts par la diaspora malgache, qui s'étaient renforcé durant la crise sanitaire (+23 %), ont connu un coup d'arrêt l'année suivante (-12 %, 411 MUSD). Ils représentaient en 2021 2,8 % du PIB, en forte diminution par rapport à 2020 (3,6 %). La France était le premier pays d'origine des transferts (près de 90 %) en 2017, loin devant les Comores, le Canada, la Suisse et les Etats-Unis qui cumulaient 7 % des transferts. Au vu du faible taux de bancarisation (18 % selon les dernières données disponibles), ces transferts sont principalement réalisés via des agences spécialisées (*Western Union*) et plus récemment via des applications en ligne (*Taptap Send*). Ils contribuent en général à soutenir le budget des familles à Madagascar (près de 85 % des fonds envoyés) et s'orientent peu vers les projets de développement, humanitaire ou d'investissement selon l'Organisation Internationale du Travail³⁵. A travers sa lettre de politique nationale pour l'engagement de la diaspora formulée en 2019, le gouvernement comptait créer une caisse de solidarité active alimentée par la diaspora, projet non concrétisé.

L'excédent des comptes de capital et financier est soutenu principalement par les dons et les prêts internationaux

Les soldes des comptes de capital et financier sont structurellement excédentaires, de respectivement 189,0 MUSD (1,5 % du PIB) et 208,1 MUSD (1,7 % du PIB) sur la décennie 2010. Ils sont soutenus, d'une part, par les **dons au gouvernement malgache** (188,9 MUSD, 1,5 % du PIB), et d'autre part, par les **IDEs** (523,0 MUSD, 4,3 % du PIB).

Les transferts de capitaux au gouvernement malgache constituent l'intégralité de l'excédent du compte de capital, s'élevant à 80,5 MUSD soit 0,6 % du PIB en 2021. Dans la ligné de l'année 2020, celui-ci est toutefois en forte baisse de 1,0 point de PIB, en raison des retards conséquents dans la mise en œuvre des projets soutenus par les partenaires techniques et financiers. Les dons³⁶ ont été principalement accordés aux secteurs sociaux (santé, éducation, aide alimentaire, eau...) par les Etats Unis (USAID), l'Union Européenne (Commission européenne, France, Allemagne), les Nations Unies et le Japon.

Le compte financier a connu un excédent de 561,9 MUSD en 2021 (3,9 % du PIB), permettant de couvrir en partie les besoins de financement (5,1 % du PIB). Les IDEs ont peu augmenté en 2021, de 239,4 M à 243,2 MUSD, et ont même diminué par rapport au PIB (1,7 % du PIB en 2021, contre 1,8 % du PIB en 2020). Ce niveau peu élevé s'explique notamment par un environnement des affaires encore peu attractif (161^{ème} place sur 190 pays dans le dernier classement *Doing Business*) et des infrastructures peu développées (routes, systèmes d'eau et d'électricité). Concernant les autres investissements, majoritairement des prêts, ceux-ci ont connu une forte hausse en 2021 (de 367,7 MUSD à 693,3 MUSD), en raison notamment de décaissements du FMI : (i) une allocation de DTS de 333,0 MUSD en août et (ii) un décaissement de 69 MUSD du FMI au titre de la première tranche du programme de facilité élargie de crédit approuvée en mars. Les avoirs de réserves quant à eux connu une hausse importante de 228,7 MUSD en 2020 à 374,8 MUSD (2,6 % du PIB) en 2021, bien supérieurs à la moyenne décennale de 78,3 MUSD (0,6 % du PIB).

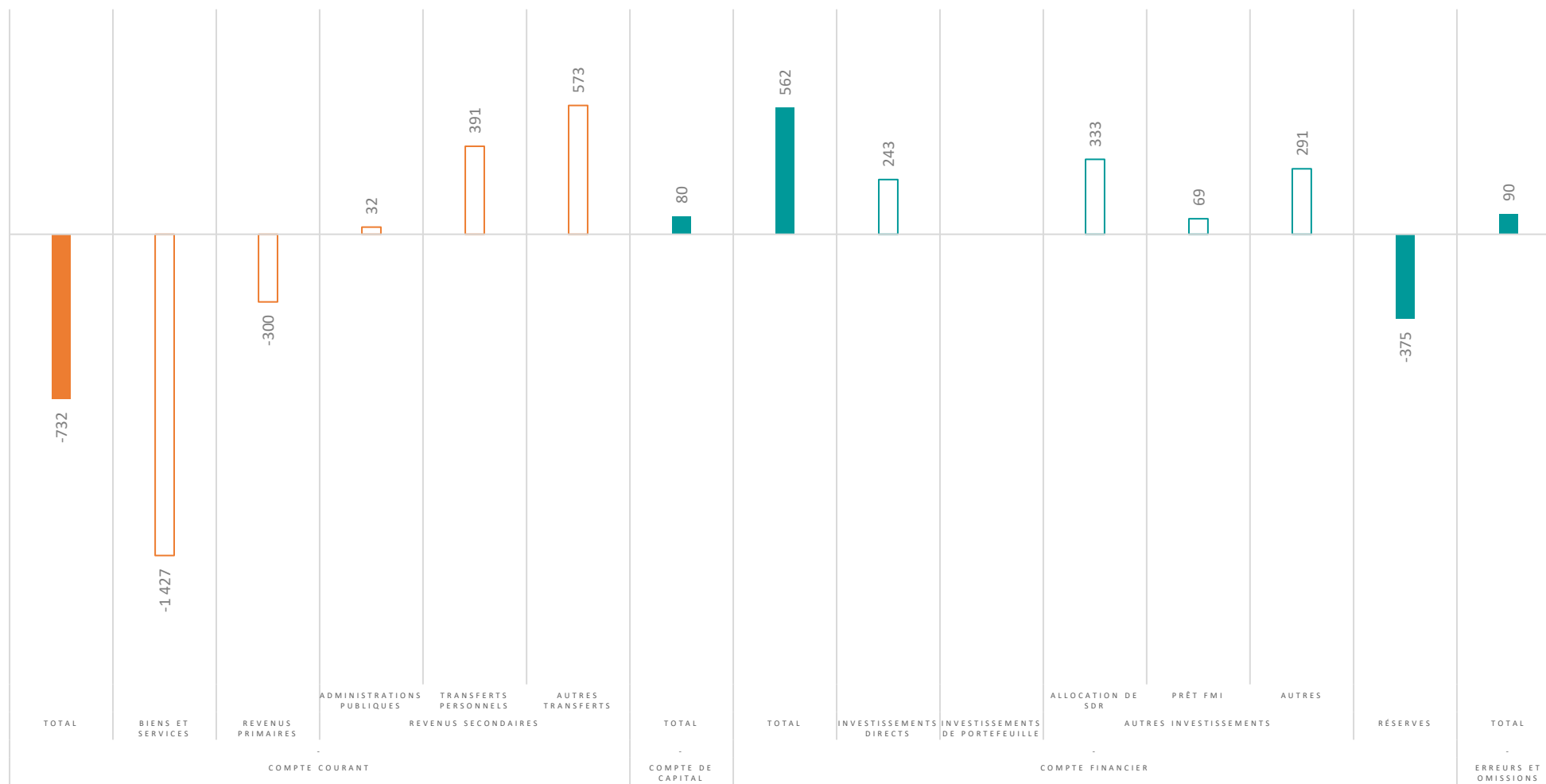
Enfin, Madagascar présente des difficultés structurelles à se financer et un déficit courant qui continue de se creuser³⁷, pesant sur ses réserves de changes, qui restent toutefois suffisantes (5,8 mois d'importation de biens et services).

³⁵ Données de 2013

³⁶ Certains financement étaient catégorisés comme des « dons projets », pointant vers des subventions des PTF, ensuite mobilisés par le gouvernement pour le financement d'infrastructures ou d'équipements dans le cadre de nouveaux projets ou d'extension de projets existants ; ils peuvent aussi financer des porteurs de projet à l'issue d'appels à projets.

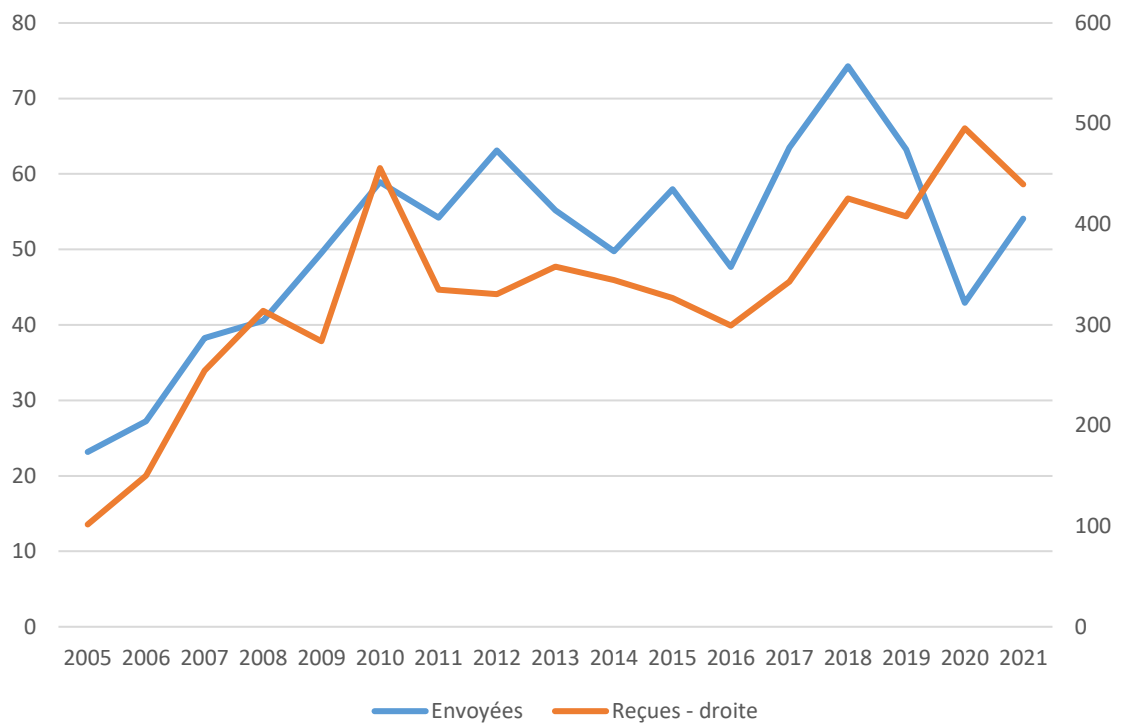
³⁷ Le FMI prévoit un creusement du compte courant malgache en 2022 (-5,4 % du PIB) et un déficit qui resterait à -5,1 % du PIB à horizon 2024.

Graphique 1 : Balance des paiements de Madagascar (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* à Madagascar (MUSD)



Source : Banque mondiale

Océan Indien – Maurice

Par le SE de Tananarive



Une balance des paiements à l'équilibre grâce à une relance forte des investissements de l'étranger vers l'Île Maurice

L'interruption temporaire du flux touristique et l'augmentation des prix des biens importés ont contribué à creuser le déficit de la balance commerciale. L'attractivité économique du pays pour les investissements et l'accès des acteurs locaux aux financements étrangers, permis par la solidité de l'environnement financier, conduisent à l'équilibre la balance des paiements. La diaspora mauricienne ne contribue que faiblement à l'équilibre de la balance des paiements. La balance des revenus secondaires affiche même un déficit en raison de la présence d'importantes communautés indiennes et bangladaises.

Un compte courant structurellement déficitaire en raison d'un déficit de la balance commerciale

Entre 2010 et 2019, le compte courant mauricien enregistrait un déficit de -762,8 MUSD, soit -6,2 % du PIB en moyenne, s'expliquant principalement par un déficit de la balance commerciale des biens (-2,4 Mds USD, soit -19,3 % du PIB sur la même période), et dans une moindre mesure par le déficit de la balance des revenus secondaires (-173,6 MUSD, -1,4 % du PIB). Les excédents des balances commerciale des services (819,2 MUSD, +6,6 % du PIB) et des revenus primaires (977,8 MUSD, +7,9 % du PIB) aidaient à réduire le déficit du compte courant sur la décennie passée. En 2021, le compte courant mauricien était déficitaire à hauteur de 1,5 Md USD, soit -13,7 % du PIB. Il s'est creusé de 52,3 % par rapport à 2020, principalement en raison du double creusement du déficit de la balance commerciale et des services.

La balance des biens mauricienne est structurellement déficitaire et tend à se creuser depuis 2014 (-4,2 points de PIB entre 2014 et 2019) avec l'effondrement des exportations de biens mauriciennes (-8,3 points de PIB), et ce malgré le ralentissement des importations de marchandises (-4,1 points de PIB). En 2021, le déficit de la balance commerciale des biens s'est creusé de 26,4 % par rapport à 2020, atteignant -24,1 % du PIB (-2,7 Mds USD), en dessous du niveau prépandémie et de la moyenne décennale. Malgré la relance du secteur textile (+21 % par rapport à 2020), portant les exportations mauriciennes à 2,0 Mds USD (17,6 % du PIB), les importations de marchandises en valeur (hydrocarbures +40 % ; produits pharmaceutiques +57 %), ont augmenté de façon plus prononcée en 2021, atteignant 4,7 Mds USD (41,7 % du PIB). **L'excédent structurel de la balance des services, tiré par le tourisme d'affaires et de villégiature** (12,5 % du PIB de recettes enregistrées en moyenne entre 2010 et 2019), **ne compense que partiellement le déficit de la balance des biens.** En 2021, le solde de la balance des services s'est largement dégradé, à -196,8 MUSD (-1,8 % du PIB), du fait d'une baisse de 5,1 % des exportations (voyages d'affaires -93,1 % par rapport à 2020), conjointe à une hausse des importations de 9,4 % (services de fret +57,3 % ; services relatifs aux NTIC +24,7 %).

La balance des revenus primaires enregistre un excédent structurel notable et croissant, principalement portés par les revenus nets obtenus des investissements de portefeuille (502,5 MUSD, soit 4,1 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2019), et les intérêts sur autres investissements (369,9 MUSD, 3,2 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2019). En 2021, les revenus primaires nets ont légèrement baissé (1,7 Md USD, 15,6 % du PIB), principalement en raison de baisses de 1,9 point de PIB des revenus obtenus des IDEs et de 0,8 pdPIB des revenus des investissements de portefeuille, mais sont restés supérieurs au niveau prépandémie (12,8 % du PIB).

Enfin, Maurice enregistre un déficit de la balance des revenus secondaires depuis 2013, qui s'est toutefois résorbé de près de la moitié de son niveau entre 2020 et 2021. Cette performance s'explique en totalité par une baisse des flux sortants de transferts des résidents vers l'extérieur, correspondant en grande partie aux revenus des travailleurs du secteur textile.

Une main-d'œuvre étrangère nombreuse à l'origine de transferts importants vers leurs pays d'origine

Les transferts de fonds réalisés par la diaspora mauricienne représentaient 64 MUSD en 2021 et ont atteint 46 MUSD sur les trois premiers trimestres de 2022 selon la Banque de Maurice (+9,3 % en glissement annuel). Ces *remittances* proviennent principalement de France (21 %), du Royaume-Uni (13 %) et

des Etats-Unis (8 %). Entre 2017 et 2021, leur montant total en roupies mauriciennes a augmenté de 47 %. Il est constaté une augmentation modérée depuis les pays d'expatriation traditionnels tels que la France (+8,6 %) ou le Royaume-Uni (+10,7 %) alors qu'elle est très sensible pour certaines destinations plus récentes telles que les Etats-Unis (+44,6 %), la Suisse (+100,2 %), les Emirats Arabes Unis (+143,6 %) ou le Kenya (+1366,8%), dépassant tous 2,7 MUSD en 2021. **Elles ne suffisent pas à couvrir les transferts sortants.**

En raison du faible volume de la main-d'œuvre locale disponible, l'industrie textile emploie depuis de nombreuses années des travailleurs étrangers. Malgré la réglementation stricte dans l'octroi de permis de travail, plusieurs autres secteurs ont également recours à cette immigration professionnelle, pour des emplois peu qualifiés dans les industries, et plus récemment dans les secteurs de services tels que l'hôtellerie et la distribution. Les diasporas ainsi créées, ont généré près de 180 MUSD en 2021 et 142 MUSD sur les neuf premiers mois de 2022, transferts principalement orientés vers le Bangladesh (42 %) et l'Inde (34 %), deux destinations vers lesquelles les flux ont plus que doublé en cinq ans.

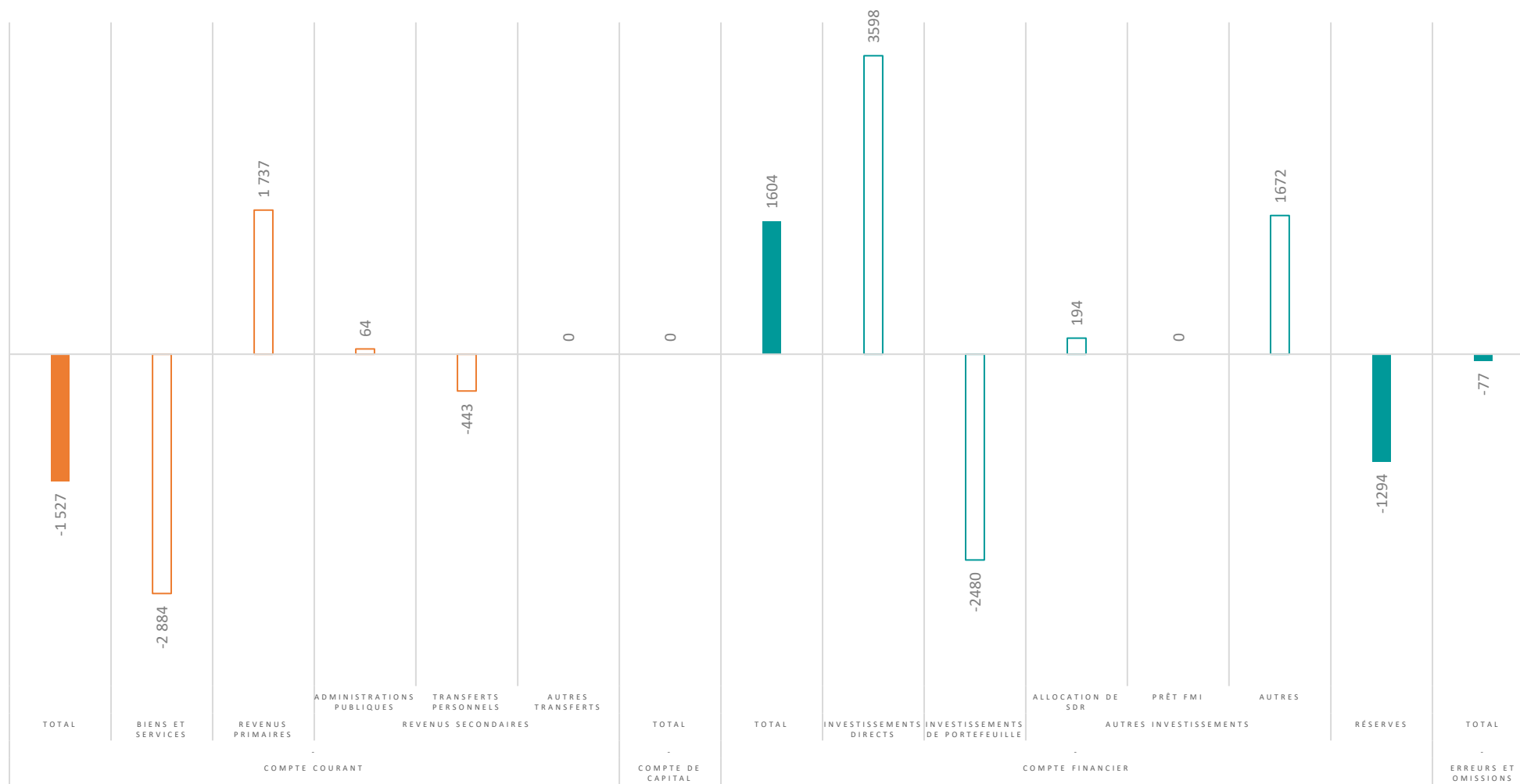
Une relance très importante des investissements étrangers a permis de financer le déficit du compte courant

L'excédent du compte financier mauricien connaît une hausse importante de 62 %, passant de 987,6 MUSD en 2020 à 1,6 Md USD en 2021. En dépit de son inscription sur la liste grise du GAFI entre octobre 2020 et 2021, les investissements directs de l'étranger vers Maurice ont augmenté de 16 Mds USD, après une chute équivalente au cours de la crise sanitaire. Les flux nets d'IDE sont ainsi passés d'un solde négatif de 12,7 Mds USD à un solde positif de 3,6 Mds USD. Les investissements de portefeuille observent la tendance inverse, dont le solde négatif de 2,5 Mds USD s'explique par des acquisitions d'actions ou participations dans des sociétés financières non résidentes, ainsi qu'aux titres de créances détenus auprès des institutions de dépôts. Si les prêts divers en faveur du pays ont diminué de 6,4 Mds USD à 1,9 Md USD en 2021, l'Île Maurice a toutefois bénéficié d'une allocation de DTS du FMI de 194 MUSD dans le cadre d'une allocation globale approuvée en août 2021. Les avoirs de réserves ont quant à eux connu des flux nets négatifs de 1,3 Md USD.

Le compte de capital du pays demeure quant à lui inexistant étant donné que le gouvernement n'a bénéficié d'aucune annulation de dettes depuis des années.

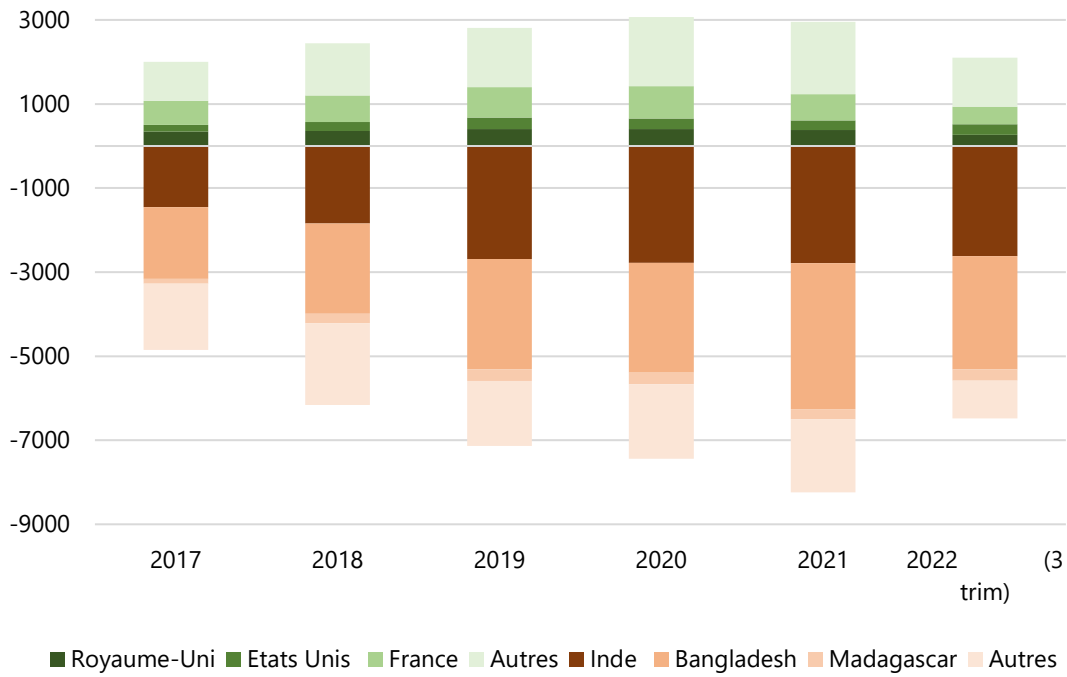
Si les réserves de changes ont diminué, elles demeurent amplement suffisantes (de 13,9 à 11,1 mois d'importation de biens et services).

Graphique 1 : Balance des paiements de Maurice (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Transferts de la diaspora mauricienne (+) et des communautés présentes à Maurice (-) (MMUR)



Source : Banque de Maurice

Océan Indien – Seychelles

Par le SE de Tananarive



Une balance des paiements à l'équilibre grâce à la reprise des activités touristiques

L'année 2021 a été marquée par une reprise anticipée des activités touristiques aux Seychelles, qui ont permis de dégager un excédent important de la balance des services. Celle-ci a pu compenser la dégradation de la balance commerciale liée à une reprise forte des importations de biens. Les transferts de la diaspora seychelloise demeurent peu élevés, tendance qui se vérifie sur le long terme en l'absence de stratégie politique dédiée.

Le déficit courant s'est résorbé en raison d'une forte augmentation de l'excédent de la balance des services, liée à la reprise des activités touristiques

La balance courante seychelloise a observé un déficit moyen de 157 MUSD entre 2010 et 2019. Elle s'explique par une balance commerciale structurellement déficitaire (520 MUSD en moyenne entre 2010 et 2019) globalement imputable à des niveaux importants d'achats de bateaux (notamment de plaisance) et de équipements mécaniques et électriques divers. L'excédent structurel de la balance des services (409 MUSD en moyenne) largement attribuable aux performances du secteur touristique contribue, bien que de façon insuffisante, à compenser le déficit commercial structurel. Un double déficit s'observe concernant la balance des revenus primaires d'une part (45 M USD en moyenne), tiré à la hausse par les bénéfices réinvestis et des paiements d'intérêts sur la dette publique ; et d'autre part la balance des revenus secondaires (1 MUSD en moyenne) en raison de flux sortants de transferts des ressortissants étrangers vers leur pays d'origine traditionnellement plus élevés que les transferts entrants de la diaspora seychelloise.

Le compte courant était déficitaire à hauteur de -154,3 MUSD (-10,6 % du PIB) en 2021. Il s'est résorbé de 11,0 % par rapport à 2020, principalement en raison d'une hausse de l'excédent de la balance de services (+64,2 %), liée à une forte reprise des activités touristiques.

Le déficit de la balance commerciale des biens a atteint -506,8 MUSD (-34,8 % du PIB) en 2021, en forte hausse de 41,3 % par rapport à l'année précédente. Les exportations ont connu une hausse de 9,0 %, passant de 473,1 MUSD en 2020 à 515,7 MUSD. Cette performance s'explique par la relance du secteur de la pêche, principalement les ventes de conserves de thon qui ont augmenté de 13 % selon le FMI (de 252 MUSD à 286 MUSD). Les importations de marchandises ont connu une forte hausse de 22,9 % en 2021 (1,0 Md USD, soit 70,2 % du PIB), sans pour autant retrouver le niveau d'avant la crise sanitaire (1,1 Md USD, 66,2 % du PIB). Une hausse de 14 % des importations d'hydrocarbures contribue en partie à cette tendance (près de 190 MUSD).

La balance des services connaît un excédent important à 437,0 MUSD (+64,2 %), grâce à une relance forte des activités touristiques en 2021. Les exportations de services ont globalement augmenté de 61,2 %. Les recettes obtenues des voyages personnels ont en effet connu une forte hausse de 79,8 % (de 265,0 MUSD à 476,6 MUSD), tout comme celles liées aux services aux entreprises (+65,1 % à 496,0 MUSD) et aux services postaux et de messagerie (+45,5 % à 83,0 MUSD). Cette performance compense largement la hausse des importations de services de 59,6 % (de 500,4 MUSD à 798,4 MUSD), qui se concentrent principalement autour des services aux entreprises (+58,7 %, 484,9 MUSD) et des services de transport de marchandises (les services de fret ont connu une hausse de 82,5 % à 141,9 MUSD).

Le déficit de la balance des revenus primaires s'est légèrement creusé de 0,3 point de PIB (pdPIB) en 2021, s'établissant à -82,5 MUSD, soit -5,7 % du PIB, principalement dû à la hausse de 57,5 % des paiements de dividendes par les entreprises résidentes. Les bénéfices réinvestis et des paiements d'intérêts sur la dette publique sont importants (29,0 MUSD, 2,0 % du PIB) et contribuent à plus des deux tiers du déficit des revenus primaires bien que leur niveau demeure stable en 2021.

Des remittances marginales dans les comptes seychellois

Le déficit des revenus secondaires s'est fortement résorbé en 2021, de 0,9 pdPIB (-1,9 MUSD, soit -0,1 % du PIB). Ce léger déficit s'explique par une baisse des flux entrants de transferts personnels, bien que peu significatifs (-0,5 MUSD, soit -0,1 pdPIB). En 2021, ces revenus sont bien inférieurs à la moyenne sur la dernière

décennie (16,8 MUSD, 1,3 % du PIB) ainsi qu'à leur niveau prépandémie : 6,9 MUSD en 2021 (0,5 % du PIB), contre 18,9 MUSD en 2019 (1,1 % du PIB). Près d'un tiers des envois de fonds de la diaspora sont en provenance d'Australie, et 15 % des Etats-Unis (dernières données de 2017). Une amélioration des flux financiers correspondants ne figure pas parmi les priorités du gouvernement. Les flux sortants de transferts privés étaient quant à eux stables (36,5 MUSD en 2021, soit 2,5 % du PIB), mais trois fois plus élevés que les flux entrants. A noter qu'ils ont été divisés par près de deux pendant la crise sanitaire (61,0 MUSD, soit 3,6 % du PIB en 2019 à 37,6 MUSD en 2020).

Les comptes de capital et financier, traditionnellement excédentaires, ont bénéficié en 2021 de dons et prêts des institutions internationales

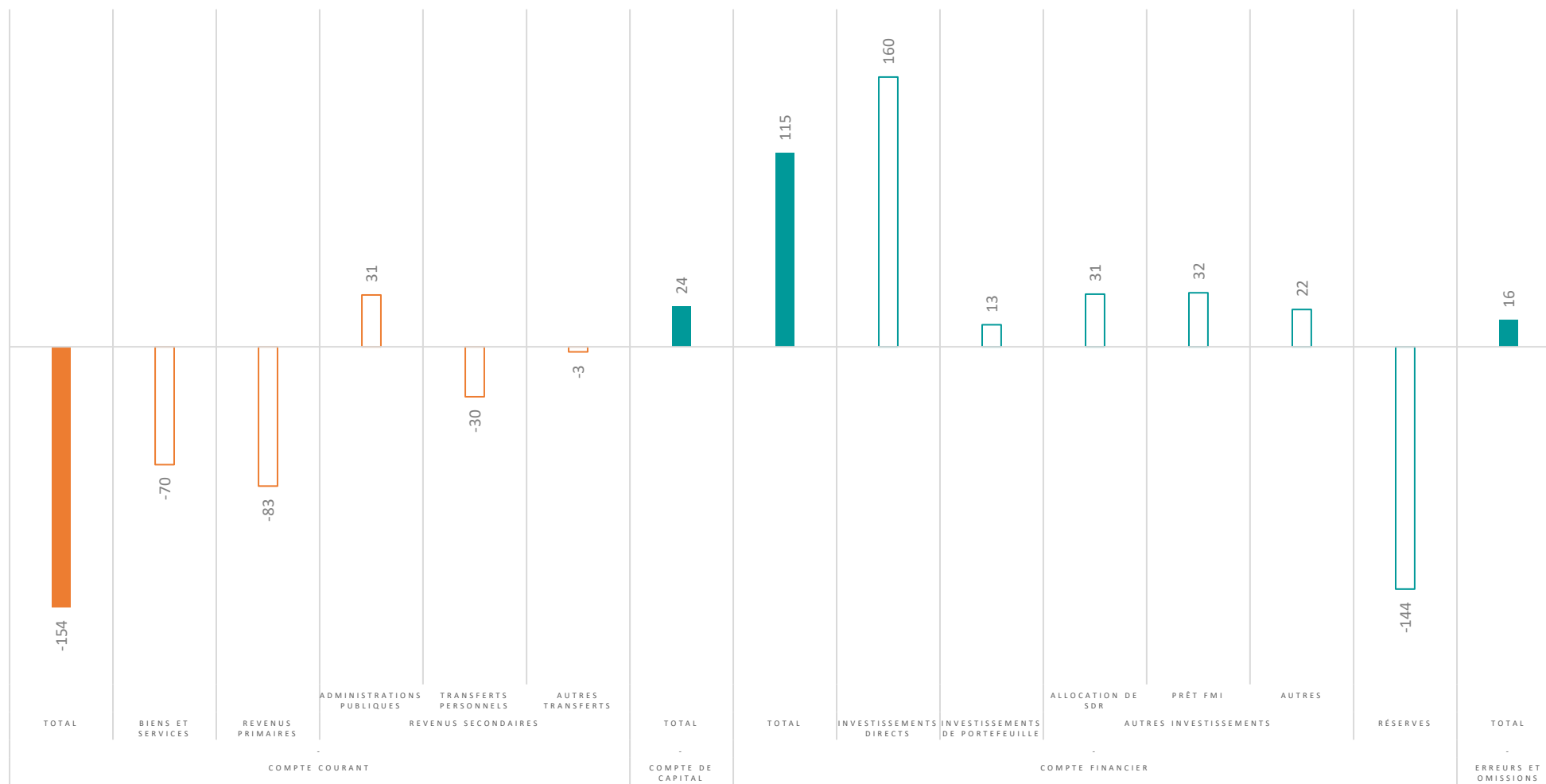
Durant la dernière décennie 2010-2019, les comptes de capital (74 MUSD en moyenne) et financier (62 MUSD) ont chacun connu un excédent structurel. Le compte de capital excédentaire s'est expliqué globalement par des niveaux relativement importants, bien que fluctuants, de transferts de capitaux au bénéfice du gouvernement. Quant à l'excédent du compte financier, celui-ci s'expliquait en général par des flux entrants significatifs d'IDEs et d'investissements de portefeuille.

Le compte de capital était excédentaire de 23,8 MUSD en 2021, en hausse de 14,1 % par rapport à 2020. Cet excédent s'explique en totalité par la hausse des dons projet en faveur du gouvernement. Les dons ont été principalement orientés vers le secteur de la santé (hôpital de La Digue, centre de réinsertion).

L'excédent du compte financier s'élevait à 114,7 MUSD en 2021, couvrant en grande partie les besoins de financement. Les prêts en faveur du gouvernement ont contribué en grande partie à cet excédent, notamment de décaissements du FMI : (i) une allocation de DTS de 31 MUSD en août 2022 et (ii) un décaissement de 32 MUSD du FMI au titre de la première tranche du programme du nouveau mécanisme élargi de crédit approuvé en décembre. Les IDEs ont connu une reprise relative de 134,6 MUSD en 2020 à 159,8 MUSD en 2021. Les investissements nets de portefeuille effectués par les institutions de dépôt ont atteint 13,1 MUSD. Les avoirs de réserves ont toutefois connu une diminution importante de 170,8 MUSD, s'établissant à -143,5 MUSD soit 9,9 % du PIB.

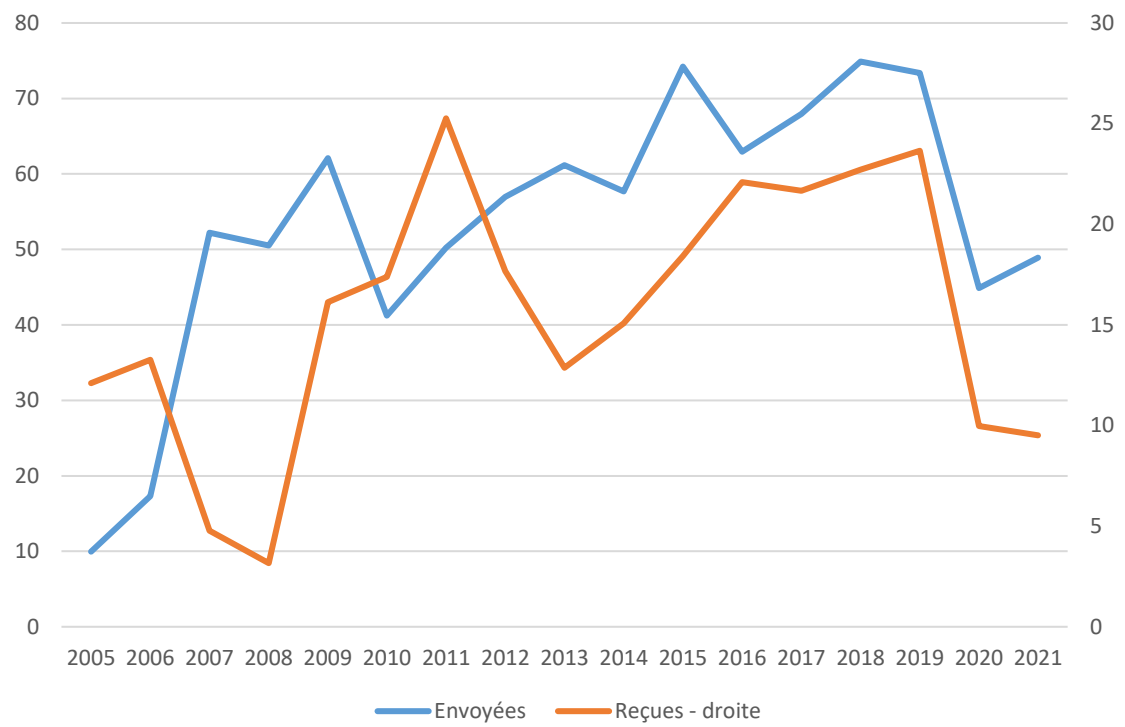
Les réserves de changes se sont quant à elles maintenues et restent suffisantes (4,6 mois d'importation de biens et services).

Graphique 1 : Balance des paiements des Seychelles (MUSD) – 2021



Source : FMI, Balance des Paiements Présentation Standard (6ème édition)

Graphique 2 : Evolution des *remittances* aux Seychelles (MUSD)



Source : Banque mondiale

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	0,8	28,9	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	2,0	2,5	0,1	1,2
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	164	147	49	23
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	1,2	15,1	11,5	2,0
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	1299,7	521,6	9111,6	20265,7
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,0	4,2	6,1	10,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	11,4	9,8	10,2	4,1
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-6,5	-6,5	-6,0	-2,9
<i>Dettes publiques (%PIB) FMI 2022</i>	34,5	53,8	90,9	64,9
<i>Dettes publiques extérieures (%PIB) FMI 2021</i>	32,4	30,3	17,9	27,0
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-22,8	-11,8	-28,5	-46,0
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	33,0	424,6	432,9	49,0
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	3,8	692,2	263,3	136,2
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-10,5	-5,4	-13,0	-6,6
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	18,6	3,7	2,6	0,8
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	9,6	5,5	9,5	4,4
Développement				
<i>IDH BM 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	19,1	78,9	0,2	0,5
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,4	0,1	3,3	6,2
Notation Dette Souveraine				
<i>S&P</i>	-	B-(+)	-	-
<i>Moody's</i>	-	-	Baa3	-
<i>Fitch</i>	-	-	-	B+
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur*</i>	2,16	13,00	4,50	2,00

*Dernière donnée disponible

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi (jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédaction : SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Pour s'abonner : alice.beguier@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor